

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Etude sur les Conditions
DU
Renouvellement du Privilège
de la Banque de France

(Loi du 20 Décembre 1918)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE PAR

Charles RAMONDOU
le 10 Juin 1919

Président : M. HITIER, PROFESSEUR.

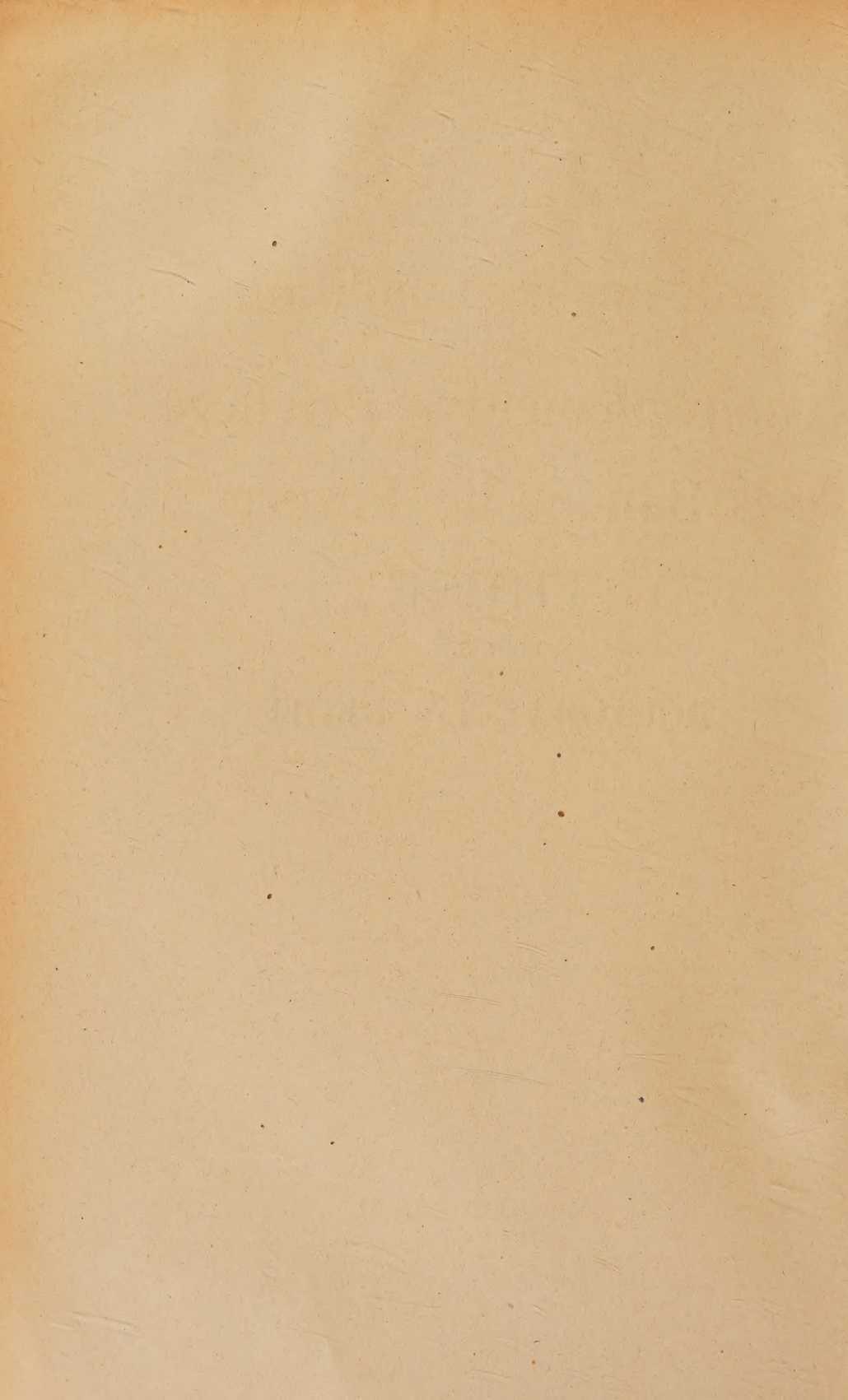
Suffragants : { MM. DESCHAMPS }
 et PERREAU } PROFESSEURS.

IMPRIMERIE OUVRIÈRE

AURILLAC

1919

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN DROIT



Etude sur les Conditions DU Renouvellement du Privilège de la Banque de France

(Loi du 20 Décembre 1918)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)



PRÉSENTÉE PAR

Charles RAMONDOU

le 10 Juin 1919

Président : M. HITIER, PROFESSEUR.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS
et PERREAU } PROFESSEURS.

IMPRIMERIE OUVRIÈRE
AURILLAC

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

Rapport de M. LANDRY à la Chambre des Députés, sur le renouvellement du privilège.

Rapport de M. MILLIÈS-LACROIX au Sénat, sur le renouvellement du privilège.

Rapport de M. LANDRY à la Chambre des Députés, sur les Sociétés de Crédit.

Contre-Projet et Exposé des motifs de M. BARTHE, à la Chambre des Députés, sur le renouvellement du privilège.

Articles de journaux sur le renouvellement du privilège parus en 1917 et en 1918 dans :

Le Temps

La Vérité

Les Débats

L'Écho de Paris

L'Humanité

L'Information

The Statist

The Times

Comptes-rendus à l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Banque de France :

Janvier 1915

Janvier 1918

Janvier 1916

Janvier 1919

Janvier 1917

Bilans hebdomadaires de la Banque de France en 1918 et 1919.

Le rôle de la Banque de France pendant la guerre, par S. GIROD. — Ecole de Typographie de Montpellier.

L'Or et les Règlements Internationaux pendant la guerre 1914-18, par J. DÉCAMP. — Imprimerie Paul Dupont.

Lois et Statuts régissant la Banque de France. — Imprimerie Paul Dupont.

Étude sur les conditions du Renouvellement du Privilège de la Banque de France

INTRODUCTION

ET TEXTE DE LA LOI DU 20 DÉCEMBRE 1918

Cadre de l'étude. — Cette étude n'a pas pour but de refaire toute l'histoire de la Banque de France ; sa lecture suppose au moins la connaissance de son historique et de ses fonctions, qui sont d'ailleurs rappelés d'une manière très sommaire, au sujet de chaque opération à laquelle elle se livre.

Ces opérations sont étudiées surtout pendant la période de la guerre et pendant celle qui l'a immédiatement précédée, de façon à donner une idée des conditions et des circonstances dans lesquelles le privilège a été renouvelé. On pourra ensuite mieux comprendre, également d'après chaque opération, les conditions auxquelles il a été renouvelé, les débats importants auxquels il a donné lieu et les garanties qu'il apporte pour l'avenir. Le mot « conditions » est ainsi successivement envisagé dans ses deux sens.

Dans tous les domaines où s'étend son activité la Banque de France a rendu service à l'État ; il n'est donc pas logiquement possible de séparer les rapports qu'elle a entretenus avec lui des services qu'elle a rendu au public. Ses deux principales opérations, solidaires l'une de l'autre, consistent toujours du reste, comme au temps où ses statuts ont pris naissance, à émettre des billets et à consentir des escomptes au public aux conditions les plus avantageuses possible.

On sait que les billets de banque sont depuis longtemps répandus dans le monde entier et que chaque État procède à leur émission par des voies différentes. Les trois principaux systèmes adoptés sont celui de la Banque d'État, du Monopole confié à une banque privée, et de la liberté d'émission, sous la condition bien entendu que les billets sont garantis par certaines valeurs. Nous ne pouvons pas ici envisager leurs mérites et leurs

inconvenients respectifs. Toutefois on peut indiquer que le premier système, en n'apportant aucune limite aux droits de l'État, le pousse à avoir recours à la Banque Nationale pour couvrir de mauvaises situations financières ou même des buts politiques déguisés. Quant à la liberté d'émission, les États qui l'avaient adoptée tendent de plus en plus à la restreindre au profit d'un certain nombre de banques. Aux États-Unis particulièrement, la réforme de 1913 a substitué à 7.600 banques d'émission, ce qui était fort exagéré, douze banques fédérales de réserve qui en pratique n'en constituent qu'une seule.

Il semble donc bien que le monopole de l'émission, confié à une banque privée, soit préférable à toute autre combinaison ; au cours de la discussion de la loi du 20 décembre 1918, tout le monde a été d'accord pour le continuer en France à la Banque de France et ne pas bouleverser dans les circonstances actuelles notre système bancaire ; on a simplement différé d'avis sur la durée et sur les modalités de ce privilège.

Aperçu des débats et texte de la loi du 20 décembre 1918. — La loi du 17 novembre 1897 accordait à la Banque un privilège d'une durée s'étendant jusqu'au 31 décembre 1920. Mais, pour plusieurs raisons, il parut utile au Gouvernement de porter la question devant les Chambres, plusieurs années avant cette époque ; il fallait permettre des débats étendus et régler certaines questions brûlantes comme celle des bénéfices de guerre de la Banque ; il fallait surtout maintenir et affirmer, dans des circonstances particulièrement importantes et délicates, le crédit de notre institut d'émission.

Dès le mois de mai 1916, M. Ribot, Sénateur du Pas-de-Calais, alors Ministre des Finances, institua auprès des Chambres de Commerce une enquête sur l'opportunité du renouvellement du privilège de la Banque de France. Elles donnèrent toutes un avis favorable ; celle de Limoges fut particulièrement pressante et fit remarquer avec raison que les œuvres de paix auront besoin du concours de la Banque autant que les œuvres de guerre. D'autres groupements professionnels, dont la liste a été fournie à la Chambre, furent également consultés et réclamèrent avec insistance le renouvellement du privilège.

Le 16 décembre 1916, M. Klotz, député de la Somme, revient au Ministère des Finances et le 26 octobre 1917 il signe avec le Gouverneur de la Banque, habilité par une délibération du Conseil Général, une convention qui jette les bases essentielles du renouvellement du privilège. Les Commissions du Commerce et

des Finances réunies délèguèrent une sous-commission pour examiner de très près ce texte et demandèrent au Gouvernement d'obtenir de la Banque des concessions supplémentaires, l'une relative à la création d'un compte annexe où seraient portés les intérêts du compte d'amortissement prévu par l'art. 2 de la Convention du 26 octobre 1917, l'autre visant de nouveaux acomptes à verser sur le montant des billets en circulation. Satisfaction leur fut donnée par un Avenant et une Convention Additionnelle du 11 mars 1918. En outre la Banque s'engagea plus tard à admettre à l'escompte le papier déplacé et à se faire ouvrir des comptes courants de chèques postaux.

Pendant ce temps des discussions qui, malgré la censure politique, furent souvent approfondies, s'engageaient dans la presse à la face de tout le pays. Elles furent particulièrement intéressantes dans l'*Humanité* et dans le *Temps*.

Le 12 mars, au nom des deux commissions réunies, M. Landry présenta un rapport favorable au renouvellement du Privilège et à l'adoption de la Convention du 26 octobre 1917. Les débats s'ouvrirent devant la Chambre le 16 mai et ne se terminèrent que le 30 juillet. Ils ne prirent pas moins de 20 séances. Nous ne pouvons pas les suivre dans cette étude, mais nous indiquons à propos de chacune des opérations de la Banque les amendements et controverses intéressantes auxquels ils ont donné lieu.

Le Gouvernement eut comme adversaires acharnés le parti socialiste unifié et quelques radicaux parmi lesquels M. Magniaudé fut le plus marquant. Il fut déposé de nombreux amendements dont beaucoup ne vinrent pas, il est vrai, en discussion. Certains membres de l'opposition, comme M. Bon, firent parfois de la pure obstruction ; d'autres au contraire, parmi lesquels M. Barthe, Bedouce et A. Thomas, présentèrent des observations intéressantes et se livrèrent à des attaques parfois justes sur notre politique bancaire et financière. Mais il eurent le tort d'imputer à la Banque des fautes dont le Gouvernement seul était responsable et d'adopter par principe vis-à-vis d'elle une attitude hostile ; ils auraient également désiré une extension et une transformation de ses opérations incompatibles avec le rôle qu'elle a à tenir.

Au cours de ces débats il fut obtenu du Ministre des Finances la conclusion d'un nouvel accord avec la Banque, celui du 26 juillet 1916 ; d'après cette convention la Banque s'engage à verser à l'Etat une somme égale à celle qui serait éventuelle-

ment attribuée aux actionnaires en sus d'un dividende donné. Il fut aussi ajouté à la loi elle-même un article 4 aux termes duquel aucun régent de la Banque ne peut faire partie d'une société financière de pays en guerre avec la France. Quelques modifications au texte primitif de l'art. 3 furent également consenties par la Chambre en faveur du Crédit Agricole.

Le texte du projet de loi, ainsi allongé, fut voté par la Chambre le 30 juillet ; une demande de scrutin publiée à la Tribune réduisit le nombre des votants, mais la majorité acquise fut considérable ; elle s'éleva à 231 voix contre une minorité de 72 voix seulement.

Le Sénat fut saisi du projet de loi le 21 août ; après un rapport de M. Milliès-Lacroix, présenté le 28 novembre, il l'adopta sans changements le 19 décembre ; deux séances seulement furent consacrées aux débats et particulièrement à deux discours remarquables de MM. Ribot et Klotz. En conséquence la loi dont la teneur suit, fut promulguée le 20 décembre 1918.

LOI portant renouvellement du privilège de la Banque de France.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le privilège concédé à la Banque de France par les lois des 24 germinal an XI, 22 avril 1806, 30 juin 1849, 9 juin 1857 et 17 novembre 1897 est prorogé de vingt-cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1921, et prendra fin le 31 décembre 1945.

Art. 2. — Sont approuvés : la convention passée le 26 octobre 1917 et l'avenant à la dite convention en date du 11 mars 1918, ainsi que les conventions additionnelles passées les 11 mars et 26 juillet 1918 entre le ministre des finances et le gouverneur de la Banque de France.

Ces conventions sont dispensées des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 3. — Le produit de la redevance supplémentaire instituée par l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, ainsi que la part de bénéfices revenant éventuellement à l'État, en vertu de la convention additionnelle du 26 juillet 1918, seront affectés, chaque année, au crédit agricole, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour parfaire la dotation résultant de l'application des lois des 17 novembre 1897 et 29 décembre 1911. Le surplus sera réservé et versé à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce que des dispositions législatives aient déterminé les conditions dans lesquelles ce produit sera affecté à des œuvres de crédit.

Art. 4. — Aucun régent de la Banque de France ne pourra être administrateur de sociétés financières de pays en guerre avec la France.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 20 décembre 1918.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

L.-L. KLOTZ.

ANNEXES

CONVENTION DU 26 OCTOBRE 1917

Entre les soussignés :

M. L.-L. Klotz, député, ministre des finances, agissant au nom de l'État,

D'une part ;

Et M. Georges Pallain, gouverneur de la Banque de France, autorisé par une délibération du conseil général de la Banque en date du 25 octobre 1917,

D'autre part,

Ont été arrêtées les dispositions suivantes, qui entreront en vigueur après ratification par une loi prorogeant le privilège de la Banque de France pour une durée de vingt-cinq années à partir du 1^{er} janvier 1921.

Art. 1^{er}. — Le bénéfice des opérations d'escompte prévues par les statuts fondamentaux de la Banque (art. 9 du décret du 16 janvier 1808) est étendu aux sociétés de caution mutuelle du petit et moyen commerce, de la petite et moyenne industrie.

Art. 2. — A dater du début de l'exercice 1918, les produits exceptionnels résultant de l'escompte des bons du Trésor français à des gouvernements étrangers et de l'intérêt sur les avances temporaires consenties à l'État donneront lieu, au profit de l'État, aux prélèvements ci-après :

85 p. 100 du produit de l'escompte des bons du Trésor français à des gouvernements étrangers ;

50 p. 100 des intérêts perçus sur les avances à l'État, déduction faite de l'intérêt supplémentaire de 2 p. 100 visé aux articles 4 et 5 de la convention du 21 septembre 1914, sanctionnée par la loi du 26 décembre 1914, intérêt qui sera versé intégralement au compte de réserve et d'amortissement institué par l'article 5 de ladite convention.

Cette contribution comprendra la redevance sur les éléments susvisés, lesquels ne seront pas repris dans la circulation productive.

Le montant de la contribution ainsi déterminé sera versé, au fur et à mesure de l'encaissement par la Banque des produits correspondants, au compte spécial de réserve et d'amortissement susvisé.

Pour la période écoulée entre le 1^{er} août 1914 et la clôture de l'exer-

cice 1917, la Banque versera au dit compte spécial, dès la promulgation de la loi approuvant la présente convention, une somme de 200 millions, qui comprendra le solde de la redevance pour l'exercice 1917 sur les produits visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Pour le passé, ce versement de 200 millions et, pour l'avenir, les prélèvements prévus au premier alinéa du présent article tiendront lieu, pour la Banque, d'impôt sur les bénéfices de guerre.

Art. 3. — L'article 5 de la convention du 21 septembre 1914 est ainsi complété :

« Le compte spécial sera débité du montant en principal des effets impayés provenant du portefeuille immobilisé par la prorogation des échéances, au fur et à mesure que la Banque, après la cessation de cette prorogation, entrera ces effets impayés en souffrance.

« Le compte sera débité de même, au fur et à mesure de leur entrée en souffrance, du montant en principal des créances résultant des versements effectués chez des correspondants alliés ou neutres en contre-partie du règlement en France, par l'intermédiaire de la Banque, d'effets ou d'opérations antérieurs au 4 août 1914.

« La Banque continuera à gérer le portefeuille des effets et créances en souffrance ; elle portera au crédit du compte susvisé les rentrées successives qu'elle obtiendra sur le montant en principal de ces effets et créances.

« A aucun moment le solde créateur du compte ne pourra être supérieur au montant des effets prorogés et des créances susvisées ; l'excédent, de même que toutes sommes devant être ultérieurement versées au compte spécial, sera porté en amortissement de la dette de l'État, ou directement au compte du Trésor lorsque cette dette sera remboursée. »

Art. 4. — Pour le calcul de la redevance instituée par l'article 5 de la loi du 17 novembre 1897, on ajoutera au produit obtenu en multipliant le solde moyen de la circulation productive par le taux de l'escompte, déduction faite, s'il y a lieu, des sommes partagées entre la Banque et l'État conformément à l'article 12 de la même loi, le montant des intérêts perçus par la Banque sur les effets prorogés, et on appliquera à la somme ainsi déterminée une proportion de 5 p. 100. Si, pendant une période quelconque, le taux de l'escompte dépasse 3,50, 4 ou 4,50 p. 100 cette proportion sera, pour la période correspondante, respectivement portée à 7,50, 10 ou 12,50 p. 100.

En outre, il sera perçu, sur le produit déterminé comme ci-dessus des opérations productives de la Banque, pour chaque exercice annuel, après déduction de la redevance visée à l'alinéa précédent, une redevance supplémentaire de 20 pour 100, la tranche comprise entre 0 et 50 millions n'étant comptée que pour un quart de son montant, entre 50 et 75 millions pour trois huitièmes, entre 75 et 100 millions pour quatre huitièmes, entre 100 et 125 millions pour cinq huitièmes, entre 125 et 150 millions pour six huitièmes, entre 150 et 175 millions pour sept huitièmes.

La redevance et la redevance supplémentaire seront perçues sans préjudice des impôts dus par la Banque tels qu'ils sont déterminés par les lois existantes. Toute majoration de ces impôts et toute création d'impôts qui atteindraient les opérations déjà frappées par les redevances seraient compensées avec le montant de ces dernières, l'excédent étant perçu en sus, le cas échéant.

Ces dispositions entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1918.

Art. 5. — Les avances permanentes de la Banque de France à l'Etat, résultant des traités des 10 juin 1857, 29 mars 1878, 31 octobre 1890, 11 novembre 1911 et s'élevant ensemble à 200 millions de francs, sont prorogées jusqu'à l'expiration du privilège. Ces avances ne porteront pas intérêt. En garantie de leur remboursement, il sera remis à la Banque de France un bon du Trésor à l'échéance des avances.

Art. 6. — La Banque maintiendra les créations de succursales, bureaux auxiliaires, villes rattachées, réalisées par elles en dehors des obligations prévues par la loi du 17 novembre 1897 et par la convention du 11 novembre 1911.

Dans le délai de dix ans à partir de la promulgation de la loi approuvant la présente convention, il sera créé douze succursales et vingt-cinq bureaux auxiliaires.

La Banque s'engage, en outre, à organiser le service d'encaissement dans cinquante villes rattachées, parmi lesquelles seront compris les chefs-lieux d'arrondissement et de canton de 6.000 habitants et au-dessus qui ne sont pas bancables.

Art. 7. — La Banque de France continuera d'effectuer gratuitement le paiement des chèques et virements tirés par les comptables du Trésor sur le compte du Trésor et de prêter à l'Etat son concours gratuit, dans les conditions fixées par les décrets en vigueur, pour faciliter le règlement par virements des mandats ordonnancés et visés bon à payer, établis au profit de ceux des créanciers de l'Etat et des départements qui ont des comptes ouverts, soit à la Banque de France, soit dans une maison de banque titulaire d'un compte à la Banque de France.

Elle prêtera son concours au Trésor gratuitement, dans les mêmes conditions, pour faciliter le règlement par virements au débit du compte courant du Trésor, des mandats qui lui seront transmis par les comptables du Trésor, après avoir été établis par les communes et les établissements publics au profit de leurs créanciers ayant des comptes ouverts soit à la Banque de France, soit dans une autre maison de banque titulaire d'un compte à la Banque de France.

Elle procédera sans frais à l'encaissement des chèques tirés ou passés à l'ordre des comptables du Trésor et des régies financières.

Art. 8. — La Banque de France s'engage à exonérer de toute commission, pour tous ses comptes, l'encaissement des chèques barrés tirés sur les places bancables et des chèques tirés sur les banques adhérentes à une chambre de compensation ou sur leurs correspondants.

Elle s'engage à maintenir pour tous ses comptes, la faculté de domicilier sans frais à ses guichets le paiement de leurs effets et d'échanger également sans frais des virements entre comptes résidant sur des places différentes.

Art. 9. — La présente convention est dispensée des droits de timbre et d'enregistrement.

Fait double, à Paris, le vingt-six octobre mil neuf cent dix-sept.

Lu et approuvé :

Signé : GEORGES PALLAIN.

Lu et approuvé :

Signé : L.-L. KLOTZ.

AVENANT

A. LA CONVENTION PASSÉE LE 26 OCTOBRE 1918 ENTRE LE MINISTRE DES FINANCES ET LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE

Entre les soussignés :

M. L.-L. Klotz, député, ministre des finances, agissant au nom de l'État.

D'une part ;

Et M. Georges Pallain, gouverneur de la Banque de France, autorisé par une délibération du conseil général de la Banque en date du 28 février 1918,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. — L'article 3 de la convention du 26 octobre 1917 est complété par les dispositions suivantes :

« La Banque bonifiera le solde du compte d'amortissement d'un intérêt calculé au taux net des avances à l'État, déduction faite de l'impôt du timbre et du prélèvement prévu à l'article 3 de ladite convention.

« Cet intérêt sera porté à un compte annexe le dernier jour de chaque semestre.

« Au moment de la liquidation finale du compte d'amortissement, il sera fait un décompte récapitulatif des sommes successivement absorbées par l'amortissement ou attribuées à l'État sur le montant dudit compte.

« La Banque versera au Trésor une part du compte annexe, proportionnelle au total des sommes attribuées à l'État d'après le décompte récapitulatif susvisé ».

Art. 2. — Le présent acte est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement.

Fait double à Paris, le 11 mars 1918.

Lu et approuvé :
Signé : L.-L. KLOTZ.

Lu et approuvé :
Signé : GEORGES PALLAIN.

CONVENTION ADDITIONNELLE

DU 11 MARS 1918

Entre les soussignés :

M. L.-L. Klotz, député, ministre des finances, au nom de l'État,

D'une part ;

Et M. Georges Pallain, gouverneur de la Banque de France, autorisé par une délibération du conseil général de la Banque en date du 28 février 1918,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Par application du principe général selon lequel l'État a seul droit au bénéfice résultant de ce qu'une partie des billets n'est pas présentée au remboursement, la Banque de France versera au Trésor, aux dates ci-après fixées, une somme représentant le solde des billets de tous les anciens types à impression bleue sans fond rose et des petites coupures de 20 et 25 fr. émises antérieurement à 1888, restant en circulation.

Un acompte de 5 millions de francs ayant été versé à titre définitif en exécution de la convention du 28 novembre 1911, un nouvel acompte d'un montant égal sera versé au Trésor dans le mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention.

Le surplus sera versé le 2 janvier 1923.

Art. 2. — A partir du moment où le solde en circulation sera devenu inférieur aux sommes versées au Trésor, l'État prendra à sa charge l'échange des billets, qui seraient ultérieurement présentés au remboursement, sans que toutefois son bénéfice final puisse être inférieur à la somme de 5 millions de francs versée en exécution de la convention du 21 novembre 1911.

Art. 3. — La présente convention est dispensée des droits de timbre et d'enregistrement.

Fait double à Paris, le 11 mars 1918.

Lu et approuvé :

Signé : L.-L. KLOTZ.

Lu et approuvé :

Signé : Georges PALLAIN.

CONVENTION ADDITIONNELLE

A LA CONVENTION DU 26 OCTOBRE 1917.

Entre les soussignés :

M. L.-L. Klotz, ministre des finances, agissant en cette qualité,

D'une part ;

M. Georges Pallain, gouverneur de la Banque de France, autorisé par une délibération du conseil général de la Banque en date du 36 juillet 1918,

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Art. 1^{er}. — A compter de l'exercice 1918, toute répartition d'un dividende annuel supérieur à 200 fr. nets d'impôts par action, obligera la

Banque à verser à l'État une somme égale à l'excédent net réparti.

Art. 2. — La présente convention est dispensée des droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Paris, le 26 juillet 1918, en double exemplaire.

Lu et approuvé :

Signé : L.-L. KLOTZ.

Lu et approuvé :

Signé : G. PALLAIN.

Vu pour être annexé à la loi du 20 décembre 1918, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés.

Fait à Paris le 20 décembre 1918.

Le Président de la République Française,

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République,

Le ministre des Finances,

L. KLOTZ.

CHAPITRE PREMIER

L'Administration de la Banque et ses Succursales

Les Actionnaires et l'Assemblée Générale

Actionnaires. — Le capital primitif de la Banque d'après la loi du 24 Germinal an XI était de 45.000 actions de 1000 fr. chacune. Il fut porté par les statuts fondamentaux à 90.000 actions de la même valeur dont seulement 67.900 furent mises en circulation. La répartition des bénéfices ne devait pas excéder à l'origine 6 o/o du capital. Tout le reste devait aller à la réserve. Un grand nombre de membres de la famille impériale étant ensuite devenu possesseur de ces actions, les statuts autorisèrent la répartition des 2/3 des bénéfices excédant l'intérêt de 6 o/o, un tiers seulement devant aller à une deuxième réserve.

Le réserve constituée par ce dernier tiers, déduction faite des sommes affectées aux achats d'immeubles, fut répartie entre les actionnaires à deux reprises différentes, en 1820 et en 1831. Au contraire, celle constituée primitivement par la loi de Germinal an XI ne fut jamais touchée et en mai 1834, le montant total des réserves s'élevait à 10 millions de francs placés en rentes sur l'Etat. Ce fonds fut alors consolidé par la loi du 17 mai 1834 et à l'avenir, les bénéfices nets de la Banque ne devaient plus être sujets à d'autres retenues que celles qui deviendraient nécessaires pour maintenir la réserve à la somme fixée, toute

liberté d'administration des profits devant être laissée au Conseil Général.

En 1848, la réunion à la Banque de France des banques provinciales, dont les actionnaires échangèrent leurs titres contre de nouveaux titres de la Banque, porta le nombre des actions de celle-ci de 67.900 à 91.250. Enfin l'art. 3 de la loi du 9 juin 1857 doubla ce nombre lui-même ; les nouvelles actions furent réparties entre les propriétaires des titres existants mais au taux de 1100 francs par action, 91 millions 250.000 fr. du produit ainsi obtenu devant constituer une augmentation de capital et le surplus devant venir en augmentation du fonds de réserve. Sur son capital, la Banque versait au Trésor 100 millions et recevait en échange des rentes sur l'Etat. Il est à remarquer qu'elle n'emploie pas non plus le reste de son capital à ses opérations et qu'elle le place également en rentes.

Jusqu'en 1917 les conventions limitaient comme il est vu par ailleurs, les profits que la Banque pouvait tirer de l'Escompte ; au-dessus de 5 o/o les produits supplémentaires de cette opération ne pouvaient pas depuis 1897 aller aux actionnaires, un quart devant revenir au fonds social et le surplus à l'Etat. Mais aucun texte n'avait modifié la loi du 17 mai 1834 et la généralité des bénéfices étaient ou répartis entre les actionnaires ou affectés aux réserves, selon les décisions du Conseil Général. En 1834, les actions étaient déjà montées bien au-dessus du pair ; depuis lors les produits croissants de notre institut d'émission n'ont cessé de les pousser dans cette voie ascendante. En 1897 leur cours moyen était de 3700 fr. et en 1906 de 3900. En 1912 elles dépassaient 4300 fr. et en 1916 4800 fr. A l'heure actuelle elles sont à 5500 fr. Mais cette augmentation de valeur se répartit sur 118 années pendant lesquelles toutes les fortunes ont été remaniées ; elle profite bien rarement aux descendants en ligne directe des premiers actionnaires.

Après la guerre de 1870, les dividendes ont été particulièrement élevés comme le montre le tableau suivant :

Années	Bénéfices	Dividende annuel	Années	Bénéfices	Dividende annuel
1870	91 millions	114 fr.	1872	71 millions	300 fr.
1871	134 »	290 fr.	1873	77 »	350 fr.

Lorsque les bénéfices diminuèrent après la conclusion de la paix, les dividendes augmentèrent, puis se maintinrent pendant plusieurs années à un chiffre élevé par suite des réserves qui avaient été faites pendant la crise. Il faut avouer qu'alors une

partie de ces profits, résultant des souffrances publiques et des avances consenties à l'Etat, n'auraient pas du revenir aux actionnaires. Mais rien ne permettait de les récupérer au profit de l'Etat et il faut bien dire que le Conseil Général, en se comportant un peu comme l'aurait fait un simple conseil d'administration d'une société privée, devait créer pour plus tard des ennemis à la Banque de France. En 1897 M. Viviani, rappelant les dividendes des actionnaires au cours de la guerre, les leur reprocha amèrement.

D'ailleurs les dividendes de la Banque sont revenus, depuis de nombreuses années, à des chiffres plus raisonnables.

Années	Dividende	Années	Dividende
1897	109 fr.	1913	200 fr.
1902	120 fr.	1914	190 fr.
1908	160 fr.	1916	240 fr.
1910	140 fr.	1917	240 fr.
1912	160 fr.	1918	240 fr.

Ils n'ont pas cessé de s'augmenter il est vrai en raison même de l'accroissement des bénéfices. Mais, au cours de cette guerre particulièrement, le Conseil général sut affecter de nombreuses sommes à des réserves diverses qui ensuite demeurèrent intactes et, même lorsque les bénéfices de la Banque dépassèrent ceux réalisés en 1871, le dividende resta au-dessous de ce qu'il fut alors.

Cependant le législateur de 1918 n'a pas voulu se fier en cette matière à la seule sagesse du Conseil Général. Il s'est plaint que la Convention du 26 octobre 1917 n'apporta rien limitant la répartition des bénéfices qui, comme il est vu par ailleurs, peuvent être encore assez considérables pendant les années qui vont suivre la guerre ; son intervention a amené des mesures assurant à l'Etat lui-même un profit supplémentaire lorsque le dividende dépassera 240 francs.

Le 5 juillet, les deux commissions du Commerce et du Budget réunies prirent en considération deux amendements, l'un de M. Bokanowski et l'autre de M. Barthe, qui furent du reste, retirés par leurs auteurs lors de la discussion, puisqu'ils devaient obtenir par ailleurs satisfaction. Le premier de ces textes demandait le partage du dividende au-delà de 250 francs ; le second prévoyait jusqu'à 150 francs la constitution pour 20 o/o d'une réserve, de 150 à 200 francs un partage de moitié, enfin au-delà de 200 francs 5/6 seraient revenus à l'Etat et 1/6 seulement à la Banque.

Dès le 9 juillet, M. Klotz, en séance publique, fait la quasi-promesse à M. Bokanowski d'envisager favorablement la question et le 12 juillet il annonce que des négociations sont en cours à ce sujet avec la Banque. Le 16 il apporte la nouvelle qu'il a signé avec M. Pallain, le matin même, la convention suivante : « A compter de l'exercice 1918 et tant que le remboursement des billets en espèces à présentation n'aura pas été repris « toute répartition d'un dividende *annuel net* supérieur à 240 fr. « obligera la Banque de France à verser à l'État une somme « égale à l'excédent net réparti » (1).

Mais M. Barthe fit remarquer que cette concession était bien inférieure aux charges que son amendement aurait imposé à la Banque. Les commissions, sans se ranger entièrement à son avis, estimaient qu'il n'y avait pas lieu de limiter ce partage du superdividende à la période pendant laquelle le cours forcé serait maintenu. En effet les bénéfices de la Banque de France ne viennent pas que des avances consenties à l'État et de l'inflation monétaire consécutive, mais aussi des opérations d'es-compte et d'avances ; si à elles seules ces opérations doivent amener un jour de très grosses répartitions de dividendes il est juste que l'État, qui a baillé le privilège, en retire lui aussi un certain profit. M. Klotz dut adopter finalement cette thèse et arriva à l'imposer au Conseil général par la Convention additionnelle du 26 juillet 1918 qui a été sanctionnée par la loi et qui ne diffère d'ailleurs de celle du 16 juillet, déjà énoncée, que par le fait qu'elle étend le partage du superdividende à toute la durée du privilège, sans tenir compte du cours forcé. Cette satisfaction, dont la Chambre eut connaissance le 30 juillet, dans la dernière séance qu'elle consacra au renouvellement du privilège de la Banque de France, contribua à enlever le vote final de la loi, malgré l'obstruction que firent ce jour-là encore certains députés, malgré la demande de scrutin public qu'ils déposèrent à la tribune.

Cette limite de partage de 240 fr., qui correspond au dividende alloué en 1917, est d'ailleurs assez arbitraire. Il eût été plus profitable à l'État, comme l'a fait remarquer M. Milliès-Lacroix dans son rapport, de prendre pour fixer ce point de par-

(1) Il s'agit du dividende net, défalcation faite de l'impôt du timbre et de l'impôt sur les valeurs mobilières. Le dividende brut était de 250 fr. Tous les chiffres donnés au sujet des actions sont relatifs au dividende net.

tage la moyenne des dividendes au cours des cinq ou même des dix dernières années. Mais d'autre part on ne pouvait pas ne pas tenir compte d'une situation de fait, d'un revenu maximum déjà fourni aux actions ; la Banque devait avoir le souci de maintenir à ses titres une cote en Bourse au moins égale à celle qu'ils avaient déjà atteinte.

Le système adopté n'empêche d'ailleurs pas le jeu des réserves auxquelles le Conseil Général peut très bien affecter les excédents de bénéfices. On peut donc se poser la question de savoir si l'intérêt des actionnaires est de voir l'excédent des bénéfices versé aux réserves ou au contraire partagé entre eux et l'État. La première solution leur procure des revenus supplémentaires immédiats, mais la deuxième les dispense à premier abord de tout partage avec l'État, tout en leur assurant pour l'avenir des droits de propriété considérables. Comme on l'a fait observer le jour où les réserves de la Banque dépasseraient 1 milliard chaque actionnaire aurait du fait de leur répartition une somme égale au montant de son titre, même évalué au cours actuel.

Mais si une telle répartition se produisait au cours du privilège elle donnerait lieu en bloc et au profit de l'État à un partage aussi considérable que celui d'une série de superdividendes. Si au contraire elle ne se produisait qu'en fin de privilège une loi réglerait de nouveau l'emploi des réserves et il est vraisemblable qu'une très petite partie seulement en irait aux actionnaires. Pris entre ces deux alternatives, il est donc vraisemblable qu'ils préféreront celle du partage du superdividende.

Cependant *le droit de l'État sur les réserves* a été mis en doute. MM. Bedouce et Puech ont manifesté à ce sujet des craintes qui leur ont amené une réponse catégorique du Ministre des Finances. Comme celui-ci l'a fait remarquer, c'est une loi qui donne naissance à la Banque de France, c'est une série de lois qui ont renouvelé son privilège ; par conséquent au cas où il viendrait non plus à être renouvelé, mais à expirer, soit par défaut d'entente entre le Conseil Général et le Gouvernement, soit par la simple volonté de celui-ci, c'est encore une loi qui devrait liquider la situation et dans ce texte souverain le législateur pourrait sauvegarder les intérêts de l'État.

Par conséquent l'article 21 de la loi du 22 avril 1806 qui donne compétence au Conseil d'Etat pour connaître, sur rapport du Ministre des Finances, des contestations relatives à la police et à l'administration de la Banque ne peut pas s'appliquer devant un texte législatif précis. Au reste une loi nouvelle réglementant

l'emploi des réserves ne serait pas à proprement parler en contradiction avec celle du 17 mai 1834 qui laisse à la Banque le droit de répartir ses bénéfices. Il y a eu depuis lors situation nouvelle, augmentation de l'activité de cet établissement et extension, grâce à l'Etat, de ses opérations ; le législateur a pu avoir le juste souci, non pas de revenir à proprement parler sur des dispositions antérieures, mais d'en limiter l'effet à de justes bénéfices pour les actionnaires, bénéfices qui, malgré les restrictions admises, dépassent toutes les prévisions qu'on aurait pu faire il y a un siècle.

Autant il serait regrettable de frapper par avance de très lourds impôts toutes les opérations de la Banque, sans savoir quelle pourra être leur productivité et la marge de profits à laisser aux actionnaires, autant il est juste de prévoir un partage des gros bénéfices au cas où vraiment ils se produiraient. Aussi la Convention additionnelle du 26 juillet a-t-elle rencontré l'approbation du Sénat, qui a même regretté, par l'organe de son rapporteur, M. Milliès-Lacroix, qu'elle n'ait pas prévu un partage de bénéfices plus avantageux pour l'Etat.

L'Assemblée Générale. — D'ailleurs, l'actionnaire n'est pas très puissant à la Banque. Son seul pouvoir, assez considérable il est vrai, consiste à élire les Régents et les Censeurs. L'Assemblée Générale, qui procède à ces élections, se réunit une fois l'an, dans le mois de Janvier, d'après l'article 24 des statuts. En outre elle pourrait être convoquée si le nombre des régents tombait à 12 ou celui des censeurs à un seul ou si le Conseil Général en décidait ainsi sur proposition de l'unanimité des censeurs. Il lui est rendu compte de toutes les opérations, mais elle ne peut ni en délibérer ni prendre une décision quelconque.

L'universalité des actionnaires n'est pas représentée à cette Assemblée. D'après l'art. 11 de la loi de Germinal an XI, toujours en vigueur, elle est constituée par les deux cents plus forts propriétaires d'actions. Or à l'heure actuelle il y a 33.564 actionnaires de la Banque dont 106 possèdent plus de 100 actions, 228 de 51 à 100, 695 de 21 à 30, 1.807 de 11 à 20, 3.642 de 6 à 10, 7.406 de 3 à 5 ; enfin 19.229 actionnaires n'ont qu'une ou deux actions. On voit par ces chiffres que tous les actionnaires de la Banque ne sont pas de gros capitalistes ; si ceux-ci ont seuls accès à l'Assemblée Générale ils n'y représentent qu'une très petite minorité d'actions.

Ce *mode de représentation* n'est évidemment ni très juste, ni très démocratique. Mais il assure le recrutement de régents et de censeurs qui offrent certaines garanties et ne recherchent pas uniquement de gros profits pour la Banque de France. Il ne faut pas se dissimuler en effet que c'est cette question qui primerait dans l'esprit de petits actionnaires ou de leurs représentants. Au contraire de gros capitalistes sont parfois en même temps de gros industriels ou commerçants qui soucieux, dans leur propre intérêt, de voir une sage politique bancaire régner dans le pays, ne pousseraient pas la Banque à un conflit avec le gouvernement. Parmi ces deux cents plus gros actionnaires on relève beaucoup de personnes morales dans l'esprit desquelles l'intérêt public prédomine évidemment ; on y voit l'Académie des Sciences, l'Assistance Publique, la Ville de Paris, la Société des Secours aux Marins Français. D'ailleurs quel que soit le nombre d'actions en ses mains chaque membre de l'Assemblée Générale n'a droit qu'à une voix. La famille Rotschild par exemple possède un nombre considérable d'actions ; mais elle n'a tout de même que quatre voix et on ne peut pas prétendre, comme l'a fait M. Bon, que cela soit suffisant pour faire la loi à la Banque de France.

Le 26 juillet la Chambre discuta un article additionnel de M. Bon d'après lequel il aurait été tenu chaque année une assemblée préparatoire où tous les actionnaires auraient été représentés à raison d'un mandat par 25 actions. D'autre part le vote par correspondance aurait été valable et aucun délégué n'aurait pu posséder plus de dix voix. Cette assemblée aurait été saisie également du compte-rendu du Conseil Général et aurait éli l'Assemblée Générale, chargée de nommer les Régents et Censeurs.

L'adoption d'une pareille mesure eut d'abord nécessité l'abrogation d'un certain nombre d'articles des lois des 14 avril 1803 et 22 avril 1806. Elle aurait dérogé à la sage disposition qui interdit de se faire présenter à l'Assemblée Générale et surtout elle aurait permis aux grandes sociétés de crédit de s'infiltrer dans l'administration de la Banque ; elles auraient été le lien naturel entre leurs nombreux clients possesseurs d'actions. En outre cette Assemblée préparatoire aurait été très nombreuse ; elle aurait compris 7.300 membres et n'aurait pas manqué de réclamer des pouvoirs étendus. Le fait de permettre, par ce système, une représentation un peu plus étendue du personnel, dont la caisse des retraites, qui possède 225 actions, n'envoie à l'Assemblée que le Secrétaire général, eût été certes un avantage très juste

accordé aux agents de la Banque ; mais il ne pouvait pas tenir à lui seul en face des gros inconvénients déjà signalés. L'amendement de M. Bon fut repoussé par 362 voix contre 123, comme avait été repoussé en 1911 un amendement analogue de M. de Monzie.

Une autre condition nécessaire pour faire partie de l'Assemblée est d'après l'article 15 de la loi de Germinal an XI qui reste toujours en vigueur, de « jouir des droits de citoyens français ». Aussi un amendement de M. Bon, tendant à insérer une disposition analogue dans le nouveau privilège, était parfaitement inutile, l'article en question ayant toujours été appliqué. M. Bon mit au reste en doute la qualité de français d'un seul membre de l'Assemblée Générale, M. Zaharoff, sous prétexte qu'il avait été décoré au titre du Ministère des Affaires Étrangères. Il s'attira sur ce point particulier un démenti formel du Ministre ; son texte fut repoussé par 343 voix contre 24 ; ses amis eux-mêmes s'abstinrent alors de le soutenir dans une obstruction par trop criante.

La manière dont demeure constituée l'Assemblée Générale paraît bien être la meilleure à l'époque actuelle et assurer un recrutement convenable des régents et des censeurs. La Banque demeure une entreprise privée ayant son crédit propre, tout en se pliant aux nécessités patriotiques et nationales et au désintéressement qu'elles réclament parfois.

Le Conseil Général

Il est composé, en outre du Gouverneur et du Sous-Gouverneur, de 15 régents et de trois Censeurs. Ses fonctions et le recrutement de ses membres n'ont pas sensiblement varié depuis qu'ils ont été déterminés par les statuts de la Banque. Il fixe le taux de l'escompte et le montant des sommes à y employer, délibère sur toutes les opérations de la Banque et sur toutes les extensions qu'elles sont susceptibles de prendre. D'accord avec le Gouverneur et le Conseil d'Escompte il procède à une classification des crédits qui est révisée tous les ans. Il fixe les règlements intérieurs, les appointements des agents, les dépenses d'administration ; il présente le compte annuel à l'Assemblée Générale. Toute résolution exige le concours de 10 votants et la présence d'un censeur.

Les régents et les Censeurs sont nommés par l'Assemblée

Générale parmi les actionnaires possesseurs de 30 actions au moins. Les Régents sont renouvelés chaque année par cinquième et les Censeurs par tiers. En cas de retraite ou de mort, leurs remplaçants ne sont élus que pour le temps restant à courir à leur prédécesseur. Trois des régents doivent être pris parmi les Trésoriers-Payeurs Généraux et cinq parmi les manufacturiers fabricants ou commerçants actionnaires de la Banque de France. Il est à remarquer d'ailleurs que si les banquiers sont aussi des commerçants aux termes du Code de Commerce l'Assemblée des actionnaires a tenu cependant à rester toujours à peu près dans l'esprit de la loi, en ne leur donnant pas une influence prépondérante au Conseil Général.

La majorité des régents n'est pas en effet constituée par des banquiers. A l'heure actuelle ils comprennent, outre les trois fonctionnaires de l'Etat, d'anciens présidents du tribunal de commerce de Paris, un filateur, un gros agriculteur, un maître de forges et six banquiers seulement. De gros industriels ou commerçants entretiennent forcément des relations avec la haute Banque, mais ils doivent aussi, et dans leur propre intérêt tenter de la diriger vers des entreprises nationales susceptibles de développer l'activité propre du pays ; ils ne peuvent pas conseiller comme certains banquiers des prêts à l'étranger et des exportations de capitaux. Au sein de la Banque de France elle-même ils sont les mieux qualifiés pour apprécier les besoins de nos affaires et déterminer les facilités à accorder aux particuliers. Leur action, en se combinant avec celle de l'Etat, ne peut que contribuer à assurer à notre institut d'émission un crédit qui parfois se superpose à celui de la nation elle-même.

Les six régents de la Banque de France exerçant la profession de banquier ne comprennent aucun représentant des grandes sociétés de crédit qui, comme on le constate ailleurs, n'ont pas toujours fait des opérations entièrement profitables au pays. Autrefois M. Germain, c'est-à-dire le Crédit Lyonnais, n'a jamais réussi à faire partie du Conseil Général malgré tous les efforts très soutenus qu'il a fait dans ce sens.

Cependant les régents-banquiers ont été assez violemment attaqués à la Chambre lors des récents débats sur le renouvellement du privilège. On a même reproché à certains d'entre eux la consonnance de leur nom et des parentés bien connues à l'étranger. Le fait d'examiner de pareilles origines sortirait entièrement du cadre de cette étude et d'ailleurs les familles dont il s'agit sont françaises depuis plusieurs générations.

Ce qu'il y a de plus délicat c'est la participation d'avant-guerre de certains régents-banquiers à des entreprises étrangères. Si cette participation est très compréhensible en ce qui concerne la Banque Ottomane qui a toujours soutenu en Turquie les intérêts français, elle l'est peut-être un peu moins en ce qui concerne les Tabacs Ottomans, le chemin de fer de Bagdad et une société allemande de charbonnages. On sait que la main de l'Allemagne dominait dans ces dernières sociétés. Certes on ne peut pas faire reproche à des français de représenter à l'étranger nos intérêts ; c'est même là une action nécessaire et favorable au pays et, comme l'a fait remarquer M. de Wendel « on « s'est plaint beaucoup que les Allemands aient envahi notre « pays en y venant faire des affaires. Des Français ont riposté... » Toutefois nos ennemis vendaient en France leurs produits et non leurs capitaux. Ils avaient à y surveiller des commis-voyageurs et non à y faire travailler de l'argent à notre profit. Si l'action du français qui travaille au dehors est louable, si aucune nation ne peut se cantonner dans un individualisme néfaste, on ne doit pas en revanche aliéner les instruments de production de la France. C'est servir le pays que d'aider des sociétés françaises à l'étranger, mais non des sociétés étrangères. Certes les régents de la Banque de France ont toujours représenté la France au mieux de ses intérêts dans quelques entreprises en majorité étrangères et il est même probable qu'il était nécessaire pour le pays que ce rôle fût dignement tenu. Mais il eut peut-être mieux valu que ces places fussent réservées à d'autres banquiers qu'à des régents, qu'on eût préféré voir uniquement à la tête d'établissements favorisant nos exportations ou notre industrie.

La Chambre tint à manifester son sentiment à ce sujet. Le 30 juillet elle repoussa d'abord, il est vrai, un amendement de MM. Labroue et Bon d'après lequel « aucun régent de la Banque « de France n'aurait pu être administrateur de sociétés financières étrangères ». C'était aller trop loin ; l'intérêt national peut au contraire exiger que la France soit très fortement représentée dans des sociétés de mines, de navigation ou de commerce qui sont surtout internationales et doivent prêter leur concours à des affaires françaises ; si elles cèdent à notre pays des matières premières ou du frêt il faut que ce soit dans des conditions les plus avantageuses possibles.

En revanche, la Chambre adopta un autre article additionnel de M. Labroue d'après lequel aucun régent de la Banque de France ne pourra « être administrateur de sociétés financières de

« pays en guerre avec la France », disposition qui est devenue l'art. 4 de la loi du 20 décembre 1918. M. Klotz fit remarquer que ce texte était inopérant parce que pendant la guerre il était interdit de faire du commerce avec l'ennemi et que par conséquent aucun français n'aurait pu être administrateur de pareilles sociétés, et qu'après la guerre... il n'y aurait plus d'ennemi. Mais il y avait dans le vote de cet article une valeur morale et il fut adopté par 433 voix contre 86. Les conditions dans lesquelles vit ce pays ont été profondément changées et il est vraisemblable qu'à l'avenir non seulement aucun régent de la Banque de France, mais même aucun gros banquier français, n'aura d'intérêts dans une entreprise d'une nation susceptible de se trouver un jour en conflit avec la France; on tiendra sans doute mieux compte de certaines prévisions et de certaines hypothèses très raisonnables. D'ailleurs il est à espérer qu'aucun conflit armé ne sera plus possible et que d'autre part notre politique financière, toute entière au service du relèvement économique du pays, ne donnera plus prise aux critiques.

Au reste il ne faut pas attacher au vote du texte de M. Labrousse une importance démesurée. Les six banquiers-régents de la Banque ont toujours été les serviteurs empressés de la politique nationale suivie par la Banque. Ils ne constituaient du reste qu'une minorité au sein du Conseil Général en face de leur neuf collègues, du Gouverneur et du Sous-Gouverneur. Les trois Censeurs, eux aussi, d'après l'art. 9 de la loi du 22 avril 1806, doivent être pris parmi les manufacturiers ou commerçants actionnaires de la France. L'un d'eux, M. Charles Petit, est président du tribunal de Commerce de la Seine. Les Censeurs n'ont pas voix délibérative au Conseil Général mais en revanche ils peuvent se faire présenter « l'état des caisses, registres et portefeuilles et proposer les mesures qu'ils croient utiles à l'intérêt de la Banque ».

Le Conseil Général se réunit au moins une fois par semaine. Il est assisté dans sa besogne par des comités spéciaux, exactement comme les Chambres sont assistées par leurs commissions. Le plus important est le Conseil d'Escompte dont les membres sont choisis par les Censeurs sur une liste de candidats présentés en nombre triple par le Conseil Général. Ils doivent posséder 10 actions au moins et sont appelés avec les régents qui y alternent tous eux aussi, à former le Comité des Escomptes. Les membres de ce comité changent tous les quinze jours; ils se réunissent trois fois par semaine et examinent le papier présenté à l'escompte.

Les régents et les censeurs se réunissent en outre en plusieurs autres comités pour la surveillance du détail des opérations. Ces comités sont renouvelés par fractions et après une durée variable, soit à l'élection, soit suivant un tableau de roulement. Outre celui de l'escompte quatre sont régulièrement reconnus par les statuts : Comité des Billets, Comités des Livres et Portefeuilles, Comité des Caisses, Comités des relations avec le Trésor public. Le Conseil Général peut en outre créer des commissions spéciales pour les affaires particulières qui se présentent.

Le Gouverneur

Nommé par le Gouvernement il exerce la haute direction de la Banque ; il est en quelque sorte le pouvoir exécutif qui a comme contre partie, dans le Conseil Général, un pouvoir législatif. Il a deux suppléants qui exercent les fonctions qu'il leur délègue, portent le titre de Sous-Gouverneurs et sont membres du Conseil Général.

Le Gouverneur préside le Conseil Général de la Banque et tous les Comités ; il nomme et révoque tous les agents, signe pour la Banque tous traités et conventions avec l'approbation du Conseil Général, présente le compte rendu annuel à l'Assemblée des actionnaires. Nul effet ne peut en principe être admis à l'escompte sans son approbation.

Il est évident que le Gouverneur est un agent du gouvernement au sein de la Banque, qu'il y représente la volonté du Ministre des Finances. Mais dans l'intérêt même du crédit propre de la Banque, il ne faut pas que sa volonté, tendant à s'imposer au Conseil Général, ne tienne aucun compte de la bonne gestion et des intérêts de l'établissement. Aussi d'après l'article 13 de la loi du 22 avril 1806, le Gouverneur doit posséder 100 actions et les Sous-Gouverneurs 50 actions chacun ; ces actions sont inaliénables pendant toute la durée de leurs fonctions d'après l'article 28 des statuts. Ces dispositions ont toujours été maintenues, mais toujours aussi elles ont soulevé les critiques de ceux qui veulent augmenter les pouvoirs de l'État dans l'administration de la Banque et qui naturellement désireraient que le Gouverneur ne fut qu'un agent absolument passif du gouvernement.

Dans la séance du 25 juillet, M. Barthe proposa un article additionnel ainsi conçu : « les fonctions de gouverneur et de

« sous-gouverneur de la Banque de France ne peuvent être
« attribuées à aucun fonctionnaire ou ancien fonctionnaire du
« Ministère des Finances ayant entretenu des relations avec elle.
« Le Gouverneur et le Sous-Gouverneur ne seront plus tenus
« de justifier de la propriété de 100 ou 50 actions de la Banque
« avant leur entrée en fonctions ».

La première partie de cet amendement visait une nomination récente qui pouvait évidemment soulever quelques critiques puisque « le contrôleur passait aux gages du contrôlé ». Il faut cependant reconnaître que, malgré cet inconvénient, seuls certains fonctionnaires spécialisés sont capables de remplir à souhait les fonctions de gouverneur et de sous-gouverneur et que ceux du Ministère des Finances offrent précisément le plus de garanties techniques et professionnelles qu'il soit possible de trouver. D'autre part le gouvernement ne peut pas, depuis 1897, appeler à ces postes les parlementaires des commissions financières, également compétents en la matière. Devant de pareilles raisons M. Barthe abandonne la première partie de son amendement.

La seconde au contraire trouva un certain succès près de la Chambre, malgré l'observation du Ministre qui fit remarquer que le Gouverneur de la Banque devait être intéressé à la bonne gestion de cet établissement. Elle ne fut repoussée que par 305 voix contre 201 ; la minorité réunie était donc assez forte.

Publication des bilans

Une garantie supplémentaire pour le gouvernement de la bonne gestion de la Banque consiste en ce qu'elle publie toutes les semaines son bilan au *Journal Officiel*. Cette obligation résultait primitivement du décret du 15 mars 1848. Le décret du 8 mars 1852 l'a abrogée ; il n'oblige la Banque qu'à fournir une situation trimestrielle. Mais en fait elle a publié presque toujours son bilan chaque semaine. Au cours de la guerre 1914-18 elle n'a suspendu cette publication que d'août 1914 à fin janvier 1915 ; on croyait peut-être nécessaire de cacher alors au grand public le montant des avances à l'Etat et celui des effets prorogés au moment où le gouvernement lui-même adoptait une politique de dissimulation et de censure dont l'opportunité et les avantages furent d'ailleurs très contestés depuis lors.

Le nouveau privilège et la haute administration de la Banque. — En somme le nouveau privilège, s'il diminue les bénéfices éventuels des actionnaires de la Banque de France et blâme implicitement les fonctions exercées jadis par certains régents, n'apporte aucune modification à sa haute administration. Ce sont toujours les statuts fondamentaux qui demeurent en vigueur, comme nous venons de le voir ; mais, là aussi, l'œuvre de conservation qui a été faite ne peut qu'être louée, puisque les rouages essentiels de la Banque de France ont jusqu'ici donné toute satisfaction et se sont adaptés à tous les progrès.

Le personnel de la Banque de France

A tous les degrés de la hiérarchie la Banque procède à un choix judicieux de ses agents ; elle observe aussi des règles très strictes de recrutement et d'avancement qu'elle s'est fixée à la suite du vote de la loi de 1911 qui lui en imposait l'obligation dans son article 8. Les statuts du personnel ont été arrêtés par le Conseil Général et approuvés par le Ministre des Finances sur présentation du Gouverneur. En cas de désaccord sur leur application c'est le Conseil d'État qui serait appelé à statuer.

Les agents de la Banque de France, en dehors des stagiaires, qui ne sont acceptés que pour une durée limitée leur permettant de préparer leurs examens, et des garçons de bureau et de recette, qui sont pour beaucoup des petits retraités de l'État et des pensionnés militaires, sont entièrement recruté au concours : concours d'expéditionnaire pour les emplois où seule une instruction rudimentaire est demandée, concours de titulaire qui ouvre à la base l'accès à tous les postes et où la candidature des expéditionnaires est d'ailleurs admise, concours pour l'inspection des succursales où l'on demande la production de diplômes de l'enseignement supérieur.

Les conditions d'avancement sont strictement réglementées, les retraites, d'ailleurs très élevées, sont acquises sans conditions d'âge par la seule durée des services. De 1911 à août 1914 la Banque a versé 16 millions 1/2 aux caisses des retraites de ses agents et d'août 1914 à décembre 1917 35 millions. En 1918 ces caisses possédaient plus de 120 millions et elles ont reçu encore en fin d'exercice 7 millions. Ces versements n'ont d'ailleurs rien d'exagéré étant donné les charges à prévoir du fait de l'augmen-

tation du nombre des agents et aussi sans doute du chiffre des traitements individuels.

M. Barthe a d'ailleurs fait remarquer que les améliorations de traitement accordées jusqu'ici favoriseraient bien plus le haut personnel que le petit personnel. Mais en revanche les indemnités de vie chère, ou de fin d'année, sans cesse croissantes, qui ont du être accordées depuis la guerre, sont fixes et indépendantes du chiffre des traitements; elles ont dépassé 13 millions en 1918.

Il est peu compréhensible à premier abord, étant donné les garanties et les qualités d'honnêteté et de discipline que présentent les 6 à 7.000 employés de la Banque de France, qu'il ne leur soit pas encore fait application de la loi du 26 avril 1917 relative aux actions de travail. Et M. Lairolle a soutenu qu'il y aurait là une occasion de faire entrer en pratique un texte législatif très intéressant qui n'est encore appliqué nulle part.

Le système de cette loi est d'ailleurs assez simple. Les salariés constituent entre eux une société de consommation qui a droit à la répartition des bénéfices de la société anonyme elle-même et finit par acquérir ainsi une part de capital. En Angleterre il y avait en 1913, 105 de ces sociétés avec 1.300 millions de capital. Il ne s'agit pas ici du reste de la représentation à l'Assemblée Générale des agents qui ont leur cautionnement en actions de la Banque; il faudrait pour cela leur permettre de se grouper et d'envoyer un délégué pour un certain nombre d'actions; une telle mesure entraînerait non seulement d'autres changements dans la représentation des actionnaires à l'Assemblée Générale dont il a été déjà parlé, mais elle favoriserait peut-être des groupements particuliers regrettables. La représentation des employés-actionnaires par le Secrétaire Général, jusqu'ici adoptée, est d'autant plus logique que le cautionnement d'un grand nombre de leurs collègues est fourni en rentes sur l'État, que ces derniers ont perdu de ce chef pendant la guerre un certain capital et qu'il n'y a pas lieu de les désavantager à un autre point de vue.

Au contraire, avec le système de la loi du 26 avril 1917, tous les agents seraient collectivement représentés par le capital d'une société intermédiaire, placé en actions de la Banque de France; il aurait suffi pour l'appliquer de modifier les statuts et d'accorder plusieurs places à l'Assemblée Générale aux administrateurs de cette société intermédiaire.

Les opérations de la Banque de France ne seraient-elles

cependant pas affectées par cette mesure ? L'État pourrait lutter, si cela était nécessaire, contre les régents qui représentent une Assemblée Générale de capitalistes, d'actionnaires. Au contraire le jour où les agents de la Banque arriveraient grâce à leurs actions de travail à se faire représenter au Conseil Général, il est vraisemblable qu'ils défendraient avec d'autant plus de vigueur les bénéfices de l'établissement qu'ils pourraient arriver à augmenter ainsi non seulement le revenu de leurs actions mais aussi la rémunération de leur travail ; l'État ayant cette fois affaire à des travailleurs serait gêné pour prendre la plus large part de ces bénéfices et pour appliquer les dispositions du privilège concernant les actionnaires. Si bien recruté que soit un personnel, à quelque milieu social qu'il appartienne, il ne peut pas être absolument désintéressé de l'appât d'un gain éventuel tandis que la Banque doit souvent dans l'intérêt général se sacrifier elle-même ; ce n'est pas absolument une entreprise commerciale privée.

D'ailleurs, une fois les statuts modifiés, ou bien il faudrait augmenter largement le capital de la Banque pour créer un grand nombre d'actions de travail, ou bien il faudrait accorder à ces actions une représentation si étendue et les favoriser tellement par rapport aux autres que cela dépasserait les intentions même de la loi de 1917. Si le nombre des représentants de la société de consommation assistant à l'Assemblée Générale était très restreint, il n'y aurait là qu'une application de pure forme de la loi de 1917 bien peu intéressante en regard de la modification profonde des statuts de notre statut d'émission qu'elle entraînerait.

Ces arguments d'ordre pratique, fournis contre le projet de M. Lairolle sont aussi intéressants qu'une autre raison d'ordre purement juridique invoquée dans le même but. En effet la loi de 1917 admet que les sociétés dont les statuts ne prévoient pas une participation ouvrière, pourront l'adopter par délibération des actionnaires modifiant les statuts. Or, l'Etat seul a qualité pour modifier ceux de la Banque de France. Il est donc compréhensible que le Parlement s'il avait cru devoir imposer à la Banque l'application de la loi de 1917, aurait dû non pas se borner à une telle mention dans la loi portant renouvellement du privilège, mais remanier tous les statuts de notre institut d'émission, augmenter son capital, conférer à son personnel des droits de représentation, bref élaborer un texte législatif méticuleusement étudié qui aurait retardé sans doute le vote du privilège proprement dit.

Aussi la proposition de M. Lairolle, présentée le 25 juillet sous forme d'amendement, fut repoussé par la Chambre (329 voix contre et 179 pour).

Ce vote du reste ne préjuge en rien des justes satisfactions qui pourront être accordées par ailleurs au personnel de la Banque et dont il y a lieu de penser qu'elle sera toute seule d'autant meilleur juge que la loi réduit dorénavant la part des revenus de l'exploitation à accorder aux actionnaires. En réponse à un amendement de M. Barthe que celui-ci retira devant les promesses faites, le Ministre des Finances a garanti d'ailleurs que de nouvelles améliorations seraient apportées dans les statuts et dans les émoluments du personnel.

Les Succursales de la Banque de France

Sous le nom de comptoirs elles ont été créées par l'article 10 des statuts. Le décret du 8 septembre 1818 étend officiellement le privilège de la Banque de France à toutes les villes où elle possède des « Comptoirs d'Escompte » et la loi du 30 juin 1840 affirme les pouvoirs de l'État en cette matière en spécifiant dans son article 6 que « les Comptoirs d'Escompte de la Banque de France ne pourront être établis ou supprimés qu'en vertu d'une ordonnance royale, rendue sur la demande de son Conseil Général, dans la forme des règlements d'administration publique. »

Tout en étant sous la direction générale de la Banque Centrale ces Comptoirs d'Escompte avaient à l'origine une existence réellement autonome et les billets émis par chacun d'entre eux portaient leur nom ; ils pouvaient, il est vrai, être remboursés par tous les autres comptoirs. En 1848 le privilège de la Banque de France fut étendu à l'ensemble du territoire par la suppression des banques provinciales de Rouen, Lyon, Le Havre, Lille, Toulouse, Orléans, Marseille, Nantes et Bordeaux et par leur transformation en Comptoirs de la Banque de France. Lorsque la Savoie fut réunie à notre pays, sa banque d'émission particulière disparut également. Dès 1850 le terme de Comptoir d'Escompte, devenu archaïque par suite de la variété des opérations auxquelles la Banque procédait, devait être remplacé par celui de Succursale.

Le texte fondamental qui régit ces établissements est encore l'ordonnance du 25 mars 1841 qui spécifie d'ailleurs dans son article 1^o Qu'ils sont sous la direction immédiate de la Banque Centrale et dans son art. 5 qu'ils se livrent aux mêmes opérations qu'elle. Les succursales sont administrées par un directeur, douze administrateurs et trois censeurs. Le premier, depuis le décret du 9 janvier 1899, n'est tenu de posséder que de 5 à 15 actions selon l'importance de l'établissement qu'il dirige, les seconds et les troisièmes deux seulement. Le Directeur est nommé par le Ministre des Finances sur une liste de trois candidats qui lui est présentée par le Gouverneur ; il est entièrement soumis aux ordres de celui-ci. Deux fois par semaine il convoque et préside le Conseil d'Administration composé des douze administrateurs et des trois censeurs ; les premiers sont nommés par le Gouverneur sur une liste de candidats en nombre double présentée par le Conseil Fédéral, les seconds par le Conseil Général lui-même. Ils doivent résider dans la ville où est établie la succursale et sont généralement choisis parmi les notabilités industrielles et commerciales du pays. Ce Conseil d'administration a un rôle de surveillance et partage avec le directeur le pouvoir de consentir les escomptes.

En outre la comptabilité et la gestion des succursales sont surveillées par le corps de l'Inspection, rattaché au siège central et opérant de fréquentes tournées en province. Les succursales sont naturellement en correspondance, journalière avec Paris et ont au-dessous d'elles un certain nombre de bureaux auxiliaires ou de villes rattachées (places bancables).

Les bureaux auxiliaires effectuent les mêmes opérations que les succursales, mais sont sous leur dépendance et leur contrôle pour les escomptes à consentir. Ceux du département de la Seine relèvent d'un service spécial institué au siège central même. Dans les villes rattachées la Banque effectue les encaissements sans frais supplémentaires.

L'État s'est toujours attaché à développer le nombre des succursales et dans son article 10 la loi de 1857 spécifiait que dans dix ans le Gouvernement pourrait exiger de la Banque qu'elle en établisse dans tous les départements où il n'en existerait pas ; cette obligation fut encore précisée par la loi du 27 janvier 1874 et dès fin 1876 elle était un fait accompli. En 1897, à la veille du renouvellement du privilège, le nombre des succursales s'élevait à 94 ; la Banque reçut alors l'obligation de le porter à 112 ; il s'élevait à 114 en 1911, à 143 en 1917.

Il n'existait en 1897 que 38 bureaux auxiliaires et 128 villes rattachées. En 1910 leur nombre était respectivement de 71 et 312, en 1918 de 75 et 366. Il faut noter du reste qu'il a été créé en fait bien plus de bureaux auxiliaires et de villes rattachées, 28 des premiers ayant été transformés en succursales et 50 des secondes en succursales et bureaux auxiliaires depuis 1897. Le nombre brut des créations nouvelles a été de 1897 à 1917 de 49 succursales, 65 bureaux auxiliaires et 288 villes rattachées.

Sans entrer dans trop de détails, on peut indiquer que la Banque est toujours restée au-dessus des obligations qui lui furent imposées par les lois de 1897 et de 1911. Dès 1908 elle avait créé des bureaux auxiliaires qui auraient pu ne fonctionner qu'en 1914 et fin 1913 il y en avait déjà 9 de plus que ne l'imposait la loi de 1911 ; en outre, en dehors de toute convention, la Banque avait transformé 5 bureaux auxiliaires en succursales.

L'article 6 de la Convention du 26 octobre 1917 spécifie que « la Banque maintiendra les créations de succursales, bureaux « auxiliaires, villes rattachées, réalisées par elle en dehors des « obligations prévues par la loi du 17 novembre 1897 et par la « Convention du 11 novembre 1911. Dans le délai de 10 ans à « partir de la promulgation de la présente convention, il sera « créé 12 succursales et 25 bureaux auxiliaires. La Banque s'en- « gage en outre à organiser le service d'encaissement dans « cinquante villes rattachées parmi lesquelles seront compris « les chefs-lieux d'arrondissement et de canton de 6.000 habi- « tants et au-dessus qui ne sont pas bancables ».

Ce dernier paragraphe vise 27 chefs-lieux d'arrondissement et 46 chefs-lieux de canton. Il y a aussi, à l'heure actuelle, certaines villes assez importantes qui ne possèdent ni succursale ni bureau auxiliaire : Corbeil, la Flèche, Fontenay-le-Comté, Issoudun, Montbéliard, Pamiers, les Sables d'Olonne et Vitré : M. Klotz a donné l'assurance que cette erreur serait réparée par les nouvelles créations.

Il serait faux du reste de croire que l'augmentation du nombre de ses agences constitue pour la Banque une charge sans compensations. Ses succursales lui procurent des bénéfices bien plus importants que le siège central et entraînent des charges proportionnellement moindres, comme le montre le tableau suivant :

Années	Nombre de succursales et de bureaux auxiliaires	Bénéfices nets	Produit des bénéfices	
			Siège central	Agences
1903	177	24.118.000	38,2 o/o	61,8 o/o
1907	182	41.025.000	37,5 o/o	62,5 o/o
1909	197	26.521.000	29,9 o/o	70,1 o/o
1911	200	43.415.000	28,5 o/o	71,5 o/o
1913	217	78.337.000	26,6 o/o	73,4 o/o

En 1913 les bénéfices bruts étaient, pour la province, de 71 millions contre 12 millions de dépenses, alors que les mêmes chiffres s'élevaient respectivement pour Paris à 34 et 12 millions.

Il est donc certain que la Banque aura elle même intérêt dans les années qui vont venir à créer plus de nouvelles agences que ne lui en impose la convention du 26 octobre 1917. Elle a déjà réinstallé des « guichets spéciaux » en Alsace-Lorraine dès les premiers jours de l'entrée de nos troupes dans ces deux provinces, en attendant le rétablissement des succursales supprimées par la loi du 9 janvier 1872, portant ratification de la convention additionnelle au traité de Francfort. Il est vraisemblable également que la création de bureaux de quartier dans Paris, qui est en cours, lui procurera sinon de gros bénéfices supplémentaires, du moins la possibilité d'augmenter les commodités de son administration et aussi les facilités qu'elle offre au public. En réponse à une question des commissions à ce sujet le Ministre des Finances a indiqué le 28 janvier 1918 qu'elle devait être laissée juge à ce point de vue.

Il y a d'ailleurs une limite qui doit arrêter les créations d'agences de la Banque de France et qui est inhérente à ses opérations elles-mêmes ; cet établissement ne se propose pas comme certaines sociétés de drainer l'épargne à travers tout le pays pour la canaliser vers des entreprises étrangères ou même françaises, mais simplement de faciliter la circulation des billets, d'aider l'État dans ses opérations financières et de soutenir par ses escomptes et ses avances l'industrie et le commerce. Il n'a besoin pour cela ni de démarcheurs, ni d'un réseau trop étendu d'agences. M. Magniaudé avait proposé un amendement qui, en forçant la Banque de France à établir des succursales dans les chefs-lieux d'arrondissement et de canton de 4.000 habitants et au-dessus, en aurait porté le nombre à 1.048. La Banque de France serait devenue la rivale de la Société Générale qui dépasse le millier d'agences et qui malgré ce chiffre énorme de comptoirs ne fait ni autant d'affaires, ni surtout des affaires

aussi solides que le Crédit Lyonnais et même le Comptoir d'Escompte. Du reste la Chambre, comprenant parfaitement dans quel rôle devait rester notre institut d'émission, repoussa le 24 juillet l'amendement Magniaudé par une forte majorité. Elle ne souscrivit pas non plus à un amendement de M. Barthe, beaucoup plus modeste cependant, qui obligeait la Banque de France à transformer, dans un délai de deux ans après la signature de la paix, 57 de ses bureaux auxiliaires en succursales ce qui aurait porté à 200 le nombre de ces dernières. Il fut jugé indésirable de prendre des dispositions aussi rigides à l'égard d'un établissement qui avait jusqu'ici satisfait à toutes les nécessités du rôle qu'il avait à tenir.

CHAPITRE DEUXIÈME

Les Billets et les Avances à l'État

Historique du Billet de Banque

A l'origine la Banque de France n'était assujettie à aucune restriction dans l'émission de ses billets. L'art. 3 de la loi de Germinal an XI en fixait simplement la moindre coupure à 500 fr. ; cette limite fut ensuite abaissée à 200 fr., puis à 50 fr. en 1857 et, au cours de la guerre de 1870, on vit pour la première fois des coupures de 20, 10 et 5 fr.

Le législateur ne devait cependant pas tarder à intervenir pour fixer une limite aux émissions de la banque. Pour la première fois le décret du 15 mars 1848, qui établissait le cours forcé, la fixa à 350 millions ; au cours de la même année elle fut d'ailleurs élevée à 452 millions par suite de l'extension du privilège de la Banque à tout le pays et de la suppression des banques provinciales. En 1849 on la porta à 525 millions. Mais lorsque le cours forcé disparut en 1850, ces prescriptions furent déclarées caduques.

La loi du 12 août 1870, qui établissait encore une fois le cours forcé, fixa le maximum des émissions à 1 milliard 800 millions ; deux jours plus tard il fut élevé à 2.400 millions ; il devait être porté à 2.800 millions le 29 décembre 1871, à 3 200 millions le 15 juillet 1872. Le cours forcé fut supprimé en 1877, mais cette fois la limite d'émission devait être maintenue, même

après le remboursement des avances à l'Etat. Pour les seuls besoins commerciaux elle fut portée à 4 milliards en 1893, à 5 milliards en 1897, à 5.850 millions en 1906, à 6.800 millions en 1911.

Ainsi, en temps de paix, nulle proportion n'existait en France entre le montant de l'encaisse et celui des billets, comme en Angleterre ou en Allemagne. L'Etat avait parfaitement raison de se fier à ce point de vue à la sagesse de la Banque et, dans le chapitre relatif à l'or, il est constaté qu'elle s'était toujours préoccupée d'avoir une couverture métallique solide qui, en 1913, dépassait 63 o/o du passif exigible, dépôts et billets compris ; 37 o/o de la couverture seulement étaient représentés par le portefeuille.

Avances en 1870. Avances permanentes

Avant la guerre 1914-18 l'État avait déjà eu recours à la Banque de France pour financer sa trésorerie au cours des hostilités de 1870-71 ; il y eut alors une émission de billets dépassant les besoins du commerce et on recourut à l'adoption du cours forcé pendant plusieurs années.

Mais en outre, en période normale, le compte de l'État se trouve généralement créditeur de sommes importantes ; celui-ci a donc été amené à demander en échange une avance permanente à la Banque de France, garantie par un bon du Trésor. Cette avance, fixée primitivement à 60 millions en 1857, fut augmentée de 80 millions en 1878, de 40 millions en 1896 et de 20 millions en 1911, ce qui forme un chiffre global de 200 millions de francs. Les 40 millions demandés en 1896 furent affectés au Crédit Agricole et les 20 millions demandés en 1911 à des œuvres de crédit diverses (caisses régionales de crédit, sociétés coopératives de production et de consommation, banques populaires de crédit pour le petit et le moyen commerce). Il est à signaler en outre qu'en mars 1910 la Banque consentit à l'État un prêt sans intérêts de 100 millions, remboursable en 5 ans, pour venir en aide aux victimes des inondations.

L'avance permanente de 200 millions est maintenue par la Convention du 26 octobre 1917 pour toute la durée du nouveau privilège et elle a toujours comme contre-partie un bon du Trésor. Il est à remarquer du reste que le solde moyen du compte

du Trésor, auquel elle est censée correspondre, tend toujours à diminuer. Il s'est abaissé de 225 millions en 1914 à 125 en 1915 et 58 en 1917. Le législateur a donc agi sagement en n'augmentant pas le chiffre de cette avance au profit des monts de piété ou d'autres œuvres de crédit comme le proposaient certains amendements ; c'eût été se départir du principe même au nom duquel elle avait été consentie.

Les avances au cours de la Guerre 1914-1918

Il était compréhensible qu'en cas de guerre européenne notre institut d'émission serait le principal réservoir auquel pourrait puiser tout d'abord notre trésorerie pour alimenter les premiers et importants besoins de la mobilisation. La situation diplomatique laissant déjà prévoir l'éventualité d'un conflit, M. Klotz, alors ministre des finances pour la première fois, signa, le 11 novembre 1911, deux conventions secrètes avec le Gouverneur, d'après lesquelles la Banque devait, en cas de mobilisation, consentir à l'Etat une avance de 2 milliards 900 millions, représentée par des bons du Trésor à trois mois d'échéance et à 1 o/o d'intérêt. La Banque devait payer à l'Etat sur le montant de ces avances une redevance égale au produit de la somme avancée par le huitième de l'intérêt, soit $1/8$ o/o. Dès le premier jour de la mobilisation, le Ministre des Finances pouvait disposer de 500 millions en ouvertures de crédits sur un certain nombre de succursales désignées par lui à titre confidentiel. Les 2 milliards 400 millions d'avances supplémentaires devaient être approuvés par une loi, qui élèverait en même temps la limite de la circulation et dispenserait la Banque de rembourser ses billets en espèces.

Cette convention joua pleinement à la mobilisation et fut ratifiée par la loi du 5 août 1914, qui fixait en même temps à 12 milliards la limite d'émission et établissait le cours forcé.

De telles sommes ne devaient pas tarder à devenir insuffisantes et par la convention du 21 septembre, approuvée un peu tardivement par la loi du 26 décembre 1914, la Banque avançait de nouveau à l'Etat 3 milliards 100 millions et consentait l'abandon de toute stipulation relative à un délai de remboursement ; l'intérêt était toujours de 1 o/o, moins $1/8$ de redevance ; il devait être porté à 3 o/o un an après la cessation des hostilités et

c'est sur cette base qu'ont été consenties les avances ultérieures. L'État ne s'engageait plus qu'à « rembourser dans le plus court « délai possible au moyen des ressources ordinaires et extraordinaires du budget et des premiers emprunts ».

On peut se demander si une pareille politique était sage et si le Conseil de Régence n'aurait pas dû la couper dans son germe. Il ne semble pas qu'il eût pu alors le faire sans manquer au patriotisme dont il devait toujours faire preuve au cours de la guerre. En effet en deux mois, août et septembre 1914, les crédits extraordinaires s'étaient déjà élevés à 3.676 millions ; notre territoire était en parti envahi, notre commerce désorganisé par la mobilisation et le moratorium ; le terrain n'eût sûrement pas été favorable à un emprunt. L'Angleterre, qui se trouvait pourtant dans des conditions bien plus favorables que nous, ne fut pas très satisfaite de celui qu'elle lança fin 1914. L'État ne pouvait guère tirer ses ressources que de l'émission des bons du Trésor, dont il commença dès lors à faire emploi, et des avances de la Banque. Cette énorme dette flottante aux mains du public n'a pas du reste été spéciale à la France au cours de la guerre ; en Angleterre, pays de paiements par chèques, la circulation s'est élevée jusqu'à 27 milliards.

Nos dépenses devaient aller sans cesse en croissant ; en 1914 on ne dépensait pas, en dehors du rendement des impôts, plus de 1.100 millions par mois, contre 1.800 millions en 1915 et 3 à 4 milliards en 1918.

Non seulement les avances n'ont pas été remboursées, mais leur maximum a été porté par des lois successives aux chiffres importants qui suivent :

Mai 1915.....	9 milliards
Février 1917.....	12 —
Octobre 1917.....	15 —
Avril 1918.....	18 —
Juin 1918.....	21 —

La limite d'émission a naturellement suivi le même cours. Elle a été portée de 12 milliards à 15 milliards en mai 1915, à 18 milliards en mars 1916, à 21 milliards en février 1917, à 24 milliards en septembre 1917, à 33 milliards en 1918 en plusieurs augmentations successives.

La circulation s'est accrue de 3.400 millions en 1914, de 3.400 en 1915, 3.200 en 1916, 5.700 en 1917, 6.400 en 1918 ce qui fait ressortir cet accroissement pendant les mêmes années prises res-

pectivement à 51 o/o, 34 o/o, 24 o/o, 34 o/o et 28 o/o par rapport aux chiffres de l'année précédente. Cette énorme circulation n'a pas du reste été motivée seulement par les avances à l'État, mais aussi pour plus de 3 milliards par l'escompte des bons du Trésor à des gouvernements étrangers et par un prêt de 500 millions à la Banque de Russie.

Le total brut des avances consenties a été bien supérieur au maximum fixé par la loi, 7.700 millions ayant été remboursés à la Banque après les divers emprunts. Ces remboursements se décomposent ainsi : 2.400 millions en 1915, 2.200 en 1916, 600 en 1917, 2.500 en 1918. Ils furent particulièrement importants en 1918 où l'emprunt produisit 20 milliards et permit en outre de payer de grosses dépenses et de consolider des bons du Trésor. Au 15 décembre 1918 les avances étaient ramenées à 16.400 millions, inférieures de 4.600 millions au maximum fixé. Cette diminution provenait aussi de la cession par l'État à la Banque, au mois d'août 1918, d'une créance de 200 millions de dollars sur le Trésor des États-Unis. Le Gouvernement des États-Unis avait en effet ouvert au gouvernement Français un crédit pour payer les achats faits en Amérique ; ces avances étaient remboursables à terme. En échange les dépenses faites par les États-Unis en France, comme la solde des troupes, étaient payées au moyen d'avances consenties par le Trésor Français ; mais elles étaient remboursables au comptant. Nous compensions donc du terme par du comptant. Pour remédier à cela, notre gouvernement obtint des États-Unis une avance 200 millions de dollars qui fut portée au crédit d'un compte ouvert à la Banque de France par le Trésor Américain. Cette somme fut donc inscrite à l'actif de la Banque pour sa valeur en francs, soit 1.036 millions, et les créances sur l'État s'en trouvèrent diminuées d'autant.

Malgré cette amélioration notable, qui eut lieu un peu avant le vote du privilège par le Sénat, une comparaison sommaire de deux bilans d'avant-guerre et d'après-guerre fait encore mieux ressortir le sérieux de la situation.

Bilan Juillet 1914

Passif		Actif	
Billets.....	5.900 Millions	Encaisse.....	4.750 Millions
Dépôts.....	1.300 Millions	Portefeuille Escompte	
		et avance.....	2.250 Millions
		Créances sur l'Etat..	200 Millions

Bilan Décembre 1918

Passif	Actif
Billets..... 28.700 Millions	Encaisse et créances commerciales 10.400 Millions
Dépôts..... 2.800 Millions	Avances Etat ou Es- compte Bons Trésor. 21.100 Millions
	Avances permanentes 200 Millions.

Plus des deux tiers de l'actif sont représentés par des avances à l'État !

Si on avait toujours prévu une longue guerre et si on avait fait un plus large appel aux ressources fournies par les impôts, on serait sans doute arrivé à un résultat moins regrettable.

En 1915, en 1916 nos dépenses atteignaient encore des taux raisonnables et elles étaient couvertes en plus grosse partie par les bons de la Défense Nationale et par les emprunts. Au cours de 1915 l'État n'emprunta directement à la Banque que 1.100 millions et, au cours de 1916, 2.400 millions, ce qui représente à peine 10 o/o des sommes empruntées au public (il est vrai qu'il fut alors fait également un large appel à notre institut d'émission pour soutenir le crédit de la Banque et du Gouvernement Russes). La situation à cette époque eût permis de demander de bien plus larges ressources à l'impôt et d'organiser un système fiscal permettant de récupérer la plus grosse partie des bénéfices de guerre. D'ailleurs, au point de vue des dépenses elles-mêmes, nous verrons à propos du change la prodigalité parfois inutile avec laquelle elles furent effectuées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Pendant les premiers mois de la guerre l'État paya souvent sans vérifier sinon sans compter, comme si ses ressources étaient inépuisables.

Et c'est ainsi que malgré l'aide américaine, le montant des dépenses et celui des avances à l'État ne cessa de s'enfler. En dépit d'un effort fiscal insuffisant et venu trop tard, on demanda à la Banque jusqu'à 700 millions au cours de certaines semaines de 1918, d'ailleurs très critiques au point de vue militaire.

On doit aussi considérer comme de véritables avances à l'État l'escompte des Bons du Trésor à des Gouvernements Étrangers (consentie à la Russie à la suite des conférences financières interalliées et des accords des 5 février et 4 octobre 1915). A la demande du Gouvernement allié notre Ministre des Finances remettait à la Banque pour le compte de ce Gouvernement des bons à trois mois sans intérêts pour le chiffre indiqué. La Banque escomptait ces bons au taux de 5 o/o, correspondant à celui

de ses escomptes commerciaux. Tous les trois mois l'intérêt des bons non remboursés s'ajoutait à de nouveaux bons tirés pour les remplacer. Les sommes ainsi produites ont servi pour la plupart à régler les achats de la Russie en France et l'intérêt de ses emprunts. Leur valeur a atteint les chiffres suivants :

24 décembre	1915	630 millions
»	1916	1730 »
»	1917	3215 »
»	1918	3526 »

(Bien entendu les risques de pertes sont mis directement à la charge de l'État).

La Banque n'a pas cessé de protester contre les émissions formidables qui lui étaient ainsi demandées. Déjà le 21 septembre 1914 le Conseil Général regrette « que les circonstances « n'aient pas permis à l'État de s'assurer des ressources d'em-
« prunt permettant de ménager le crédit du billet de Banque », et le 2 octobre 1917 il réitère le vœu déjà formulé à diverses reprises « de voir réduire autant qu'il est possible le chiffre des
« avances temporaires de la Banque à l'État par un appel aux
« disponibilités du pays » ; il marqua ainsi d'un trait la responsabilité qui incombait alors au Gouvernement.

La Hausse des prix

L'inflation monétaire est une des principales causes de la hausse des prix. Comme M. Klotz l'a indiqué en termes saisissants, cette hausse est fonction même de la masse des instruments de paiement qui sont mis à la disposition du public ; « Chaque avance réclamée à la Banque pour permettre une dis-
« tribution de monnaie en vue de remédier à la crise de prix, di-
« sait-il le 19 décembre au Sénat, porte en elle une cause d'ag-
« gravation de cette crise même ; loin d'être un remède elle em-
« pire le mal ».

L'État a été la première victime d'une telle politique financière. En augmentant la masse des instruments de paiement, il a contribué à provoquer une hausse des prix considérable qui l'a amené à relever le taux de ses achats, de tous les traitements civils et militaires, de toutes les pensions, de toutes les indemnités et de tous les travaux publics. A cet inconvénient, s'ajoute

celui de bouleversements sociaux parfois étendus : de petits rentiers, ayant péniblement acquis leur bien après de nombreuses années de travail, se voient réduits, pendant leur vieillesse, à une existence misérable ; les profits de la guerre se trouvent scandaleusement accrus pour certains ; au contraire, beaucoup de bénéfices ou de salaires, dans quelques branches de l'industrie particulièrement atteintes par la guerre, dans les professions libérales aussi, deviennent insuffisants pour assurer à leurs possesseurs une existence convenable. D'une manière générale, on peut dire que ce sont ceux qui ont le plus souffert des hostilités qui souffrent encore le plus de l'avalissement de la monnaie ; on voit à quels effroyables désordres sociaux ont été amenés des pays encore plus affectés que la France par ce mal et dont la fortune, le tempérament et le milieu social étaient aussi moins propres à supporter toutes les secousses d'un conflit prolongé. Un autre inconvénient, et non des moindres, de l'inflation monétaire est de nuire au développement des paiements par compensation. Un tel développement, comme nous le voyons à propos du service des caisses de la Banque, est susceptible d'aggraver la hausse des prix dans une certaine mesure en affaiblissant la masse des paiements à régler par billets et en diminuant par voie de conséquence le pouvoir libérateur de ceux-ci.

L'inflation monétaire a d'ailleurs été générale chez presque toutes les grandes nations. Un journal américain a donné à ce sujet des chiffres intéressants apportés à la Chambre par M. Candace ; ils sont exprimés en millions de dollars et peuvent être ainsi résumés :

1914. Billets. Dépôts. Or.				1917 Billets. Dépôts. Or.			
Alliés.....	2812	1274	2314	Alliés.....	15645	3800	2233
Centraux..	1124	359	675	Centraux..	6323	6339	680
Neutres...	673	135	417	Neutres..	1358	3270	1023
				États-Unis	1146	1557	1668

En trois ans la proportion de l'encaisse par rapport aux billets et aux dépôts était tombée de 56 o/o à 11 o/o chez les Alliés, de 45 o/o à 7 o/o chez les Centraux. Les dépôts s'étaient augmentés en raison même de la masse des billets en circulation.

La monnaie d'échange s'était accrue chez les neutres eux-mêmes par suite d'émissions nouvelles, par suite aussi d'acquisitions d'or. Les prix se sont donc élevés chez eux dans des proportions parfois plus considérables encore que chez les belligé-

rants; en raison aussi, il faut le remarquer, de leur enrichissement et de la rareté de certains produits qu'ils produisaient.

Le Crédit du Billet et la Situation Financière actuelle

L'inflation monétaire n'est pas en effet la seule cause de la hausse des prix. Il faut tenir compte des dépenses énormes qui ont été faites pendant la guerre et des rémunérations parfois exagérées qui ont été distribuées dès son début aux ouvriers d'usine et à leurs patrons. Il faut aussi faire entrer en ligne la raréfaction des produits agricoles par suite de la mobilisation de la main-d'œuvre rurale, la raréfaction encore plus grande des produits fabriqués, beaucoup d'établissements industriels ayant dû s'employer aux œuvres de guerre. On ne peut pas non plus passer sous silence, les ruines de la guerre, l'envahissement des territoires, la guerre sous-marine et aussi la spéculation effrénée qui s'est exercée et s'exerce encore sur les produits les plus essentiels à l'alimentation.

Beaucoup de ces causes ont agi chez nos alliés et même chez les neutres autant que chez nous. Jointes à une circulation monétaire un peu partout trop abondante, elles ont fait que malgré le chiffre énorme des avances à l'État, le crédit du billet de la Banque de France est resté intact par rapport à celui de la monnaie métallique elle-même. Si l'or a disparu de la circulation c'est surtout pour rentrer dans les coffres de la Banque et jamais il ne s'est établi au cours de la présente guerre deux prix, l'un en métal, l'autre en papier, comme on l'avait vu sous la première révolution, malgré toutes les peines édictées par le législateur d'alors. Notre change défavorable vient d'une balance commerciale nettement mauvaise pour nous, d'une dette extérieure de près de 30 milliards et non d'une dépréciation profonde de notre monnaie. S'il en était ainsi, il ne se serait pas amélioré à plusieurs reprises au cours de 1918, puisque la circulation fiduciaire a presque toujours augmenté. Il a fléchi au moment de nos revers militaires, il a baissé lorsque certains financiers ont mis en doute le crédit de la France elle-même, mais jamais le billet de la Banque de France n'a été traité comme du papier-monnaie. « Les détenteurs du billet le thésaurisent parfois comme de l'or. L'ouvrier, le commerçant, l'agriculteur gardent une foi constamment pratiquée en la solvabilité de la Banque de France ».

Est-ce à dire qu'il faille abuser de cette situation favorable et, une fois la Victoire acquise, continuer de pourvoir à notre Trésorerie à l'aide d'émissions nouvelles ? Hélas, dès le 19 décembre, au Sénat, M. Klotz avait laissé prévoir qu'il serait obligé d'adopter cette politique par suite des énormes dépenses auxquelles l'État va avoir à faire face et qui résulteront de la liquidation des charges de la guerre, des intérêts des emprunts, des pensions, des dommages de guerre, de la prime de démobilisation, du relèvement des salaires des employés de l'État, du remboursement du mark en Alsace-Lorraine, etc.,

Fin 1918 notre dette pouvait s'évaluer à 170 milliards contre 31 milliards et demi en 1913 et il faut envisager maintenant pour 80 milliards de dépenses nouvelles presque toutes nécessaires, quoique votées parfois avec trop de libéralité par le Parlement, étant donné notre situation financière. Notre budget de recettes devra être d'au moins 20 milliards alors que les revenus totaux de la France, même en tenant compte de leur augmentation due à la dépréciation monétaire, ne peuvent être évalués au-dessus de 45 milliards. Notre fortune elle-même était d'environ 250 milliards avant la guerre. Même si l'on tient compte de l'augmentation de valeur monétaire conférée aux usines, aux propriétés et aux actions par la hausse des prix, ce qui compense la dépréciation de notre portefeuille-obligation, même si l'on constate qu'une grosse partie de notre dette a comme contre-partie des titres aux mains de porteurs français, on ne saurait oublier que les ruines des pays envahis et l'ensemble des charges contractées ou à contracter par l'État, équivalent à une bonne partie de notre fortune nationale.

Le Gouvernement, les Chambres ont admis que si forte que soit l'indemnité payée par l'Allemagne, si efficace que puisse être une entente internationale destinée à répartir équitablement les dépenses de guerre entre les peuples alliés, de grosses dettes resteraient à la charge de la France elle seule et qu'il fallait prévoir de gros impôts pour les liquider. Or cet effort fiscal, dont chacun reconnaît la nécessité, n'est pas encore amorcé à l'heure actuelle. On paraît même abandonner l'idée pourtant juste dans certains cas de frapper le capital ou mieux encore l'accroissement de capital. En effet, beaucoup des sommes dépensées par l'État au cours de la guerre sont restées à l'intérieur du pays ; il s'est écroulé pendant ces années de deuil beaucoup de fortunes, il s'en est édifié aussi. . . . Les profiteurs de la guerre sont nombreux et l'on sait que, par suite d'investigations insuffi-

santes, la loi sur leurs bénéfices n'a pu être complètement appliquée. Ils ne comprennent pas d'ailleurs uniquement les fournisseurs de l'État, les usiniers ou les commerçants, mais aussi beaucoup de fermiers et de paysans défendus à la Chambre par une majorité de députés ruraux, qui doivent tenir compte de circonstances délicates. Alors que dans l'ensemble toutes les familles françaises ont consenti sans murmurer le sacrifice du sang, le moment est venu pour elle de consentir à celui bien moins pénible de faire connaître le chiffre de leur fortune. L'époque serait d'autant mieux choisie pour cela que les exportations de capitaux ou de titres sont déjà défendues à l'heure actuelle, qu'elles risquent de n'être pas très avantageuses dans des pays dont la situation financière laisse à désirer comme la nôtre et que d'ailleurs la Conférence de Paris pourrait les arrêter par une entente internationale. Au reste chacun a saisi pendant la guerre que de tels procédés étaient néfastes pour le pays, qu'ils constituaient une lâcheté après le sacrifice immense de nos morts ; il y a peu de chances pour qu'ils soient fréquents et la nation comprendrait fort bien que le gouvernement les frappe de lourdes amendes et même d'emprisonnement. Mais bien entendu cet appel au pays devrait être équitable, ne friser en rien la spoliation et aussi permettre aux contribuables de long délais de paiement. Plus que jamais il faut ne paralyser en aucune façon l'industrie et le commerce.

Il ne s'agit plus de donner un nom d'impôt sur le capital ou sur le revenu aux mesures qui seront prises, encore moins d'y attacher le nom d'un homme ou celui d'un parti politique quelconque. C'est la situation financière sérieuse de la France qui demande impérieusement que l'État se rende compte de la fortune de chacun et puisse opérer des prélèvements, certes échelonnés, mais d'autant plus considérables que cette fortune est plus forte et surtout qu'elle s'est plus fortement accrue depuis la guerre. Il n'y a là aucune question politique ou sociale en jeu ; il n'y a que la justice la plus élémentaire et les besoins vitaux du pays. Qu'on baptise comme l'on voudra les nouvelles mesures fiscales ; cela n'a aucune importance pourvu qu'elles soient justes et productives. « Sont-ils, bêtes, confiait jadis M. Rouvier, « alors Ministre des Finances, en quittant la salle des séances de « la Chambre au cours d'un débat sur l'impôt sur le revenu. Si « j'avais appelé tout cela les quatres vieilles, ils l'auraient trouvé « très bien » !

Le moment n'est plus de s'attacher à de tels préjugés et l'on

doit regretter qu'à l'heure actuelle, le Gouvernement n'ait encore proposé publiquement *aucune mesure fiscale bien sérieuse*. Il a continué à alimenter notre trésorerie par des avances de la Banque et cependant le danger est là, cette fois, avec un symptôme assez vif : le change, qui s'était amélioré notablement fin 1918 et qui de nouveau nous redevient très défavorable malgré la fin de la guerre et la fin des achats à l'étranger qu'elle nécessitait. L'importation de matières premières et de produits alimentaires nécessaires pour combattre la cherté de la vie, les suppressions de crédits expliquent incomplètement que, revenu en décembre 1918 à 26 sur Londres et à 545 sur New-York, le change soit retombé fin mars 1919, sur ces deux places prises respectivement, à 27,80 et 610. Il retourne, tout au moins en ce qui concerne New-York, aux très mauvais jours de la guerre.

Il y a dès maintenant une corrélation frappante, qui n'existait pas autrefois, entre le change et le montant des avances à l'État. En décembre 1918 elles étaient tombées à 16 milliards 400 millions, laissant une marge de 4 milliards 600 millions par rapport au maximum prévu. Depuis lors, non seulement ce crédit a été épuisé, mais la marge elle-même a dû être franchie et le maximum des avances élevé de trois nouveaux milliards. Le mois dernier le vote de la Chambre a été obtenu par le Gouvernement alors que notre Trésorerie n'avait plus que des disponibilités insuffisantes devant elle. En outre, le taux de l'intérêt a été ramené pour ces nouvelles avances à 0,75 o/o.

Le moment serait donc venu, semble-t-il, où notre billet ne saurait s'accommoder d'une imprévoyante politique fiscale et où le Conseil Général serait amené à montrer que la Banque n'est pas soumise à une influence exclusive de l'État. Au cours de la guerre et surtout au début de la guerre, on n'aurait pas manqué dans certains milieux, de l'accuser d'anti-patriotisme s'il avait refusé de subvenir à nos besoins militaires. Mais aujourd'hui il ne s'agit plus que de soutenir un manque d'initiative gouvernementale qui peut conduire le pays à des errements regrettables. La Banque, établissement privé, peut prendre ses responsabilités en face des exigences du Gouvernement. Elle lui rendra service et elle sauvera, en même temps que son propre crédit, celui de la France.

Il semble que c'est dans cet esprit que vient d'être conclue une nouvelle convention entre la Banque et le Gouvernement qui met 4 nouveaux milliards à la disposition du Trésor et porte à 40 milliards la faculté d'émission. Ce texte stipule en effet l'af-

fection totale d'un intérêt de 0,75 o/o sur le montant des nouvelles avances à la Caisse d'amortissement et il implique leur remboursement rapide sur les premières ressources que pourra se procurer l'État par emprunts et impôts. Il reflète en un mot toutes les préoccupations patriotiques du Conseil Général.

Or des mesures fiscales, si efficaces et complètes soient-elles, ne peuvent pas donner du jour au lendemain leur plein effet. Il faut prévoir les délais nécessaires pour l'établissement et pour la perception de l'impôt.

Il est donc vraisemblable que le Parlement sera saisi de nouvelles ressources budgétaires en même temps qu'on lui demandera d'approuver la nouvelle convention avec la Banque. Dès lors les nouvelles avances prendront bien, en effet, le caractère (qui aurait dû rester celui de toutes les avances) de simples mesures de Trésorerie, destinées à faire momentanément face aux charges exceptionnelles d'après-guerre, dont nous avons déjà parlé. Elles sont nécessaires pour permettre d'attendre le produit de nouveaux impôts et on ne peut que regretter que ces impôts n'aient pas pu être prévus plus tôt.

Monnaie Internationale

Les indemnités à verser par l'Allemagne, les charges fiscales, sont-elles d'ailleurs le seul moyen de payer nos dettes et de satisfaire à nos obligations ? Souvent, au cours des débats sur le renouvellement du privilège, au cours de ceux plus récents encore sur notre situation financière, il a été parlé de la création d'une monnaie internationale. Dans une étude sur le renouvellement du privilège de la Banque de France on ne peut pas entrer dans les détails des systèmes proposés à ce sujet. Ils reposent presque tous sur la mobilisation d'une partie des richesses de chaque nation, qui seraient représentées par des billets internationaux de très grosse valeur, 100.000 francs au moins, ayant cours légal dans le monde entier et devant servir à régler les échanges internationaux. M. Bouilloux-Lafont prévoyait des ressources internationales alimentées par des prélèvements sur le frêt et les droits de douane de chaque nation et destinées à amortir ou à garantir ensuite cette circulation financière. Ces billets seraient fournis aux différentes nations en nombre d'autant plus grand qu'elles auraient été plus éprouvées par la guerre de façon à rétablir leur balance commerciale. Bien entendu l'Allemagne n'en recevrait qu'autant qu'elle consentirait à payer

les dommages de guerre et à donner pour l'avenir des garanties pacifiques suffisantes.

Une question qui a pu préoccuper certains esprits lors du renouvellement du privilège est celle de savoir si le monopole de la Banque de France ne se trouverait pas en conflit avec l'émission d'une monnaie internationale et si l'Etat n'aliénait pas son droit souverain en n'inscrivant à ce sujet aucune réserve dans le texte même de la loi du 20 décembre 1918.

Le 26 juillet, la Chambre discuta un article additionnel de M. Bedouce d'après lequel « le privilège ne ferait pas obstacle à « la création d'une monnaie fiduciaire par suite d'accords avec « les nations amies ou alliées ». L'honorable député avait une intéressante pensée en prévoyant une pareille création, mais, comme le lui fit remarquer le Ministre des Finances, on ne pouvait pas à propos d'une convention avec la Banque établir de nouveau tous les *principes qui régissent le droit souverain de l'État*.

L'intérêt de la Banque, ainsi que l'a fait remarquer M. Klotz, serait du reste de reconnaître ce droit et de favoriser la création d'une monnaie internationale si vraiment une pareille réforme pouvait aboutir à améliorer nos finances. Mais en présence de difficultés diplomatiques rencontrées pour des questions bien plus simples, on peut vraiment se demander si un accord sur cette question serait pratique et réalisable. Tout billet de banque international serait très vite accaparé par les nations les plus riches et les moins touchées par la guerre et, pour en réaliser une juste émission proportionnelle aux pertes subies par chaque État, il faudrait s'inspirer de circonstances et de mesures dont l'appréciation donnerait lieu à de multiples difficultés. Quoiqu'il en soit, les avances à l'État et l'émission de billets de banque résultent de contrats relatifs à la politique intérieure de la France qui ne préjugent en rien des ententes que le pays peut encore conclure avec d'autres nations. L'article additionnel de M. Bedouce était inutile et peut-être même dangereux car le droit souverain de l'État n'a pas besoin de textes épars pour s'affirmer. Il fut repoussé par 350 voix contre 130.

M. Bedouce retira un autre article additionnel qui avait pour but de permettre pour l'avenir l'extension à nos colonies du privilège de la Banque de France. En effet, on peut concevoir un système qui consisterait non pas à établir outre-mer des succursales de la Banque de France, mais seulement à unifier la monnaie de notre pays et celle de nos colonies en négociant la sup-

pression des émissions des banques coloniales ; on laisserait bien entendu subsister ces banques pour l'escompte et les autres opérations qui obéissent à des règles différentes qu'à celles auxquelles elles sont soumises dans la métropole ; les banques coloniales rendent en la matière d'éminents services. La faculté d'absorption de nos colonies est assez grande et si on leur étendait le privilège de la Banque de France cela diminuerait indirectement l'inflation monétaire en France. Mais, comme l'a précisé M. Henry Simon, Ministre des Colonies, la négociation d'un tel système ne serait pas difficile avec la Banque de France qui y verrait une extension de son activité, mais bien avec les banques coloniales. L'amendement de M. Bedouce n'avait donc pas grande utilité et son auteur voulut bien le reconnaître et le retirer.

Le Remboursement des Avances

Des indemnités de l'Allemagne, des mesures fiscales énergiques et, à la rigueur, la création d'une monnaie internationale, entraîneraient sans doute à bref délai une amélioration de notre situation financière qui permettrait à l'État de commencer le remboursement des avances de la Banque. Mais le Budget est un gouffre, les sommes qui y tombent trouvent toujours emploi et d'ailleurs les charges d'après-guerre et l'amortissement de nos emprunts préoccuperont aussi les gouvernements à venir, tout comme la réduction de la circulation fiduciaire et la reprise des paiements en espèces.

La Banque et l'État ont donc jugé sage de créer par les art. 2 et 3 de la Convention du 21 septembre 1914 une caisse d'amortissement des avances, dotée de ressources spéciales qui ne coûteront rien à l'État, puisqu'elles seront constituées par les intérêts des avances elles-mêmes. Les avances doivent être en effet productives d'un intérêt de 3 o/o un an après la cessation des hostilités, au lieu de 1 o/o pendant la guerre. Mais le supplément d'intérêt de 2 o/o ne pourra pas être compris dans les bénéfices susceptibles d'être distribués aux actionnaires et devra être affecté à un compte spécial destiné à couvrir les pertes des effets prorogés et ensuite à atténuer les avances faites par la Banque à l'État.

La Convention du 26 octobre 1917 sanctionne ces dispositions et les étend. Dans son article 2 qui règle aussi la question des bénéfices de guerre, vue par ailleurs, elle dote le compte

spécial de réserve et d'amortissement, à partir du 1^{er} janvier 1918, des ressources suivantes :

a) 85 o/o du produit de l'escompte des bons du Trésor Français à des gouvernements étrangers ;

b) 50 o/o des intérêts perçus sur les avances à l'Etat en plus bien entendu de l'intérêt supplémentaire de 2 o/o à percevoir sur leur montant un an après la cessation des hostilités, qui lui aussi ira à ce compte. Un an après la signature des préliminaires de paix la Caisse d'amortissement sera donc bonifiée d'un intérêt de 2 1/2 o/o sur le montant des avances. (La redevance de 1/8 o/o se trouve supprimée de ce fait, mais l'impôt du timbre de 0 fr. 20 o/o subsiste).

c) Une somme forfaitaire de 200 millions qui tient lieu pour la Banque d'impôt sur les bénéfices de guerre pour la période allant d'août 1914 à fin décembre 1917 et comprend aussi les redevances dues par elle pour le deuxième semestre 1917.

L'article 3 de la même convention reconnaît, il est vrai, que ce compte devra d'abord servir au paiement des effets prorogés, au fur et à mesure de leur entrée en souffrance, et à l'amortissement en principal de la dette de 500 millions qui a été contractée par la Banque de l'Etat Russe vis-à-vis de la Banque de France. Mais « à aucun moment, dit la convention, le solde créateur du compte ne pourra être supérieur au montant des « effets prorogés et des créances susvisées ; l'excédent, de même « que toute somme devant être ultérieurement versée au compte « spécial, sera porté en amortissement de la dette de l'Etat ou « directement au compte du Trésor lorsque cette dette aura été « remboursée ».

A quel moment ce compte pourra-t-il commencer à amortir les avances à l'Etat ? Dès fin 1918 il a reçu les 200 millions du forfait de l'article 2, plus 1/2 o/o sur le montant des avances au cours de l'année et 85 o/o du produit de l'escompte des bons du Trésor à des gouvernements étrangers, soit près de 450 millions. En regard il y a le portefeuille des effets prorogés et la créance sur la Banque de l'Etat Russe qui dépassent 1.600 millions. Mais ces sommes, comme nous l'examinons ailleurs, ne seront sans doute pas entièrement perdues, et, d'autre part, il est vraisemblable que dès 1920 la caisse d'amortissement commencera à percevoir sur le montant des avances l'intérêt supplémentaire de 2 o/o prévu par la convention du 21 septembre 1914.

Il y a donc là un organisme destiné à donner dans l'avenir les

meilleurs résultats et dont la gestion par la Banque ne peut qu'être entièrement favorable au pays.

M. Barthe avait cependant déposé un amendement, qui ne fut pas adopté, tendant à faire gérer ce compte d'amortissement par la Caisse des Dépôts et Consignations. La Banque, disait-il le 3 juillet, ne peut être vérifiée comme la Caisse par la Cour des Comptes. Mais, comme le lui fit remarquer M. Klotz, elle peut l'être par le Conseil d'Etat. D'après l'article 21 de la loi du 22 avril 1806 « le Conseil d'Etat peut connaître sur rapport du « Ministre des Finances des infractions aux lois et règlements « qui régissent la Banque de France et des contestations relatives à son administration intérieure ».

Pour le solde de ce compte d'amortissement la Caisse aurait versé, il est vrai, 1 o/o d'intérêt, alors que la Banque, d'après l'avenant à la Convention du 26 octobre 1917, signé le 11 mars 1918, ne donnera que 0,48 o/o (0,50 o/o d'intérêt réel des avances à l'Etat moins le timbre). M. Barthe croit même que la Banque réalisera de ce chef un certain bénéfice puisqu'elle pourra employer ce solde à produire un intérêt de 5 o/o en bons de la Défense Nationale ou Escomptes. Cet emploi est fort douteux et d'ailleurs il serait illogique de faire payer à la Banque pour ce solde un intérêt supérieur à celui-là même qu'elle reçoit du Trésor pour ses avances. On doit au moins s'en tenir à l'égalité de traitement. Puis la Banque, sur le montant de ces intérêts qui seront versés à un compte annexe gardera, comme cela est juste, une part proportionnelle aux sommes qui seront attribuées à l'amortissement du portefeuille prorogé et des avances à la Banque de Russie. Avec le système de M. Barthe il aurait donc fallu passer à la Caisse des Dépôts et Consignations le portefeuille des effets en souffrance.

Il semble bien que le système adopté par la Convention du 26 octobre 1917 pour l'amortissement des avances est à la fois le plus logique et le plus avantageux pour l'Etat. Si on ne peut pas encore prévoir d'une manière exacte l'époque à laquelle il commencera à jouer, on peut penser qu'il aura une grosse influence sur l'amélioration de notre circulation fiduciaire.

Toutefois le remboursement des avances par le seul jeu du compte d'amortissement serait fort long et ne pourrait pas s'opérer entièrement au cours même de la durée du privilège. Il est à espérer d'abord que l'Etat cessera bientôt de faire des appels continus aux émissions de la Banque et qu'ensuite il aura à cœur d'activer le remboursement de sa dette vis-à-vis d'elle, dès que ses ressources le lui permettront.

Remarquons cependant que dans l'intérêt général du pays il ne serait pas profitable d'amener par ce moyen une baisse trop sensible et trop rapide des prix. L'Etat est en effet débiteur vis-à-vis des porteurs de titres d'emprunt ; il a contracté vis-à-vis de ses employés, de ses retraités, de ses fournisseurs des marchés qui s'inspirent de la valeur actuelle de la monnaie. En revanche il peut augmenter le rendement des impôts dans les mêmes proportions, les ressources du pays n'étant certes pas supérieures à celles d'avant-guerre, mais ayant varié de valeur elles aussi, par suite de la dépréciation monétaire. Il est évident par exemple qu'un industriel dont l'établissement développerait la même activité qu'en 1914, fonctionnerait dans les mêmes conditions, devrait faire à l'heure actuelle un chiffre d'affaires supérieur, récupérer des bénéfices et payer des impôts plus importants, tout cela dans la proportion même où la monnaie s'est avilie.

Si par un coup de baguette magique la circulation fiduciaire revenait brusquement à son chiffre d'avant-guerre, nous assisterions à une crise effroyable. La monnaie raréfiée amènerait une baisse rapide des prix ; tous les industriels et tous les commerçants, qui doivent posséder un stock minimum de marchandises, seraient ruinés. L'Etat se trouverait en face des mêmes intérêts à verser à ses créanciers, des mêmes retraites, pensions ou traitements à fournir, alors que les impôts ne lui donneraient plus le même rendement. Malgré la diminution du prix de la vie l'avenir serait lourdement obéré ; seuls les porteurs d'obligations, de titres de créances libellés pour une somme donnée, se trouveraient favorisés.

Il faut remarquer du reste qu'une hausse des prix continue et progressive est le signe inévitable à travers les âges des progrès accomplis par l'Humanité et de l'augmentation de sa richesse.

M. d'Avenel a établi autrefois une courbe de la valeur des prix en partant de l'année 1890 comme unité et en faisant une moyenne entre les marchandises les plus essentielles à l'existence humaine. Elle donne les résultats suivants :

850.....	9	1600.....	2 1/2
1375.....	3	1750.....	3
1500.....	6	1890.....	1

Si l'on met à part la période qui s'écoule entre la fin du Moyen-Age et la découverte du Nouveau-Monde (qui est précisément caractérisée par un arrêt dans les progrès de l'humanité

sinon par un retour en arrière) on voit qu'une augmentation continuelle de la masse des instruments de paiement mis à la disposition des hommes et une élévation consécutive des prix sont la rançon à travers les âges du développement de la civilisation et de la productivité des capitaux. Avec 10 fr. on achetait neuf fois plus de marchandises sous Charlemagne qu'à la fin du siècle dernier. Sous Louis XV les revenus de 100.000 fr. assuraient une existence luxueuse ; aujourd'hui, après la guerre, ils suffisent à peine à assurer la subsistance. Le capital, lorsqu'il ne s'accroît pas, dépérit et l'on a presque pu soutenir qu'il était plus difficile à conserver qu'à acquérir. Le phénomène continu de la hausse des prix favorise constamment le débiteur au détriment du créancier, l'ouvrier et le commerçant au détriment du capitaliste. Il est une prime au travail, une soupape de sûreté sociale.

On soutient même dans certains traités d'économie politique qu'un mauvais change favorise un pays en lui faisant réaliser une perte sur ses importations, le décourageant ainsi d'acheter à l'étranger, et en accordant au contraire une prime à ses exportations. Cela est vrai lors d'une crise passagère, mais se trouve inexact lorsqu'une nation a souffert pendant de longues années de guerre, qu'elle a perdu la plus grosse partie de ses richesses et qu'elle se trouve, malgré cet appauvrissement, dans la nécessité d'importer pour se battre d'abord, pour se nourrir ensuite. Une sage politique financière demande alors de ramener le plus tôt possible le crédit et la monnaie de ce pays au même niveau que ceux de ses voisins, d'améliorer sa situation fiscale et son change.

A l'époque actuelle nous ne devons pas nous étonner après une aussi grande secousse, où l'humanité a terriblement vécu et s'est grandement usée, d'une hausse générale et mondiale des prix. L'or lui-même, comme on le voit dans un autre chapitre, a perdu une grande partie de sa valeur libératoire et la confiance qu'on lui fait est parfois inférieure à celle qu'on accorde à certains billets de banque. Mais nous devons nous inquiéter de ce qu'une telle hausse des prix est plus forte en France que partout ailleurs, de ce que notre monnaie perd au change par rapport à celle de nos alliés. Il nous faut, dans le plus bref délai possible, en ramener l'abondance à des limites plus normales et rétablir la totalité de notre crédit ; une fois le danger écarté, le Gouvernement pourra alors avoir le juste souci d'empêcher un trop rapide avilissement des prix, nuisible à toutes les affaires et en

particulier aux siennes. Il y a là une question de justes proportions que seules les circonstances permettent de saisir et où aucune théorie extrême ne peut s'appliquer.

On peut se demander d'ailleurs si, au cours de cette guerre, l'or n'a pas perdu de sa toute puissance, si une certaine quantité de billets, restreinte dans de justes limites et émise par des autorités inspirant confiance, ne peut pas arriver à le détroner ; peut-être pourra-t-on reprendre sans inconvénient les paiements en espèces avant le remboursement total des avances à l'État ; notre change sera, à ce sujet, avec l'encaisse de la Banque de France, l'indicateur le plus sûr. Mais le métal précieux est encore très recherché et l'évolution possible que nous indiquons, si elle doit jamais se produire, est encore incertaine et mal assurée.

Quant à la hausse des prix, elle se stabilisera sans doute pour une grosse partie et pour le bien même de la nation. Mais cela ne veut pas dire qu'il soit nécessaire dans l'avenir de maintenir une circulation exagérée ; comme on le constate dans un autre chapitre, le développement des paiements par compensation peut remplacer avantageusement l'abondance du numéraire.

Autres Questions relatives aux Billets

a) **Vieux Billets.** — Les billets émis par la Banque gardent toujours leur valeur libératoire quelle que soit leur ancienneté. L'article 14 de la loi de 1897 permet cependant de supprimer par décret, et sur la demande de la Banque, le cours légal d'un type déterminé, à charge pour elle, bien entendu, de rembourser les billets démonétisés. Ces dispositions ont été prises pour le cas où une contrefaçon très dangereuse nécessiterait le retrait immédiat d'une certaine catégorie de coupures ; jusqu'ici on n'y a jamais eu recours.

A partir du moment où un type de billet a cessé d'être émis les remboursements et retraits successifs le font disparaître progressivement. Au bout d'un temps assez long les rentrées deviennent de plus en plus rares et il est clair qu'un certain nombre de coupures ne seront jamais présentées en remboursement. Il est aussi évident que ce bénéfice doit revenir à l'État qui a conféré le privilège à la Banque.

Aussi, en 1897, la Banque a versé au Trésor près de sept

millions de francs correspondant au solde non remboursé des billets à impression noire émis depuis son origine jusqu'en 1867.

La Convention additionnelle du 28 novembre 1911 a stipulé que sur le montant des billets à impression bleue sans fonds rose, émis de 1862 à 1888, et des coupures de 5, 20 et 25 francs émises pendant et après la guerre de 1870-71, la Banque remettait au Trésor, à titre de versement définitif, 5 millions. En 1914, l'émission des billets de 5 fr. type 1873 a été reprise. Mais au 31 décembre 1917 il restait encore en circulation 19 millions et demi des autres coupures visées par la convention de 1911. La convention additionnelle du 11 mars 1918, passée sur l'intervention des commissions, rappelle d'abord le principe d'après lequel l'Etat a seul droit au bénéfice résultant de ce qu'une partie des billets n'est pas présentée au remboursement; ensuite elle décide qu'un nouvel acompte de cinq millions de francs sera versé au Trésor sur les mêmes billets à impression bleue sans fonds rose émis de 1862 à 1888 et sur les coupures de 20 et 25 fr. de la guerre de 1870. Le surplus du solde en circulation sera versé le 2 janvier 1923; mais à partir du moment où ce solde sera devenu inférieur aux sommes versées à l'Etat, c'est celui-ci qui prendra à sa charge l'échange des billets présentés ultérieurement, jusqu'à concurrence du bénéfice de 5 millions, stipulé par la Convention de 1911, qui lui demeure acquis définitivement au Trésor.

Il est probable qu'en fin de compte le bénéfice de l'Etat sera bien supérieur à 5 millions puisque le montant total des émissions de ces billets a été de près de 40 milliards et que, d'après M. Landry, on doit supposer le résidu final égal au moins à 1/3 o/o de l'émission, soit 13 millions au moins. (Actuellement il n'est plus présenté en remboursement de billets noirs et leur résidu final atteint 1 o/o). Toutefois les nouveaux versements prévus de ce chef au profit de l'Etat n'ont pu être acquis, comme celui de 1911, à des œuvres de crédit, parce qu'ils ne constituent pas en droit des bénéfices définitifs.

Le nouveau privilège n'a rien prévu avec juste raison pour les billets à impression bleue à fonds rose de 100 fr. dont l'émission a été arrêtée en 1910. Fin 1917 il en restait encore 790 millions en circulation.

b) Billets des Chambres de Commerce. — Le besoin de monnaie et la raréfaction du numéraire-argent, souvent thésaurisé, a obligé, au cours de la guerre, les Chambres de Commerce de la plupart des grandes villes de province à émettre de petites

coupures. Elles ont versé en garantie des sommes en billets de banque au Trésor Public et non à la Banque de France ; cette dernière pratique n'avait été suivie que dans les premiers mois de la guerre et c'est ce qui explique le libellé de certains de ces petits billets : depuis lors la situation a été régularisée. L'Etat a reçu de ce chef près de 100 millions.

Ces billets sont fort bien acceptés par la population locale, mais s'acclimatent peu d'une ville à l'autre ; ils ne sont d'ailleurs valables que dans un seul département et leur saleté, leur incommodité interdisent d'étendre leur circulation. Un amendement de M. Jobert, qui avait pour but de les remplacer par de petites coupures de la Banque de France, se serait heurté à ces inconvénients ; en outre il aurait forcé le Trésor à rembourser 100 millions aux Chambres de Commerce. Son auteur le retira sur une intervention de M. Landry qui affirma que la Banque avait donné des instructions à ses succursales pour recueillir les petits billets de tous les départements et pour les échanger.

c) **Impôt du timbre.** — Il est fixé à 0,50 o/o pour la partie des billets correspondant à la circulation productive et à 0,20 o/o seulement pour le reste. Son produit en 1918 a dépassé 8 millions contre 1.800.000 fr. en 1913.

CHAPITRE TROISIÈME

L'Encaisse

La question de la réserve métal et plus particulièrement de la réserve-or a été débattue assez longuement lors du renouvellement du privilège. On sait que l'abondance du métal précieux peut faire espérer pour plus tard la reprise des paiements en espèces et qu'au cours de la guerre elle a permis à la Banque d'assurer nos règlements à l'étranger, comme on peut le voir dans le chapitre relatif au change. Dès lors s'assurer une grosse encaisse devait être un des premiers devoirs de la Banque et nous verrons qu'elle n'y a point failli, en dépit des reproches qui lui ont été prodigués sur cette question.

Avant la Guerre. — En temps de paix ni les statuts, ni la loi n'imposaient à la Banque l'obligation d'avoir une proportion quelconque d'or par rapport aux billets en circulation. Il n'y a, comme il est vu par ailleurs, que sa circulation de billets qui est sans cesse limitée.

Et néanmoins sa sagesse fut telle que depuis sa fondation elle ne cessa pas d'accroître d'une manière continue son encaisse de métal précieux. Sans entrer dans le détail des chiffres du siècle dernier on remarquera cependant la progression constante de l'encaisse totale depuis le renouvellement du privilège de 1897. Rappelons également qu'en 1881 l'encaisse or de la Banque n'était que de 604 millions.

Années	Encaisse totale	Proportion or par rapport au passif exigible	Prop. portefeuille
1897.....	3.222 millions	77 o/o	26 o/o
1906.....	3.932 »	75 o/o	27 o/o
1907.....	3.674 »	69 o/o	32 o/o
1908.....	3.957 »	72,5 o/o	26,5 o/o
1910.....	4.262 »	73,3 o/o	26,3 o/o
1912.....	4.028 »	»	»
1913.....	3.977 »	63 o/o	37,6 o/o
1914 (1 ^{er} semest.)	4.614 »	»	»

En 1907, en 1912-13, le chiffre de l'encaisse s'abaissa à la suite de besoins commerciaux. Il faut remarquer aussi que sa proportion baissa par rapport au passif tandis que celle du portefeuille augmentait; c'était là le résultat inévitable du développement des affaires. Mais, toujours, en temps de paix, la somme des disponibilités atteignit ou même dépassa le passif exigible et la situation monétaire de la Banque était particulièrement solide à la veille de la guerre.

Grâce à l'or de la Banque l'État augmenta la circulation fiduciaire et se fit consentir des avances dans des limites, étudiées par ailleurs et qui, raisonnables au début des hostilités, sont bien exagérées à l'heure actuelle.

La Banque avait du reste prévu la guerre et accumulé des ressources d'or dans toute la mesure de ses facultés. L'encaisse or elle seule était passée de 3.194 millions au 1^{er} janvier 1913 à 4.141 millions au 30 juillet 1914, soit une augmentation de 900 millions en 19 mois. Dans la même période, exactement du 7 janvier 1913 au 23 juillet 1914, l'encaisse or de la Reichsbank ne s'était augmentée que de 675 millions malgré tous les efforts du gouvernement impérial, qui lui préparait la guerre offensive et ne se contentait pas de pourvoir à la défensive.

M. Barthe, dans son contre-projet, signale que la proportion de l'encaisse-or de la Banque par rapport à ses billets s'élevait avant la guerre à 62 o/o, alors que la couverture de la Banque d'Angleterre dépassait 112 o/o. Il paraît ignorer que nous n'avions pas les mêmes mœurs financières que les Anglais et que ceux-ci, malgré l'énormité de leurs règlements, avaient une circulation 6 ou 7 fois moindre que la nôtre, que chez eux on préfère le chèque au billet de banque. Il ne signale pas non plus que notre encaisse était en bloc plus de 4 fois supérieure à celle de l'Angleterre, dont les mines fournissent cependant la plus grosse partie de l'or produit par le monde entier.

Cette proportion de l'or par rapport aux billets s'est encore

nécessairement abaissée dans les jours qui ont précédé l'établissement du cours forcé puisque du 23 au 30 juillet 1914 la circulation fiduciaire de la Banque s'est augmentée de 772 millions pour des raisons que l'on connaît et qui n'avaient pas de rapport avec son activité commerciale habituelle. Pour être juste, il faut prendre le chiffre des billets en circulation au 23 juillet 1914 ; il est de 5.991 millions contre 5.584 millions à fin 1912. C'est une augmentation d'un peu plus de 300 millions et, pendant ce temps, l'encaisse or avait augmenté de 900 millions ; peut-il y avoir une meilleure preuve que la Banque avait fait son devoir en prévision des hostilités.

Dans le tableau de chiffres relatif à l'encaisse d'avant-guerre nous avons compris une certaine somme d'argent. On sait que la Banque possédait pour plus de 600 millions de ce métal, dont la valeur marchande était bien inférieure à la valeur nominale. La pièce de 5 fr. ne valait guère en fait que 2 fr. 45 ; mais lui enlever son pouvoir libératoire illimité aurait été frapper la Banque de France de charges supérieures au montant de son capital et amener sa faillite. L'Union Latine avait du reste réussi à maintenir fictivement la valeur des pièces de 5 francs en Italie, en Suisse, en Belgique, en Grèce et en France,

Avant la guerre cette question avait commencé à perdre de son importance car le métal-argent avait déjà repris une valeur plus considérable. Depuis lors, le mouvement s'est accentué ; dès 1917 l'argent dépassait sa valeur légale de 200 francs le kilo, alors que pendant la dernière moitié de l'autre siècle, il oscillait de 90 à 110 francs.

On a même eu quelque intérêt à exporter l'argent à diverses reprises.

1^{re} Période de Guerre. — Bref, au 24 décembre 1914, l'encaisse métallique était de 4.514 millions dont 4.158 millions en or. L'augmentation, par rapport à 1913, était de 357 millions pour l'ensemble et de 611 millions pour l'or. Le stock argent, en se basant sur ces chiffres, inscrits au rapport de M. Milliès-Lacroix, avait donc diminué, en deux ans, de 285 millions.

Un peu avant l'ouverture des hostilités, la Banque avait en effet satisfait aux demandes de remboursement avec de l'argent et non avec de l'or. Elle avait ainsi devancé la sage et nécessaire mesure du cours forcé et préservé son or.

Au 28 janvier 1915 l'encaisse-or était de 4.233 millions et ce chiffre nous montre que, même pendant les premiers mois de la

guerre, alors que régnait une crise de confiance, que chacun gardait jalousement son or, la Banque avait néanmoins augmenté son encaisse de plusieurs millions. Du 30 juin au 31 décembre 1914 cette augmentation a été de 180 millions.

Le 27 juillet 1914 le Gouverneur prescrivait aux Directeurs de la zone des opérations militaires d'évacuer *d'abord* leur or en cas de menace d'occupation par l'ennemi. En août 1914 la Banque a non seulement enlevé l'or de ses succursales des régions envahies, mais si les Allemands avaient gagné la bataille de la Marne et étaient entrés à Paris ils n'y auraient plus trouvé un seul louis ; tout avait été évacué en province sans troubles et sans pertes.

Dans de telles circonstances pouvait-on faire mieux ? C'est ce qu'a prétendu M. Barthe en affirmant que vers la même époque l'Angleterre et l'Allemagne avaient récolté, chacune pour leur part, plus d'un milliard d'or. Il est exact en effet que l'encaisse de la Banque d'Angleterre est passée de 827 millions avant la guerre à 2 milliards 100 millions en avril 1915. Mais la situation de ce pays ne pouvait se comparer à aucun point de vue à celle de la France. Ses colonies produisaient les 2/3 de l'or fourni par le monde entier, son territoire n'était pas envahi et les Anglais, comme nous l'avons vu, avaient des créances considérables à l'étranger, notamment aux États-Unis. En Allemagne on put commencer dès le début de la guerre une campagne de l'or parce que la dépréciation du change allemand était apparue notable de très bonne heure. Au mois de novembre 1914 le mark perdait 10 o/o sur le marché de New-York alors que le franc était à 517,50. Imiter nos ennemis aurait été mettre le public en défiance ou tout au moins anticiper sur la dépréciation de notre monnaie, sinon la provoquer dans une certaine mesure.

Ce qu'il faut malheureusement retenir des critiques socialistes c'est qu'à l'intérieur du pays il s'est produit à cette époque un certain quoique faible drainage des métaux précieux au profit des neutres et, peut-être même, au profit de l'ennemi. Il serait dangereux de citer des chiffres, et de donner à supposer qu'il s'agissait de plusieurs centaines de millions et bien plus dangereux encore de nommer des intermédiaires qui sont sans doute aussi inconnus qu'ils furent peu patriotes. Nous ne parlons pas bien entendu des opérations louables faites au grand jour, comme les premières exportations d'or de la Banque, mais d'un trafic clandestin et impondérable.

La Banque est la première à se rendre compte de ce phénomène. Elle fait de nombreuses démarches auprès du gouvernement pour lui signaler le fait et finalement, n'obtenant pas de

résultats, son Gouverneur signale officiellement et par lettre le fait au Ministre des Finances. Il montre que « des prospectus » sont adressés aux personnes qu'on suppose disposées à favoriser ce drainage... que de grandes banques elles-mêmes ont « déjà été sollicitées... qu'elles l'ont prévenu avec empressement, « mais que les conditions attrayantes qui sont offertes risquent « de tenter des personnes moins averties ». M. Pallain rappelle que l'Allemagne, l'Autriche, la Hollande, la Russie ont déjà prohibé les envois d'or à l'étranger ; il demande des mesures immédiates et énergiques. Cette lettre est du 19 juin 1915 et le 3 juillet le Gouvernement se décide enfin à prohiber par décret l'exportation de l'or avec des pénalités pour les délinquants variant de six mois à deux ans de prison, plus 5.000 fr. d'amende. Et si le nécessaire n'a pas été fait assez tôt c'est qu'on n'a pas suivi les conseils de la Banque ; on ne saurait rejeter sur elle une faute gouvernementale et l'argument des socialistes est sans portée réelle.

La campagne de l'or. — D'ailleurs le 2 juillet 1915 nos changes permettent malheureusement de commencer la campagne de l'or. On se rappelle la conduite si patriotique du pays à cette occasion, le concours de propagande et d'encaissement prêté avec désintéressement par la Banque. Il suffit de montrer que l'or, stérile aux mains des particuliers, était indispensable à la défense nationale pour que le pays vint le mettre en masse à la disposition du Gouvernement. Au cours de l'année 1915 le total des entrées d'or à la Banque s'est élevé à 1.487 millions ; celui des sorties n'a pas dépassé 566 millions, d'où un excédent d'entrées de près d'un milliard, 921 millions exactement.

	24 déc. 1914	24 d. 1915	24 d. 1916	24 d. 1917	24 d. 1918
Encaisse totale... (en millions)	4.514	5.431	5.379	5.597	5.795
Encaisse-or..... (en millions)	4.158	5.079	5.082	5.350	5.477

Comme le montre le tableau ci-dessus les versements du public ne se sont jamais arrêtés au cours de la guerre ; ils se sont élevés encore à 127 millions en 1918 et l'encaisse-or a été en progression constante. L'encaisse totale au contraire a diminué de 1915 à 1916 et sa progression est toujours restée inférieure à celle de l'or ; on voit ainsi que la banque se débarrasse des écus en mettant à profit le relèvement de la valeur du métal blanc ; ils sont même maintenant thésaurisés dans une certaine mesure

par le public. En 1918 la Banque ne possédait plus que pour 250 millions d'argent.

Il est naturel toutefois que de 1915 à 1916 notre encaisse n'ait pas progressé en raison étroite des versements du public, à cause des opérations rendues nécessaires pour l'amélioration de notre change et des sorties qu'elles entraînaient. Nous verrons en effet que ce n'est qu'au cours de cette dernière année que nous avons substitué le système des prêts d'or à celui des ventes à l'étranger. Le chiffre de l'encaisse-or, donné pour fin 1918 dans le tableau ci-dessus, comprend 1.956 millions prêtés à l'étranger en garantie de crédits. D'autre part jusqu'au 31 décembre 1916 la banque avait aliéné pour plus d'un milliard d'or qu'elle ne reverra jamais. On voit ainsi qu'elle a employé plus de 3 milliards à soutenir notre change ; les versements du public ont dépassé 2 milliards 300 millions !!!

L'avenir. La valeur de l'or. — Cette importante encaisse facilitera évidemment le retour à un régime normal le jour où l'État voudra bien rembourser la plus grosse partie de ses avances et permettre la reprise des paiements en espèces. Il n'est pas douteux qu'en attendant l'abolition du cours forcé la Banque gère d'une manière très patriotique son encaisse : là aussi il est invraisemblable de vouloir supposer qu'elle se conduise différemment en temps de paix qu'en temps de guerre et les conventions du nouveau privilège sont avec juste raison muettes à ce sujet.

Au cours des débats M. Jobert n'a pas été tout à fait de cet avis et a proposé un article additionnel d'après lequel, après la cessation des hostilités, un décret du Ministre des Finances, pris d'accord avec le Conseil Général, aurait déterminé dans quelles conditions et proportions les titulaires de reçus d'apport d'or pourraient obtenir le remboursement en espèces. M. Klotz démontra que les premiers versements, les plus méritoires, n'avaient pas donné lieu à la délivrance de certificats et que ce sont surtout les gros capitalistes qui ont demandé ces « certificats de civisme ». Le Ministre donna d'ailleurs l'assurance que le gouvernement veillerait après la guerre à la gestion de l'encaisse de la Banque et M. Jobert finit par retirer son article additionnel.

M. Bon avait déposé un amendement, repoussé par 349 voix contre 100, tendant à interdire à la Banque « toute transaction « commerciale, qui aurait pour effet de faire varier la valeur « libératoire des métaux précieux ». Dans un langage assez

diffus l'orateur avait exprimé la crainte que la valeur de notre unité monétaire fût changée par rapport à l'or et que l'encaisse variât ainsi de valeur. M. Landry lui a répondu avec juste raison que nous n'étions plus à l'époque des affaiblissements de monnaie de Philippe le Bel !!

Au cours de ce dernier débat, M. Barthe souleva d'ailleurs une question intéressante : celle de l'immuabilité de la valeur de l'or. Il prétendait que l'or enregistrerait une plus-value après la guerre, les mines n'en ayant fourni que 2.200 millions en 1917 contre 2.364 millions en 1916, par suite de la rareté de la main-d'œuvre. Mais les faits semblent maintenant lui avoir donné tort car l'or a subi une baisse sensible depuis l'armistice.

Il n'est pas sûr du reste que le pouvoir libératoire du métal soit toujours au moins égal à celui des billets. Au cours de la guerre il s'est produit en Suède un phénomène assez curieux. En 1916 le Riksdag a dispensé la Banque de Stockholm d'acheter l'or au prix du temps de paix. Ce même régime a été appliqué après accord à la Norvège et au Danemark. Fin décembre 1915 l'encaisse-or de la Banque de Suède atteignait 124 millions de couronnes et fin février 1916 elle était à 160 millions, soit 30 o/o d'augmentation ; si le mouvement avait continué il aurait favorisé l'inflation monétaire et la hausse des prix. L'encaisse a d'ailleurs continué de s'accroître, mais *les achats d'or ont eu lieu au-dessous du pair*.

Même phénomène en Espagne. La Banque d'émission n'a plus acheté en 1917 les monnaies anglaises qu'à 2,5 o/o et les monnaies américaines qu'à 8,5 o/o au dessous du pair. La Banque d'Espagne a du reste agi par pure spéculation, sans même invoquer des raisons monétaires comme celle de Suède ; une entente très étroite entre les Alliés eut sans doute mis ordre à cela.

Ainsi l'or lui-même a varié de valeur au cours de la guerre ; son pouvoir d'achat mondial a pu dépasser celui de certains billets nationaux, rester inférieur à celui de certains autres, mais sûrement il n'est pas resté égal à lui-même ! En Angleterre, où le « gold-point » a été maintenu, les prix ont augmenté de 200 o/o, aux Etats-Unis ils ont doublé.

Cette augmentation ne provient pas à coup sûr de la quantité d'or en circulation dans le monde entier qui est sensiblement restée constante..... Si du jour au lendemain, par une entente financière internationale, toutes les monnaies avaient la même valeur fixée de nouveau par rapport à l'or, si même une seule

monnaie devait exister dans le monde entier, il est vraisemblable que la hausse des prix serait peut-être égalisée entre les différents peuples, mais que dans son ensemble elle persisterait.

Ses causes mondiales sont multiples, et les analyser en détail serait sortir, à coup sûr, du cadre de cet ouvrage. Nous avons vu à propos des avances à l'Etat qu'elles ont été indiquées sommairement au Sénat ; nous avons même constaté que cette hausse est presque une soupape de sûreté pour les finances de bien des nations, et qu'il serait dangereux d'amener une baisse trop rapide par une action gouvernementale. Mais, à propos de l'or, nous devons montrer que sa valeur à lui aussi est variable suivant les pays considérés.

D'ailleurs, même si son pouvoir était demeuré absolu, l'encaisse de la Banque représenterait encore pour nous une situation enviable puisque, pour citer des chiffres officiels du gouvernement américain exprimés en dollars, elle s'élevait en 1917 à 1 milliard contre 1.660 millions aux Etats-Unis, 2.235 millions chez les nations alliées, 1.023 millions chez les neutres, et seulement 680 millions chez les Empires centraux. A ce point de vue là également notre situation d'après-guerre a été largement sauvegardée par la Banque, et on peut compter que son long privilège lui permettra d'en tirer parti au cours des années à venir.

CHAPITRE QUATRIÈME

Le Change

Pour n'avoir pas donné lieu à des débats aussi étendus que celle de l'escompte la question du change est néanmoins une de celles où le rôle de la Banque de France pendant la guerre s'est exercé de la manière la plus étendue et la plus complète, la plus efficace aussi.

Premiers mois de la guerre

Au cours de la semaine qui précéda l'ouverture des hostilités les transactions internationales furent à peu près suspendues ; les cours indiqués par la cote officielle étaient surtout nominaux et les quelques marchés réels qui eurent lieu se traitèrent à un taux qui était même plus favorable à la France que celui des jours précédents.

Les affaires reprirent dans les derniers jours d'août et en somme toutes les nations, qui avaient été aux prises avec les mêmes difficultés de règlement, se retrouvèrent sensiblement dans la même situation. De 1914 au milieu de 1915 le cours du change n'accusa pas à Paris de différences sensibles par rapport à celui du temps de paix. Nos importations diminuèrent encore plus que nos exportations, comme on peut le voir au tableau fourni un peu plus loin, notre portefeuille de valeurs étrangères

demeurait intact et nous nous trouvions par conséquent crédi-
teurs à peu près partout.

Les Etats-Unis se sentirent même à ce moment là dans une situation singulièrement défavorable. Ils étaient en temps de paix débiteurs de l'Europe pour quelques produits fabriqués et surtout pour de nombreux capitaux nécessaires à leur jeune et puissant développement économique ; leurs exportations de matières premières ne suffisaient pas à compenser cette balance du commerce défavorable et en juin 1914 le change sur New-York variait à Paris entre 514 et 515 alors que le pair était à 518,25. On estime qu'à cette époque les Etats-Unis nous devaient 5 milliards de francs environ et cela au moment même où la guerre allait momentanément tarir leurs exportations. Leurs dettes vis-à-vis de l'Angleterre étaient bien autrement considérables. Outre que la balance des transactions commerciales leur était défavorable, ils avaient à assurer le remboursement, à Londres principalement, d'un emprunt de 40 millions de francs ; à fin août la livre sterling valait à New-York 5 dol. contre 4,88 en temps normal. En septembre 1915, le Bureau de la Réserve Fédérale, qui était en pleine organisation d'un système d'émission nouveau, fut obligé de constituer une réserve de 500 millions de francs dont la presque totalité fut envoyée à Ottawa (Canada) au compte de la Banque d'Angleterre. Ce fut le fameux « gold point d'Ottawa » qui devait fournir la majeure partie des 105 millions de dollars-or exportés par les Etats-Unis du 1^{er} août au 1^{er} décembre 1914. Il est vrai que nos futurs alliés reçurent pendant le même temps 18 millions de dol. d'entrées, ce qui fait ressortir en fin de compte leurs pertes d'or à 87 millions de dollars pendant ces quatre mois.

Par suite de la durée de la guerre et de nos bassins d'achat à l'étranger cette situation si favorable à l'Angleterre et à la France n'allait pas tarder à se modifier. Il eût été cependant possible, avec de la prévoyance et de l'économie, de la maintenir beaucoup plus longtemps. Dans notre pays tout au moins, les premiers mois de la guerre furent marqués par une politique économique offrant quelques lacunes. On réduisit notre production et, par conséquent nos possibilités d'exportation, par une mobilisation un peu trop étendue puisque les dépôts regorgeaient d'hommes à peu près inutiles ; ces bras, qui n'étaient pas encore nécessaires aux renforts du front, eussent été bien plus utiles à l'agriculture et à l'industrie, à l'industrie surtout, car si les enfants et les vieillards purent maintenir chez

nous une production agricole appréciable, nul n'oublie la complète stagnation industrielle dont souffrit le pays au début de la guerre. On gaspilla aussi nos réserves matérielles de toutes sortes et d'aliments et de produits manufacturés.. Enfin les Alliés ne surent ni à ce moment là, ni au cours des premières années de la guerre se spécialiser dans les branches de la production où chacun d'eux aurait pu obtenir le meilleur rendement. Cette spécialisation peu recommandable en temps de paix au point de vue de l'intérêt national, aurait dû devenir une nécessité évidente au milieu d'un conflit généralisé. Cependant en 1914 et en 1915 les particuliers, prévoyant une guerre longue, surent restreindre leurs dépenses et, comme les profiteurs de la guerre étaient encore peu nombreux, on peut dire que le pays réalisa de ce chef des économies appréciables.

En août 1915 nos paiements aux États-Unis ne s'élevaient qu'à 14 millions. En avril 1915 ils étaient de 186 millions, en novembre 1916 de 280 millions. Du 2 août 1914 à fin juillet 1917 nous avons acheté aux États-Unis pour 6.301 millions, à l'Angleterre pour 3.778 millions de matériel de guerre. Les dépenses de l'État à l'étranger se sont élevées de 3 milliards en 1914-15 à 12 milliards en 1917. M. Landry dans son rapport évalue notre déficit commercial à 5 milliards et demi en 1915 et 13 milliards en 1916, chiffres supérieurs à ceux de l'Administration des Douanes.

Bref dès 1915 nos exportations restaient stationnaires tandis que nous faisons des achats énormes à l'étranger. Le tableau suivant donne une idée des fluctuations de notre balance commerciale :

	1914	1915	1916
Importations..	6.402 millions	11.035 millions	15.159 millions
Exportations..	4.868 d°	3.937 d°	5.115 d°
Balance com..	— 1.533 d°	— 7.098 d°	— 10.043 d°

Encore ces chiffres sont-ils au-dessous de la vérité car les statistiques des Douanes n'évaluent pas les marchandises à leur valeur réelle dans le temps ; elles ne tiennent pas suffisamment compte de la hausse constante des prix.

En 1914 la balance du commerce n'accuse qu'un déficit de 1533 millions, sensiblement égal à la normale. En effet si du 1^{er} août au 31 décembre 1914 les exportations ont accusé un déficit de 2.055 millions, les importations ont également diminué de 2.072 millions. C'est tout simplement le ralentissement des affaires qui est en cause.

Premières ventes d'or

Mais à partir de mars 1915 la situation change rapidement et dès juin de la même année les importations accusent pour la première fois une plus-value par rapport à la période correspondante de 1914. Et depuis lors on peut voir, par les chiffres déjà cités et dans le détail desquels nous n'entrons pas, que cette plus-value a atteint d'énormes proportions ; nos exportations, au contraire, tout en ayant augmenté depuis les premiers mois de la guerre, restent toujours en moins-value par rapport à celles du temps de paix.

Et ce ne fut pas tout... Les riches étrangers ne vinrent plus en France dépenser leurs revenus et notre portefeuille extérieur reçut de graves atteintes du fait du non-rendement des valeurs ennemies, du fait aussi de l'invasion d'une partie de notre territoire et de celle de la Belgique ou nombre de peu-patriotes capitalistes avaient placé des titres dans le but de les soustraire à l'application de l'impôt sur le revenu ; mauvais calcul du reste car l'ennemi mit ces valeurs sous séquestre et réussit à en négocier un certain nombre...

Aussi depuis 1915 nos changes accusent une dépression énorme et le tableau suivant comparé à celui de la balance commerciale montre la corrélation frappante qui existe entre ces deux phénomènes :

Changes à Paris	Octobre 1914	Juin 1915	Octobre 1915
Londres.....	25,15	27,12	27,53
Suisse.....	99	105	111,50
New-York.....	517,50	570,50	593
Espagne.....	470	518,50	554

On voit que ces chiffres, s'ils dénotaient une situation sérieuse devant appeler toute l'attention des pouvoirs publics, ne pouvaient néanmoins pas se comparer à l'effondrement des changes allemand et autrichien, que ne sut pas empêcher une organisation très sévère des ventes de devises dans ces deux pays. Mais il faut bien dire que sans les efforts des gouvernements alliés et de leurs grandes banques nationales de pareils résultats n'auraient pas pu être obtenus.

Dès les premiers mois de la guerre, alors que le change nous était favorable, la Banque de France acheta des devises sur

l'étranger et les mit plus tard à la disposition du marché. Elle obtint par la suite des crédits commerciaux privés, avec garantie de change occasionnant une forte perte pour elle, en Angleterre, aux Etats-Unis et dans des pays neutres où nous n'avons que peu de moyens de règlement. Les frais et les risques de couverture s'élevaient naturellement pour ces opérations bien au-delà des bénéfices, et néanmoins la Banque de France a effectué ainsi pour plus de 600 millions de ventes de devises.

En août 1915, la Banque, se mettant à la tête d'un groupe financier où entraient notamment le Comptoir d'Escompte et le Crédit Lyonnais, obtint de la maison Brown Brothers, de New-York, un crédit de 100 millions de francs par des tirages renouvelables ; un accord conclu par elle en 1917 avec la National City Bank nous procura également de larges disponibilités.

Il faut remarquer, du reste, que si la politique du laissez-faire réduit en temps normal les importations d'un pays où le change est déprécié, tandis qu'elle favorise ses exportations payées en monnaie étrangère, des nations en état de guerre, dont toutes les ressources sont mobilisées, dont les besoins pour l'entretien de grosses armées sont anormaux, se voient dans l'obligation de recourir à une intervention énergique de l'Etat et des Banques Nationales.

L'action de la Banque ne devait pas se limiter du reste à des achats de change ; elle aurait été trop limitée dans cette voie et c'est surtout par des envois d'or à l'étranger qu'elle enraya le déficit de notre balance commerciale. Cet or nous avons vu comment elle avait pu se le procurer ; tout le bénéfice résultant ensuite de ces envois à l'étranger revint à l'Etat et non à elle-même.

En mars et avril 1915, la Banque envoya ainsi à l'étranger 150 millions d'or et, en ce même mois d'avril, son encaisse qui jusque là s'était toujours accrue depuis le début de la guerre diminua pour la première fois de 84 millions.

Convention d'Avril 1915

Ce sacrifice n'enraya pas pour longtemps la chute de notre change et il devint évident qu'en présence d'une longue guerre une pareille politique eût amené en peu de temps la ruine de notre encaisse-or. C'est alors qu'intervint avec l'Angleterre la

convention d'avril 1915 par laquelle les Banques de France et de Russie s'engageaient à fournir de l'or à la Banque d'Angleterre de façon à permettre à celle-ci de procéder à des expéditions de métal à l'étranger et particulièrement aux États-Unis. Pour comprendre pareil arrangement il faut considérer qu'un pays « paie » en Angleterre non seulement les dettes contractées avec ce pays, mais aussi ce qu'il doit aux autres nations ». L'Angleterre la première sut en effet adapter ses instruments de crédit au commerce international moderne ; sa flotte de commerce s'élevait avant la guerre à 19.500.000 tonnes alors que toutes les autres nations ne possédaient pas plus de 24.500.000 tonnes. Elle faisait de ce fait la plus grosse partie des échanges commerciaux, recevait pour plus de deux milliards de frêt pendant que son commerce extérieur dépassait le chiffre énorme de 25 milliards ! Les banquiers anglais profitaient de cette situation exceptionnelle pour faire de Londres une sorte de « Clearing House international ». Une traite sur Londres, une L. S. valent de l'or dans le monde entier et c'est pour cette raison que le gouvernement anglais s'est particulièrement attaché à maintenir depuis le début de la guerre le « gold standard » ou, si l'on préfère, la parité de la L. S. avec l'or, le marché libre de l'or. Notons du reste que contre une circulation fiduciaire de 284 millions de L. S., la Banque d'Angleterre n'avait dans sa caisse que 86 millions de L. S. métal et que personne en Angleterre, obéissant à un mot d'ordre de discipline nationale et patriotique un peu forcé d'ailleurs par les consignes officieuses de la Banque d'Angleterre, n'a demandé pendant la guerre le remboursement des billets.

Dans ces conditions nous pouvions faire passer presque tous nos règlements aux Etats-Unis par Londres et il était beaucoup plus facile pour nous de soutenir le cours de la L. S. par rapport au dol. que d'améliorer directement notre change à New-York. Au lieu de convertir directement les francs en dollars il était à la fois plus pratique et plus avantageux de les convertir en livres qui seraient elles converties en dollars. D'ailleurs l'Angleterre n'a jamais subi comme nous de stagnation industrielle complète et sa balance commerciale avec les Etats-Unis a toujours été au cours de la guerre plus favorable que la nôtre ; de plus ses colonies fournissent près des 2/3 de la production du métal précieux du monde entier.

Bref, par l'accord d'avril 1915, l'Angleterre nous ouvrait un crédit de 1.500 millions pour faciliter nos paiements chez elle et

aux États-Unis, mais la Banque de France s'engageait d'autre part à fournir 500 millions d'or à la Banque d'Angleterre. D'ailleurs ces envois d'or furent échelonnés en petites fractions ; faits en bloc ils eussent pu améliorer d'un seul coup notre change, mais n'auraient porté au mal qu'un remède temporaire tout en favorisant la spéculation. Les gouvernements alliés préférèrent toujours adopter la politique de « l'inondation progressive » des États-Unis que celle des à-coups financiers dangereux.

Plusieurs accords du même genre furent conclus au cours de 1916 et néanmoins vers le 25 avril 1916 la L. S. était cotée à Paris 28,93. Dès lors la Banque de France, soucieuse de ne pas aliéner toute son encaisse, se contente de faire des prêts d'or à l'extérieur gageant des crédits obtenus par le gouvernement français. Le 2 juin de la même année, 69 millions de ces prêts figuraient pour la première fois à son bilan. Grâce à ces mesures, le change de Paris sur Londres fut amené de 28,15 en juillet 1916, à 27,47 en avril 1917. En mai 1916, le dollar est à 593, en juillet à 590, en juin 1917 à 576.

Du 1^{er} août 1914, au 31 décembre 1916 la Banque a aliéné 1.057 millions d'or, dont 900 en Angleterre et elle en a prêté 1.593 millions à la Banque d'Angleterre.

Aux États-Unis les entrées d'or d'août 1914 à avril 1917 se sont élevées à 1.100 millions de dollars, défalcation faite des sorties. Mais les entrées brutes avaient atteint pendant la même période 1.500 millions de dollars sur lesquels les envois de l'Angleterre ou de ses colonies représentent 80 o/o en 1915, 95 o/o en 1916, la presque totalité en 1917.

Sur ces 1.500 millions de dollars, 600 millions furent en somme directement ou indirectement fournis par la Banque de France. Au 31 décembre 1918, 1.955 millions de francs or avaient été prêtés à l'Angleterre. Un premier remboursement de crédits a permis d'en dégager 58 millions en janvier 1919. La Banque de France a en outre vendu à la Banque d'Angleterre 35 millions de L. S. or.

En regard de cet effort il est juste de signaler l'émission en octobre 1915 d'un emprunt franco-anglais aux États-Unis ; il s'éleva à 500 millions de dollars et vint singulièrement aider l'action des Banques nationales alliées.

Accord du 11 février 1916

Ce sont aussi les ventes de titres étrangers de notre portefeuille qui nous ont permis de soutenir la crise des changes. Le Stock-Exchange était fermé depuis septembre 1914 aux négociations de titres qui n'étaient pas matériellement restés en Angleterre, car aucun contrôle de leur identité n'était au premier abord possible.

L'accord du 11 février 1916, conclu entre les Ministres des Finances des deux nations et les gouverneurs des Banques d'Angleterre et de France, lève cette prohibition au profit de la Banque de France, à qui cependant ses clients doivent fournir la preuve que ces titres n'ont été ni propriété ennemie, ni même propriété étrangère depuis le 1^{er} août 1914. La Banque a exécuté depuis lors gratuitement de tels ordres de vente ; elle n'a prélevé ni frais de transports, ni frais d'assurance. C'était là une perte que seul son patriotisme a pu lui faire consentir, rien ne l'y obligeant dans ses conventions avec l'Etat.

Au 31 décembre 1916, la Banque avait mobilisé à elle seule pour plus de 125 millions de valeurs neutres destinées à soutenir notre change à l'étranger. On sait que l'Etat se servit surtout de ces valeurs pour gager des ouvertures de crédit aux Etats-Unis, en donnant satisfaction à la loi sur les Banques de Réserve Fédérale ; ces emprunts aux particuliers se basaient, du reste, sur la bonne volonté de ceux-ci ; nous n'avons jamais eu recours à la réquisition comme cela fut fait en Angleterre.

Bref, la Banque de France a grandement assuré le maintien de nos changes, soit par l'obtention de crédits contre exportations d'or, soit par ventes de valeurs alliées et neutres du portefeuille français, soit par disponibilités qui lui ont été cédées par le Gouvernement pour les besoins du commerce. Elle a livré au public pour 800 millions de devises en 1915, pour 3.500 millions en 1916, pour 6 milliards en 1917.

Il faut remarquer du reste que la Banque demandait aux particuliers une justification du change qu'elle leur accordait et qu'elle entrava ainsi la spéculation. Souvent un cours s'est établi en dehors de la cote officielle à un taux supérieur au sien. En août 1916, alors que le change de la Banque sur Londres était de 28,12 il s'établit en sous-main un autre cours qui alla jusqu'à 28,17. Au contraire, au moment où les Etats-Unis se rangèrent de notre côté, la spéculation agit en sens inverse et la L. S. fut

cotée le 10 avril 1917, 27,05 avant l'ouverture de la Bourse alors que le 5 avril, avant les vacances de Pâques, elle était à 27,47. La Banque se retira alors de la Bourse et les cours remontèrent de suite à 27,25. D'une manière générale on peut dire qu'en cette matière notre grand institut d'émission eut toujours raison des marchés clandestins et souvent peu patriotiques des « joueurs sur change ». Du reste, depuis lors, le transfert des capitaux à l'étranger est interdit et une loi du 1^{er} août 1917 ordonne l'institution d'un répertoire des opérations de change, obligatoire pour tous les intermédiaires.

L'ensemble des mesures que nous venons de voir, prises d'un commun accord par tous les Alliés et auxquelles la Banque a donné pour sa part un concours si puissant, peut s'exprimer par un chiffre qui résume en quelque sorte tous ceux que nous avons déjà fournis. Pendant toute l'année 1916, la l. s. fut cotée à New-York 4,76 dol., c'est-à-dire sensiblement au « gold-point ». Et pendant ce temps le mark perdait déjà en Amérique 28 o/o !!

Ce résultat nous récompensait de tous nos sacrifices si étendus fussent-ils. Il faut reconnaître du reste que nos futurs Alliés avaient au moment de leur entrée en guerre une situation économique particulièrement favorable vis à vis de la Vieille Europe. De 1912 à 1916 leur dette vis à vis d'elle avait diminué de 51 o/o. Leur commerce extérieur accuse les chiffres suivants en 1916 et 1917 :

	1916	1917
Importations.....	2.391 millions dollars	2.952 millions dollars
Exportations.....	5.480 d°	6.266 d°
Excédent exportation..	3.089 d°	3.274 d°

Pendant la même période ils avaient ouvert pour 1.340 millions de dollars de crédits, importé pour 500 millions de liv. s. d'or, rapatrié pour 1 milliard de dollars de valeurs américaines et un solde important restait encore à couvrir.

Les accords financiers de Londres en présence d'une balance commerciale aussi défavorable nous avaient permis de sauvegarder notre situation monétaire, de conserver et d'acquérir des sympathies morales et financières qui allaient entraîner dans la lutte notre dernier et notre plus puissant allié, celui dont les immenses ressources emporteraient la Victoire après avoir compensé la défection Russe.

Entrée en Guerre des Etats-Unis

Dès 1917 la situation des Alliés s'améliore. Au 31 décembre 1917 les Etats-Unis avaient consenti à la France 6.245 millions de francs de crédits et à l'Angleterre 10.105 millions ; leur excédent d'importation d'or ne s'élevait qu'à 116 millions de dollars contre 529 millions de dollars en 1916.

Pour la même année les sorties d'or de la Banque de France ne s'augmentent plus que de 450 millions (dont 2 millions 1/2 seulement du 28 juin au 31 décembre). Et ces sorties viennent pour la plupart des conventions antérieures conclues avec l'Angleterre.

Nous empruntons cette année là 805 millions de dollars à nos alliés d'Amérique et les Anglais 1.250 millions. Les troupes américaines débarquent en France et y apportent de l'argent : le gouvernement français assure le paiement de leur solde en compensation de ses achats aux Etats-Unis et on évite ainsi un important mouvement de fonds.

En juillet 1916 le dollar était à 590, en juin 1917 il est à 576, en décembre 1918 à 545. Le chèque sur Londres passe de 27,80 à 27,16. En décembre 1918 il vient même à 26 car, depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis, nous obtenions chez eux des ouvertures de crédit directes sans être obligés de passer par Londres. (Nous ne donnons pas les cours du milieu de 1918, malheureusement influencés à cette époque par des événements militaires favorables en apparence aux allemands). De même les statistiques relatives à l'aide financière américaine, au cours de la dernière année de guerre, si elles ne sont pas encore arrêtées, n'en offriront pas moins des chiffres plus éloquentes que ceux de 1917, qui cependant peuvent montrer à eux seuls combien l'intervention des Etats-Unis a été décisive pour les finances des alliés comme elle l'a été pour leurs opérations militaires.

En mai 1917 le poste « or à l'étranger » du bilan de la Banque était sensiblement le même qu'au 31 décembre 1918 : 1946 millions contre 1955. Le développement de notre circulation fiduciaire aurait été bien plus inquiétant encore s'il nous avait fallu continuer nos exportations de métal jaune.

Alors que l'Amérique n'était pas encore de notre côté la Banque de France a soutenu le poids de nos relations commerciales avec elle ; on peut dire là aussi que son crédit personnel s'est

juxtaposé au crédit de l'État et a été un précieux auxiliaire pour le Gouvernement.

Pertes au change de la Banque

Pour ce genre d'opérations la Banque n'a réalisé aucun bénéfice, comme on serait tenté de le supposer à premier abord. Et cependant si M. Barthe s'est contenté de poser la question, M. Labroue la résout lui très vivement en accusant notre institut d'émission de faire là aussi des bénéfices scandaleux !! Il en parle à plusieurs reprises à la tribune de la Chambre et force le *Journal des Débats* à insérer une longue lettre de lui, datée du 19 juin 1918. A son avis la Banque aurait effectué des paiements à l'étranger avec l'or qui lui aurait été apporté par les particuliers, en gardant pour elle tout le bénéfice du change ; la prime ainsi acquise se serait élevée en mai 1918 par exemple à 40 o/o pour les échanges avec la Suisse !! Remarquons d'ailleurs que M. Labroue ne craint pas de dire par la même occasion que le billet de banque a perdu une partie de sa valeur libératoire, ce qui est faux ; la dépréciation du change n'est pas due seulement à notre énorme circulation fiduciaire, mais surtout à la balance du commerce défavorable. Fin 1918 cette circulation est supérieure à celle de 1916 et cependant nos changes se trouvent très améliorés par suite de la cessation des hostilités. C'est un fait incontestable que l'or est la commune mesure des valeurs et c'est grâce à cette qualité qu'on peut en l'exportant améliorer le change extérieur. Mais on ne peut pas conclure de cela que les cours du change enregistrent nettement la dépréciation d'une monnaie fiduciaire à l'intérieur d'un pays ; bien d'autres facteurs influencent cette dépréciation. La valeur du reste a baissé dans le monde entier puisque la hausse des prix a été générale. . .

M. Labroue se trompait donc en accusant la Banque de faire de pareils bénéfices. Ils reviennent au contraire à l'État ou aux particuliers, comme on va le voir.

Du 1^{er} août 1914 au 22 décembre 1917 la Banque a acheté 11.749 millions de change et en a vendu pour 10.693 millions. La différence représentait à cette dernière date le coût net des sommes que la Banque possédait alors sur les places étrangères, principalement en Angleterre, aux Etats-Unis et en Russie ; si l'on tient compte de la garantie fournie par l'État pour les opé-

rations effectuées en Russie, cette valeur se chiffrait au cours du change du 22 décembre 1917 à 802.848.000 francs au lieu de 786.000.000 portés au bilan, d'où un bénéfice éventuel de plus de 16 millions. Mais ce n'est là qu'une apparence, car on peut montrer que dans les trois façons dont elle est intervenue sur le cours du change la Banque a perdu et non gagné :

1° Elle a envoyé des espèces ou elle a acheté directement des créances à l'étranger. Les disponibilités que la Banque a ainsi données au commerce lui ont été accordées suivant ses besoins et au cours du jour.

2° Elle a négocié des disponibilités que le Trésor s'est créé ensuite et qu'il a mises à la disposition des particuliers par l'intermédiaire de la Banque. Dans ce cas, la Banque a toujours *versé au Trésor le montant intégral du prix de vente*. Elle n'a été qu'un mandataire désintéressé, et cela réduit à néant les accusations de M. Labroue, puisque l'énorme majorité des exportations d'or de la Banque a été faite par accords internationaux avec l'intervention du Gouvernement. La Banque aurait du reste voulu agir seule qu'elle ne l'aurait pas pu, à cause du décret interdisant aux particuliers l'exportation de l'or, décret qu'elle a, du reste, provoqué elle-même, comme nous le voyons par ailleurs.

3° La Banque a acheté des crédits obtenus à l'étranger par des maisons françaises et elle a ensuite vendu ces disponibilités. Mais pour ces opérations la Banque a dû supporter les différences d'intérêt pendant la durée des crédits et effectuer le remboursement à l'échéance en réalisant presque toujours une perte au change. Le montant du prix d'achat s'élevait au 22 décembre 1917 à 588 millions. Mais si on avait alors liquidé les différences d'intérêt et le prix de la couverture on aurait obtenu un total de 611 millions. La différence de 23 millions était une perte pour la Banque, à régler au moment du remboursement.

Rapprochons cette perte nette de 23 millions du bénéfice constaté plus haut de 16 millions et nous verrons que la Banque dans ses opérations de change, loin d'avoir gagné, comme l'a prétendu M. Labroue, avait perdu dès 1918 plus de 6 millions de ce chef ; sans revenir sur cette question, nous ferons état de ce chiffre lors de l'examen des bénéfices.

Situation d'Après-Guerre

Aussi, au cours du Débat sur le Renouveau du Privilège,

les autres adversaires de la Banque, quelque parti pris qu'ils aient eu contre elle, n'ont pu cependant ni la critiquer, ni l'attaquer sérieusement sur cette question du change. M. Barthe, dans la séance du 28 mai, se plaint que notre change en Suisse soit devenu de plus en plus défavorable à cause de l'augmentation de la circulaire fiduciaire qui eut lieu précisément à cette époque. Mais cet accroissement répondait aux besoins de l'État et ne résultait point de l'initiative de la Banque et d'ailleurs la baisse du change résultait aussi de notre situation militaire.

M. Thomas également, n'a pas pu attaquer la politique de la Banque au point de vue du change. Dans la séance du 2 juillet il se plaint que le privilège, conclu pour une trop longue durée, ne permette pas, là non plus, à l'État d'intervenir ensuite d'une manière efficace. « Qu'il s'agisse de remboursement, qu'il s'agisse d'intérêts, s'écrie-t-il, cela va peser encore demain sur le marché du change... et le privilège n'apporte rien ». L'orateur a sans doute oublié que les conventions de 1897 et de 1911 n'apportaient rien, elles non plus, et que la Banque a cependant rendu à notre commerce extérieur, au cours de la guerre, des services si prodigieux et si inespérés, qu'ils trouvent même grâce devant la sévérité socialiste. Comment donc douter qu'elle saura adopter aux circonstances très ardues certes, mais moins pénibles tout de même, du retour à l'état de paix ? Son propre intérêt l'incitera à rétablir la situation de notre change d'avant-guerre et nulle loi, nul décret ne sauraient prévoir les circonstances en face desquelles elle se trouvera, les mesures opportunes qu'elle aura à prendre d'accord avec le Gouvernement...

Dans une autre séance, celle du 11 juillet, le même orateur, comme s'il regrettait d'avoir été parfois impartial, prétend que c'est l'État lui-même « qui a dû faire toutes les opérations d'emprunt à l'étranger, toutes les recherches de crédit »...

Nous avons vu au contraire que la Banque a obtenu par elle-même 600 millions de devises, comme l'a fait remarquer M. Du Bois, et qu'ensuite son crédit est sans cesse venu, là comme ailleurs, renforcer celui de l'État... Un gouvernement neutre, comme l'a indiqué M. Klotz, a subordonné en 1918 l'ouverture d'un crédit au gouvernement français à la constitution comme collatéral de la Banque de France, qui devait ouvrir, à titre de réciprocité, un compte créditeur à sa banque nationale.

La meilleure garantie que puisse avoir notre change extérieur c'est d'abord la stabilité absolue du crédit de la Banque et de son billet, garantie par un long privilège. Et quant au retour

à l'état d'avant-guerre, il ne sera possible que grâce à une politique de surproduction, entraînant des exportations en masse et le rétablissement d'une balance commerciale favorable à la France. Il est lié à notre prospérité économique elle-même. Malheureusement les incertitudes de la politique extérieure jointes à une situation financière embarrassante ont contribué à faire retomber notre change à la fin du premier trimestre 1919 à 27,70 sur Londres et 590 sur New-York. Ce résultat est également dû pour beaucoup à la suppression des crédits qui jusqu'ici nous étaient ouverts par les Anglais et les Américains et qu nous ont été supprimés même avant que la livraison des commandes de fournitures militaires ait été complètement achevée.

Au 31 octobre 1918 notre dette extérieure, d'après les chiffres du Ministre des Finances, s'élevait à 27 milliards. La part due aux neutres est équilibrée par les 1.200 millions de titres d'abord prêtés au Trésor et finalement acquis par lui. Le reste est dû pour moitié à l'Angleterre et aux États-Unis et compensé pour 10 milliards par des prêts d'or et par des ventes de matériel. En 1918 un puissant effort a été fait pour limiter nos dépenses à l'Étranger et, pour les dix premiers mois de cette année-là, elles n'ont été que de six milliards et demi contre 12 milliards pendant toute l'année 1917, il est vrai.

Mais cette dette de 15 à 16 milliards n'est pas au-dessous des facultés du pays. « Il faudra, dit au Sénat le Ministre des Finances, veiller sur les exportations de capitaux, savoir acheter hardiment les matières premières épuisées, mais proscrire les importations superflues, enrayer la hausse des prix pour pouvoir produire à bon compte, rejeter toute consommation non indispensable pour avoir un surplus de production à exporter »

L'honorable M. Klotz avait ainsi, le 19 décembre, tracé au Sénat notre politique économique d'après-guerre. Il est vu cependant par ailleurs qu'une certaine hausse des prix, un peu généralisée au monde entier n'est pas, à proprement parler, un facteur nuisible à l'activité économique et que d'ailleurs c'est à l'Etat de la ramener dans certaines limites en remboursant la Banque de ses avances. On sait aussi que la perte au change est dans quelque mesure un encouragement pour les exportateurs. Dans un autre chapitre, on verra le concours que la Banque peut prêter à l'exportation proprement dite et surtout à une Banque d'exportation. Mais, sans entrer encore dans cette question, on peut être convaincu qu'elle a fait pendant la guerre tout ce qu'il

était humainement possible de faire pour stabiliser notre change, qu'elle a non seulement secondé, mais toujours devancé l'action de l'Etat. Lui imposer des obligations précises dans ce genre d'opérations, lors du renouvellement du privilège, aurait été nuisible parce qu'une telle activité doit avoir une souplesse s'adaptant aux circonstances. Cela eût été, en outre, parfaitement inutile, puisque la politique de la Banque sur cette question, menée en dehors de toute convention et de toute entrave, n'a pas donné prise à la moindre critique, même de la part de ses adversaires les plus acharnés.

CHAPITRE CINQUIÈME

L'Escompte

Escompte commercial avant la guerre Les Sociétés de Caution Mutuelle. Le papier déplacé

L'escompte est le premier rôle qui a été assigné à la Banque de France, la principale opération commerciale à laquelle elle se livre encore. L'article 9 de ses statuts, qui mentionne limitativement les opérations dans lesquelles doit rester son activité, porte en premier lieu l'escompte ; l'organisation du Conseil Général, l'administration des succursales, qui sont étudiés par ailleurs, reflètent aussi le souci principal d'assurer une juste répartition des escomptes.

Les règles fondamentales qui président à cette opération sont également fournies par les statuts. Comme en 1808 la Banque continue à n'accepter que les effets à 90 jours au plus, revêtus des signatures de trois personnes notoirement solvables ; la troisième signature seule peut être remplacée par un dépôt de titres de l'Etat et, depuis le 13 janvier 1869, de toutes les valeurs sur lesquelles la Banque est autorisée à faire des avances.

Mais cette règle générale a été rendue assez simple, soit par des mesures législatives ou gouvernementales, soit par une large interprétation de ses statuts par la Banque elle-même.

D'autre part le nombre des succursales et des villes rattachées a été augmenté, la loi de 1897 relative au renouvellement du privilège, admet au bénéfice de l'escompte les syndicats agrico-

les et celle de 1911 le papier sur les colonies et l'étranger que la Banque fait encaisser par ses correspondants.

La Banque a appliqué les lois des 18 juillet 1898 et 30 avril 1906 relatives aux warrants, ainsi que celle de 1913 relative aux warrants-hoteliars, qui dispensent ces effets d'une des signatures exigées par les statuts des établissements de crédit.

De sa propre initiative elle a augmenté les places bancables au-delà des obligations qui lui étaient imposées, a admis à l'escompte les effets stipulés « sans frais » ne s'élevant pas à des sommes trop importantes, et a créé des comptes-mixtes pouvant alimenter à la fois des avances et des garanties d'escompte.

Enfin et surtout elle accueille d'une manière générale le papier non encore accepté lorsque le tiré ne réside pas dans la même ville que le tireur, en comptant pour une signature l'acceptation présumée. Et sur les deux autres signatures l'une est souvent remplacée par un dépôt de titres ou, pour les warrants, par un dépôt de marchandises, parfois même par un aval séparé d'une caution donnée pour toute une série d'opérations.

Le nouveau privilège n'impose à ce sujet à la Banque qu'une obligation nouvelle. L'article 1^{er} de la convention du 26 octobre 1917 porte que « le bénéfice des opérations d'escompte, prévu « par les statuts de la Banque, est étendu aux sociétés de caution mutuelle du petit et du moyen commerce, de la petite et « de la moyenne industrie ». Les industriels et les commerçants pourront ainsi à l'avenir, grâce aux sociétés de secours mutuels, se passer « d'acheter à grands frais la troisième signature qui « leur est nécessaire ». M. Bedouce regrette que cette disposition n'ait pas été prise plus tôt et prétend que l'article 15 des statuts de la Banque prescrivant « qu'il sera pris des mesures « pour que les avantages résultant de l'établissement de la Banque « que se fassent sentir au petit commerce de Paris et que l'escompte sur deux signatures, avec garantie additionnelle, qui « se fait par un intermédiaire quelconque de la Banque, n'ait « lieu qu'au même taux que celui de la Banque elle-même » est resté lettre-morte de 1808 à 1918.

Mais, si cette critique est dans l'ensemble assez juste, elle porte à faux. Dès 1911 la Banque avait mis 25 millions à la disposition de tout organisme devant faciliter le crédit au commerce et à la petite industrie ; si la loi favorisant cet organisme n'a été votée qu'en 1917 c'est seulement l'État, il est à présumer, qui est responsable de ce retard.

Dès le vote de la loi, en mars 1917, et sans attendre la con

vention, la Banque a admis les sociétés de caution mutuelle à l'escompte. Elles peuvent être constituées entre commerçants, industriels et fabricants, ont pour objet exclusif l'aval et l'endos des effets de commerce souscrits ou endossés par leurs membres. Leur capital est formé de parts nominatives de 50 francs au moins dont 1/4 au minimum doit être versé. Les conditions de publicité sont simplifiées pour ces sociétés ; elles ne paient ni la patente, ni l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

C'est là une création excellente et on doit regretter que la mutualité ait été si peu comprise et adoptée en France au cours du siècle dernier. Malgré l'individualisme qui régnait dans tous les commerces, la Banque a encouragé les affaires dans toute la mesure du possible, grâce à toutes les atténuations qu'elle a apportées à ses règles tutélaires sur l'escompte et que nous venons d'examiner.

D'ailleurs, à l'époque où elle concluait la convention du 26 octobre 1917, la Banque s'engageait, quelques jours plus tard, par lettre officielle, à accepter plus de papier déplacé. Son Gouverneur reconnaît « l'intérêt que présente, pour le développement « du crédit agricole et de l'activité économique de nos campa-
« gnes, de plus grandes facilités accordées à la négociation des
« effets déplacés. La Banque est disposée à les admettre à l'es-
« compte en se réservant, comme il convient, le choix des voies
« et moyens pour en assurer le recouvrement ».

Ceci constituait une réponse à une lettre du Ministre des Finances, faisant remarquer avec juste raison que le papier rural offrait généralement de grandes garanties de solvabilité et qu'il était regrettable qu'il ne fût pas normalement admis dans le portefeuille de la Banque. La multiplication du nombre des comptoirs ne permettant pas à elle seule son encaissement, l'assurance ainsi donnée oblige désormais la Banque à s'arranger par tous les moyens possibles pour en assurer le recouvrement. Bien entendu cette disposition ne pouvait pas être inscrite en termes très précis dans la convention elle-même car aucune règle déterminée ne peut régir cette opération. Parfois il faut présenter ce papier avant l'échéance et prélever des commissions assez fortes, résultant de difficultés d'encaissement. Mais la Banque respectera ses engagements, même s'ils ne sont sanctionnés que par sa seule parole.

Les affaires d'escompte ont accusé une progression presque constante de 1897 à 1914 et on l'a condensée dans le tableau suivant :

Années	Valeur effets (millions)	Taux moyen	Portefeuille (Escompte et Avances)	Produits	
				Bruts (millions de fr.)	Nets
1897.....	10.364	2 o/o	1.088 millions	29.155	14.624
1907.....	15.769	3.45 o/o	1.704 —	66.747	47.025
1911.....	16.648	3.14 o/o	1.843 —	66.607	43.415
1912.....	19.168	3,37 o/o	2.018 —	80.101	54.593
1913.....	20.006	4 o/o	2.374 —	105.392	78.337

Nota. — Le produit net est obtenu en déduisant du produit brut les dépenses d'administration proprement dites, sans tenir compte des amortissements, redevances, impôts..., etc.

Il faut ajouter aux produits nets les revenus généraux de la Banque, tels que les titres de rente.

En seize ans, pendant la même période, le nombre des comptes d'escompte est passé de 3.388 à 21.426. La valeur moyenne des effets s'est abaissée de 705 à 665 fr. et la proportion des effets inférieurs à 100 fr. de 33 à 50 o/o, ce qui montre bien que la Banque a effectué des opérations de plus en plus étendues avec le petit commerce. Un tiers du portefeuille avait été escompté directement en 1913, et l'on ne peut pas dire que ses petits clients ne se servent de la Banque que comme instrument d'encaissement car, de 1897 à 1913 également, l'échéance moyenne est passée de 27 jours à 30 jours.

D'ailleurs il faut bien se rendre compte que, tout en rendant son aide accessible à tous, la Banque doit aussi rester la Banque des Banquiers et régulariser, dans une certaine mesure, le mouvement des affaires en agissant sur le taux de l'escompte. Un établissement, même très important, ne peut juger à lui seul tous les crédits. Les banquiers doivent examiner la valeur d'une partie au moins du papier escompté ; ils jouent un rôle d'auxiliaire analogue à celui des organismes de syndicats et de sociétés de caution mutuelle que le gouvernement s'efforce de développer. La Banque possède même avec l'escompte un moyen d'agir sur la Banque privée et elle a su manier cette arme d'une manière très prudente, comme on peut le voir dans le tableau précédent. En période de crise, comme en 1907-08, elle n'élève pas outre mesure le taux de l'escompte. De 1898 à 1913, le taux maximum de la Banque de France a été de 4,5 o/o, alors que ceux des Banques d'Angleterre et d'Allemagne s'élevèrent respectivement à 7 et 7,5 o/o. Pendant la même période, les chiffres des taux moyens pour ces mêmes établissements furent respectivement de 3 o/o, 3,69 o/o et 4,59 o/o.

Si le taux d'escompte de la Banque fut le plus modéré en

Europe, il fut aussi le plus stable. Pendant les 16 années que nous avons déjà envisagées, il n'enregistre que 14 variations en France contre 79 en Angleterre et 62 en Allemagne.

On a pu, il est vrai, critiquer la règle tutélaire des 90 jours ; mais c'est là le délai normal dans lequel s'effectuent en France presque toutes les opérations commerciales. Pour les exportations, pour le crédit agricole, dans certains cas spéciaux et intéressants, nous verrons d'ailleurs que rien n'interdit à la Banque de renouveler ses escomptes.

On a pensé aussi que la Banque aurait pu se servir de l'escompte pour contrôler les opérations des établissements de crédit ; mais nous verrons que c'est là surtout le rôle du gouvernement et que celui de la Banque était simplement d'assurer l'escompte aussi étendu et aussi bon marché que possible au commerce. Elle n'y a point failli ; elle a tenu son rôle de Banque d'émission et d'escompte et elle n'avait pas à tenir celui de Banque d'affaires.

Moratorium des Effets en Banque

Dans ces conditions la Banque se trouvait être l'établissement sur lequel allait s'appuyer le crédit de tous les autres en cas de crise générale, comme en juillet 1914.

Une mobilisation très étendue, un bouleversement complet de bien des affaires et l'arrêt total d'un certain nombre d'entre elles décidèrent à cette époque le gouvernement à décréter le 31 juillet 1914 le moratorium des effets de commerce créés avant le 1^{er} août.

Mais la Banque ne cessa pas l'escompte des effets pouvant être prorogés et fut ainsi le réservoir où vinrent s'accumuler toutes les pertes commerciales que le pays avait à subir.

Le 25 juillet 1914 son portefeuille s'élevait à 1.554 millions, le 30 juillet il était à 2.444 millions, le 1^{er} août il dépassait 3 et le 4 août 4 milliards. Le 14 octobre il était de 4 milliards et demi !

Entre le 27 juillet et le 1^{er} août seulement la Banque avait augmenté son portefeuille de 1.458 millions et ce n'est que le 30 juillet qu'elle éleva le taux de l'escompte de 3 1/2 à 4 1/2 o/o. Elle escompta alors sans limitation d'aucune sorte. Or au Crédit Lyonnais, au Comptoir d'Escompte, à la Société Générale et au Crédit Industriel et Commercial le chiffre total des exigibilités,

dépôts, bons à vue et comptes courants créditeurs s'élevait, défalcation faite des encaisses, à 4.837 millions. Mais il est juste d'en déduire 1.841 millions de comptes courants débiteurs ce qui réduit le passif à 2.996 millions ; les escomptes de la Banque allaient en couvrir 1.458 millions, soit 49 o/o. Comme tous les clients de ces sociétés de crédit n'auraient pas demandé le remboursement des dépôts ou des comptes courants créditeurs, il eut été certainement possible, grâce à la Banque de France, de ne pas joindre le moratorium des dépôts en Banque à celui des effets de commerce, si, comme nous le verrons plus tard, la Société Générale n'avait pas été dans une situation particulièrement pénible. On eut ainsi évité la grave crise de confiance qui sévit ensuite dans le public et retarda la reprise des affaires.

Ce n'est qu'à partir de la mobilisation que la Banque restreignit les facultés d'escompte. Elle ne réescompta plus que proportionnellement à la quantité exigible des dépôts en Banque et éleva son taux à 6 o/o, alors qu'à Londres il montait à 10 o/o. Et néanmoins le portefeuille continua à s'enfler comme nous l'avons vu.

Le 13 août le bilan de la Banque accusa pour la première fois 364 millions d'effets prorogés ; ce poste s'éleva à plus de deux milliards en septembre et atteignit son maximum le 24 décembre avec 3.477 millions. A partir de ce moment il accusa au contraire une amélioration assez rapide. Au 24 juin 1915 il est de 2.273 millions et au 24 décembre de 1.838 millions, ce qui constitue par rapport à l'année précédente une diminution de 1.640 millions. Au 24 décembre 1916 il s'abaisse à 1.340 millions et à la même époque en 1917 à 1.140 millions ; à fin 1918 il est aux environs d'un milliard. Si la diminution devient plus faible c'est parce que tous les effets restant en souffrance représentent à l'heure actuelle des créances sur les pays qui furent envahis par l'ennemi.

Nul ne peut affirmer en définitive la perte que la Banque aura à supporter sur ce solde. Les commerçants français tiennent à faire honneur à leur signature et beaucoup se libèreront de leurs dettes dès qu'ils seront rentrés au foyer. D'ailleurs presque tous les effets prorogés portent la signature d'une banque responsable. Pendant la guerre de 70 le portefeuille moratorisé était de 868 millions et les pertes totales n'ont été que de 8 millions. Mais aujourd'hui la masse quatre fois plus forte des effets prorogés, la durée de la guerre et l'étendue de ses dévastations font prévoir une perte bien plus grande.

Toutes les pertes en capital seront d'ailleurs supportées par le compte spécial de réserve, institué par l'article 5 de la Convention du 21 septembre 1914 et qui sera alimenté, comme nous le voyons ailleurs, par d'importantes ressources prélevées sur les bénéfices de guerre de la Banque et dont le forfait de 200 millions pour la période s'écoulant du 1^{er} août 1914 à fin décembre 1917 constitue le premier versement. Ce compte, dit l'article 3 de la Convention du 26 octobre 1917, sera débité du montant en principal des effets moratoriés au fur et à mesure que la Banque, après la cessation du moratorium, entrera ces effets en souffrance. La Banque continuera à gérer le portefeuille des effets en souffrance et portera au crédit du compte le montant en principal des rentrées successives qu'elle obtiendra ensuite. On voit que notre institut d'émission sera appelé, il est vrai, à perdre en définitive les intérêts des effets impayés qu'il n'arrivera pas en fin de compte à recouvrer. Ces intérêts ont été accumulés pendant plusieurs années au taux de 5 o/o et sont assez considérables. Mais ce n'est là, comme le fait remarquer M. Milliès-Lacroix, « qu'un manque à gagner dont on ne peut pas tenir « un grand compte puisque la Banque a été dispensée de rembourser ses billets par le cours forcé ». Cette observation est fort juste, mais il n'en reste pas moins vrai qu'elle constitue une diminution des bénéfices éventuels d'après-guerre.

Il serait intéressant de savoir l'amortissement que la Banque aurait dû prévoir pour son portefeuille prorogé si les risques en principal étaient réellement restés à sa charge. Si la loi et la jurisprudence de la Commission supérieure avaient été appliquées à la Banque elles l'auraient dispensée de toute contribution au nouvel impôt des bénéfices de guerre puisqu'on admet la défalcation de l'amortissement de 100 o/o des créances prorogées sur l'étranger et sur les pays envahis et de 65 o/o des autres. Mais, sans aller aussi loin, l'Administration des Finances, en tenant compte de toutes les circonstances favorables à la Banque avait prévu un amortissement de 5 o/o pour les dix-sept premiers mois, de 10 o/o pour l'année suivante, de 25 o/o pour 1917.

Or, en appliquant ces taux très raisonnables, dont il a été parlé à la Chambre et au Sénat et qui ont été défendus à la tribune de la Chambre par MM. Landry et Stern, pour la période août 1914-31 décembre 1915, 5 o/o sur 1.838 millions donnent 90 millions de francs qui viennent en regard d'un bénéfice total de 92 millions seulement. Pour 1916 10 o/o sur 1.340 millions don-

nent 134 millions moins 90 millions de l'année précédente, soit 44 millions à retrancher des 106 millions de bénéfices.

En 1917, la proportion de 20 o/o donne 227 millions qui sont ramenés à 93 millions en tenant compte des amortissements déjà prévus.

Il est vu par ailleurs les amortissements minima prévus pour la dépréciation des titres sur lesquels des avances avaient été consenties ; il est montré aussi que le versement forfaitaire de 200 millions (180 millions si on déduit les redevances pour l'es-compte des bons du Trésor à des gouvernements étrangers) est supérieur à ce que la Banque aurait eu à payer si elle avait été soumise, non pas au droit commun, mais à un régime que l'administration des finances avait un instant songé à lui appliquer. Mais nous pouvons d'ores et déjà constater que la Banque, au 1^{er} janvier 1918, devait prévoir au minimum *227 millions de réserve pour le seul amortissement de ses effets prorogés.*

Or ce même portefeuille lui avait donné comme intérêts, d'ailleurs considérés comme produits anormaux et exempts de redevances, 4 millions en 1914, 42 millions et demi en 1915, 42 millions également en 1916, 24 millions en 1917.

Elle n'avait touché que 113 millions en regard de l'amortissement à prévoir et on ne peut donc pas prétendre que ses opérations sur le portefeuille moratorisé devaient être fructueuses pour elle si la caisse d'amortissement, alimentée par les versements de l'Etat, n'était pas intervenue dans la question.

La Banque n'avait pas du reste prévu de réserve spéciale pour les effets prorogés et MM. Barthe et Auriol le lui ont longuement reproché en prétendant qu'en tout état de cause elle aurait mis ses pertes à la charge de l'État. Or dans la seule année 1917 la Banque avait fait une provision de 90 millions pour risques en cours, de 20 millions pour effets en souffrance et de 105 millions pour un compte d'attente en vue de la contribution des bénéfices de guerre. Depuis le début des hostilités, sans compter les réserves et amortissements pour la baisse des valeurs de son portefeuille, elle avait constitué, dès fin juin 1917, pour plus de 250 millions de réserves disponibles, portant pour ordre des affectations à des risques divers, mais pouvant d'une manière générale être employées à compenser toute perte éventuelle. Même si le privilège n'avait pas été renouvelé, la Banque aurait été largement en mesure de faire face aux obligations qui lui incombaient du chef du portefeuille moratorisé.

Bien entendu les 113 millions d'intérêts perçus sur le porte-

feuille moratorié, s'ils ne donnèrent lieu à aucune redevance, entrèrent dans le calcul des bénéfices de guerre liquidés par la Convention jusqu'au 1^{er} janvier 1918. La Chambre discuta cependant le 21 juillet un amendement de M. Barthe qui voulait astreindre la Banque à payer également la redevance sur cette somme. Cela aurait été illogique ; ou bien ces intérêts étaient des bénéfices exceptionnels et entraient dans le forfait de 200 millions, ou bien ils étaient des bénéfices commerciaux et donnaient lieu à redevance ; du moment que le premier point de vue avait été adopté, on ne pouvait pas prendre en considération le second et frapper la Banque de deux côtés en même temps. La Chambre repoussa l'amendement par 358 voix contre 151.

Il faut remarquer du reste qu'il aurait été plus juste de faire payer à la Banque la redevance sur le portefeuille moratorié et de réduire d'autant le forfait qu'elle aurait eu à verser, puisque à partir du 1^{er} janvier 1918 on fait entrer le montant des intérêts perçus sur le portefeuille prorogé dans le calcul de la redevance. Auparavant c'était là un bénéfice de guerre et depuis le nouveau privilège c'est devenu un bénéfice commercial !

Un autre amendement de M. Barthe fut également repoussé le 23 juillet par la Chambre. Il proposait de passer au compte d'amortissement toutes les entrées en *capital et en intérêts* des effets prorogés. Les opérations sur le portefeuille prorogé auraient continué ainsi à être considérées dans toutes leurs parties comme risques de guerre et comme bénéfices de guerre, puisque ce point de vue avait été adopté pour le forfait. Seulement bien entendu il aurait fallu d'abord décharger la Banque des pertes éventuelles en intérêts et la dispenser aussi pour l'avenir de payer toute redevance sur les intérêts perçus par elle puisqu'elle les aurait versés en entier au compte d'amortissement. Cela d'ailleurs aurait nécessité aussi la réduction des charges très lourdes qui sont imposées d'autre côté à la Banque, puisqu'on lui aurait prescrit ainsi une certaine diminution de bénéfices ; on ne pouvait par exemple lui imposer un abandon total d'intérêts pour le portefeuille prorogé alors qu'elle conserve un intérêt, très faible il est vrai, pour les avances à l'Etat.

Ce système, assez logique en lui-même, nécessitait d'autres remaniements dans la convention et M. Barthe avait oublié de les prévoir... Aussi M. Landry put lui faire remarquer avec juste raison que cette charte permettrait à la Banque de recevoir principal et intérêts pour les effets recouvrés à échéance alors

qu'elle serait privée des intérêts pour les effets payés avec retard !

Bref le mécanisme destiné à la liquidation du moratorium des effets de commerce est un peu hybride puisqu'il ne classe les opérations sur portefeuille prorogé ni dans la catégorie des opérations normales ni dans celles donnant lieu à des bénéfices de guerre. Mais il offre l'avantage d'amener une juste liquidation de ces opérations.

Escompte pendant la Guerre

Si dès le début de la guerre le portefeuille de la Banque allait s'enfler de la somme des effets prorogés, il devait bientôt diminuer dans une certaine mesure par suite de l'arrêt prolongé des affaires. Et cependant pour favoriser leur reprise elle ramenait dès le 20 août 1914 de 6 à 5 o/o le taux de l'escompte et depuis lors il est demeuré à ce chiffre. Le 24 novembre 1914 le Gouverneur adressait un pressant appel aux directeurs, leur rappelant que le papier commercial, non soumis aux prorogations d'échéance, est un papier normal et qu'ils doivent reprendre toutes leurs opérations habituelles ; il lève l'obligation de l'acceptation préalable, qui jusque-là avait été exigée. Et cependant le portefeuille non moratorié était descendu, fin 1914, à 250 millions ; c'est seulement aux escomptes de juillet-avril 1914 que la Banque dut d'avoir, pendant le dernier semestre de l'année 1914, un chiffre d'opérations productives de 17.105 millions, inférieur seulement de 2.037 millions à celui du premier semestre.

Au 24 décembre 1915, le portefeuille commercial n'est encore que de 394 millions et la masse des opérations productives ne dépasse guère 20 milliards pendant cette année-là, alors qu'elle était de 38 milliards en 1913. Cependant l'activité commerciale et dès lors la reprise des affaires d'escompte s'accroissent, comme on peut le voir au tableau suivant :

Années	Valeur des effets escomptés	Taux moyen	Portefeuille Effets non proro- gés au 24 décemb.	Opérat. product. normales
1914	18.812 millions	4,20	250	38.297
1915	2.823 millions	5	394	20.029
1916	6.548 millions (y compris Bons)	5	594	14.545
1917	9.498 millions (y compris Bons)	5	845	19.203
1918	14.588 millions	5	1.046	29.780

On remarquera que le portefeuille oscille suivant les circonstances ; ainsi l'approche d'un emprunt amène une recrudescence d'escompte. Il est de 1357 millions en juillet 1918, de 867 millions en octobre, de 1.046 millions en décembre. Naturellement ces chiffres sont relatifs aux seuls produits normaux de la Banque, à l'exclusion de tout ce qui peut rappeler ses opérations de guerre. Il est vrai qu'en 1915 et 16 nous incorporons dans le chiffre global de l'escompte celui des bons de la Défense Nationale.

On voit qu'en 1917 et 1918 les affaires ont sensiblement repris sans atteindre bien entendu le chiffre d'avant-guerre et sans procurer à la Banque les mêmes bénéfices. Déjà le mauvais effet provoqué par le moratorium des dépôts en banque et celui des effets de commerce commence à disparaître ; le public revient à la confiance.

La démobilisation, puis la paix, vont provoquer une reprise d'activité bien plus étendue encore en 1919. Le bilan du 27 mars 1919 n'accuse encore cependant qu'un portefeuille d'escompte de 1 milliard ; il faut espérer que la signature des préliminaires de paix redonnera entière confiance au commerce.

Tout en jouant son rôle de soutien vis-à-vis de l'Etat la Banque n'a donc pas cessé de porter la plus grande assistance aux commerçants au cours de la guerre.

Redevances

La redevance est fonction de la circulation productive, qui est elle même représentée par le montant du portefeuille commercial et des avances sur titres et sur lingots. Sa moyenne a ainsi varié dans les années suivantes :

1908.....	1445 millions	1915.....	1215 millions
1910.....	1528 —	1916.....	2839 —
1912.....	2023 —	1917.....	4349 —
1914.....	2342 —		

On n'a pas incorporé dans ces chiffres le portefeuille des effets prorogés dont le produit, jusqu'au 1^{er} janvier 1918, n'a pas été soumis à la redevance. En revanche on y a fait entrer l'escompte des bons du Trésor à des gouvernements étrangers dont le taux était le même que celui des escomptes commerciaux. Pour les avances et l'escompte seulement, la circulation

productive n'a pas dépassé deux milliards en 1917. Les produits commerciaux de la Banque qui furent de 104 millions en 1913, ne se sont élevés qu'à 38 millions en 1915 et 86 millions en 1917.

La redevance appliquée jusqu'au 1^{er} janvier 1918 et prévue par la loi de 1897 était assise sur le produit de la circulation productive par le taux de l'escompte. On prenait la moyenne de cette circulation et on la multipliait pour chacune des périodes pendant lesquelles des taux d'escompte différents avaient été appliqués à la Banque par ces taux eux-mêmes. Par exemple si la moyenne de la circulation productive au cours d'une année avait été de deux milliards et les taux d'escompte de 5 o/o pour les six premiers mois et de 4 o/o pour les six derniers le produit total aurait été :

De 2 milliards	×	2,50 o/o	pendant six mois	soit	50 millions.
De 2	»	×	2 o/o	»	40 millions.

Total..... 90 millions.

Remarquons du reste que ce produit était purement fictif puisque la circulation productive était représentée en période ordinaire par le portefeuille commercial et les avances et que le taux des avances était généralement supérieur à celui de l'escompte. Grâce à la marge qui existait entre ces deux taux, la Banque réalisait sur le montant de ses avances un bénéfice exempt de tout impôt. Si l'escompte avait été par exemple à 4 o/o au cours d'une année et les avances à 5 o/o, avec un chiffre moyen de 1 milliard, la Banque aurait réalisé un bénéfice de 10 millions exempt de toute redevance. La nouvelle redevance supplémentaire remédie en partie à cette lacune.

La loi de 1897 avait fixé la redevance à un huitième du produit dont il s'agit avec un minimum de 2 millions. La loi de 1911 la portait à un septième pour un taux supérieur à 3,5 o/o et à un sixième pour un taux de plus de 4 o/o. Enfin au-delà de 5 o/o, d'après l'article 12 de la loi de 1897, les produits résultant de cette augmentation sont pour un quart ajoutés au fond social et pour le reste versés à l'État. Cette dernière clause ne joua d'ailleurs qu'en 1907-08, pour les escomptes de papier étranger en contre-partie de prêts d'or et, du 1^{er} au 20 août 1914. Les produits soumis à partage ne s'élevèrent qu'à 15.000 fr. en 1907-08 et 179.000 fr. en 1914. Avec ce système appliqué jusqu'à 1917, le taux effectif de la redevance par rapport aux produits, commerciaux ressortait jusqu'au taux d'escompte de 5 o/o :

à 12,50 o/o jusqu'à un taux d'escompte de 3,50 o/o inclus

à 14,30 o/o — 4 o/o —

à 16,66 o/o — 5 o/o —

Si leur progression n'a pas été uniforme, les redevances versées par la Banque à l'État ont beaucoup augmenté depuis 1897 :

1897.....	2.742	Mille fr.
1900.....	5.655	—
1904.....	4.521	—
1907.....	7.357	—
1910.....	5.733	—
1912.....	8.722	—
1914.....	14.486	—
1915.....	10.215	—
1916.....	23.663	—
1917.....	23.955	—

Le chiffre s'enfle aux époques de gros mouvements d'affaires. Il décroît en 1915, mais remonte facilement par suite du produit de l'escompte des bons du Trésor à des gouvernements étrangers. Toutefois celui de 1917 ne comprend pas pour le deuxième semestre la redevance afférente à ce produit qui, est incluse pour plus de 20 millions dans le forfait de 200 millions relatif aux bénéfices de guerre. Au point de vue comptable il aurait été plus logique du reste de ne pas procéder ainsi, de percevoir la redevance et d'abaisser ce forfait à 180 millions.

A partir du 1^{er} janvier 1918 un nouveau système entre en vigueur. L'escompte des bons du Trésor n'entre plus désormais dans la circulation productive et donne lieu à une perception de 85 o/o au profit de la caisse d'amortissement. L'art. 4 de la convention du 26 octobre 1917, qui régit les redevances, ne s'applique bien entendu qu'aux seuls bénéfices commerciaux en y comprenant, comme nous l'avons vu, le produit de l'escompte des effets prorogés qui n'y entraient pas jusque là.

Désormais il y aura deux redevances :

— La première est calculée comme celle du précédent privilège, mais son taux est moindre et la convention l'exprime directement par rapport au montant des bénéfices :

5 o/o à la base.

7,5 o/o si l'escompte dépasse 3,5 o/o.

10 o/o si l'escompte dépasse 4 o/o.

12,5 o/o si l'escompte dépasse 4,5 o/o.

Les produits supplémentaires obtenus par une élévation du taux au-dessus de 5 o/o donnent lieu au partage prévu par la loi de 1897.

Le tableau suivant, emprunté au rapport de M. Landry, résume tout ce qui précède :

Taux de l'escompte	Redevance 97	Redevance principale
Jusqu'à 3,5 o/o.....	1/8 soit 12,5	5
Au-dessus de 3,5 o/o.....	1/7 soit 14,2	7,5 o/o
Au-dessus de 4 o/o.....	1/6 soit 16,6	10 o/o
Au-dessus de 4,5 o/o.....	d°	12,5 o/o
Au-dessus de 5 o/o.....	Pour le produit supplémentaire de l'élévation au-dessus de 5 o/o :	
	1/4 au fonds social de la Banque.	
	3/4 à l'État.	

— Mais à côté de l'ancienne redevance ainsi abaissée, il en est institué une deuxième dont le taux est de 5 o/o jusqu'à 50 millions de produit net ; il progresse ensuite avec le montant de ce produit net de 2,5 o/o par tranche de 25 millions jusqu'au maximum de 20 o/o. Cette redevance est résumée par le tableau suivant :

Première tranche de 50 millions.....	5 o/o
Tranche de 50 à 75 millions.....	7,5 o/o
— de 75 à 100	10 o/o
— de 100 à 125	12,5 o/o
— de 125 à 150	15 o/o
— de 150 à 175	17,5 o/o
Au-delà de 175	20 o/o

Si cette redevance ne donne que deux millions et demi lorsque le produit net ne dépasse pas 50 millions, elle s'élève à près de 7 millions s'il dépasse 100 millions, à 10 millions s'il dépasse 125 millions, à 13 millions au-delà de 150 millions.

Les deux rapports de MM. Landry et Milliès-Lacroix donnent sous forme de tableaux de nombreuses comparaisons sur le produit que fourniraient les deux redevances pour des circulations productives et des taux différents. Nous n'y prendrons que quelques chiffres :

A moins de ne prévoir qu'une circulation productive dérisoire et invraisemblable, le nouveau système, avec le taux actuel de 5 o/o donne toujours un produit supérieur à l'ancien : au lieu de 16,66 o/o il s'élève à 18 o/o pour une circulation productive de 2 milliards, à 20 o/o si elle arrive à 3 milliards, à 21,5 o/o si elle atteint 4 milliards.

A 4,5 o/o il y a faible moins-value pour une circulation de deux milliards et plus-value pour 3 milliards ;

A 4 o/o les deux systèmes sont à peu près aussi productifs

l'un que l'autre pour une circulation de 3 milliards et il n'y a qu'au taux de 3 1/2 et de 3 o/o que cette même circulation donne une moins-value sensible à l'Etat. Encore à 3 1/2 o/o l'équilibre s'établit-il dès trois milliards et demi.

D'ailleurs ces dernières hypothèses n'ont pas beaucoup de chances de se réaliser. Nos affaires, comme nous l'avons indiqué commencent à prendre un développement plus considérable depuis la fin de la guerre et la rareté des capitaux nécessitera, pendant longtemps encore, un taux d'escompte assez élevé. Les bénéfices commerciaux de la Banque seront donc, selon les prévisions les moins optimistes, assez importants, et l'Etat recevra des avantages nouveaux grâce à la nouvelle redevance.

Il n'y a donc pas lieu d'envisager, et pour longtemps encore, une moins-value de rendement pour l'Etat. D'ailleurs si le taux de l'escompte de la Banque redevenait excessivement bas avant la fin du privilège notre activité commerciale et industrielle nécessiterait probablement une circulation abondante. D'autre part l'Etat, ayant amorti ses dettes, ne verserait plus rien à la Banque et celle-ci conserverait de grosses charges d'entretien de personnel et d'immeubles ; dans ces conditions il serait juste que la redevance à payer soit sensiblement moins forte au cas où les bénéfices commerciaux diminueraient. Mais cette hypothèse, nous le répétons, a peu de chances de se réaliser ; on ne peut prévoir de longtemps ni un chiffre d'affaires faible, ni un taux d'escompte très bas.

En 1918 les redevances versées au Trésor se sont élevées à 21 millions, chiffre bien supérieur à ceux d'avant guerre, et le total des impôts divers fournis par la Banque a dépassé 12 millions.

Les adversaires de la Banque ont également combattu l'article 4 de la convention et M. Barthe s'est plaint que le mécanisme des deux redevances fut à premier abord assez difficile à saisir. Peut-être en effet eût-il été préférable d'asseoir toute la redevance sur les bénéfices, ce qui eut permis de ne pas calculer fictivement les bénéfices des avances sur titres, comme nous l'avons déjà indiqué. Peut-être aussi eût-on pu, au prix d'un très long texte, calculer et prévoir la redevance pour chaque taux différent. Mais ces deux systèmes auraient eu le gros inconvénient, en n'établissant qu'une redevance unique, de fournir des disponibilités exagérées au crédit agricole au détriment d'autres entreprises, qui, comme nous le verrons, pourraient dans l'avenir recevoir l'aide du gouvernement grâce aux produits de la redevance supplémentaire.

Le Crédit Agricole et la Banque de France

Il y avait peu de chances pour que la Chambre consente à s'en remettre au Gouvernement du soin de répartir de telles disponibilités ; elle a tenu à s'assurer qu'en aucun cas la dotation du crédit agricole ne serait diminuée par le nouveau privilège ; et elle a décidé, en adoptant l'amendement Tournan, que, s'il était nécessaire, les produits de la redevance supplémentaire viendraient s'ajouter à ceux de la redevance principale pour la parfaire.

Cependant cette dotation a été jusqu'ici plus que suffisante. Tant du fait d'une partie de l'avance permanente de la Banque à l'État que de celui des redevances, la dotation du crédit agricole s'était élevé à fin 1917 à 220 millions et, à la fin du 1^{er} semestre de cette même année, 160 millions de redevances avaient été payées par la Banque depuis 1897.

Sur ces 220 millions, 107 restaient inutilisés !!

Pour le crédit à long terme, collectif notamment, institué par la loi de 1906, 16 millions à peine étaient utilisés sur 50 millions qui auraient pu être employées ; pour le crédit à long terme individuel, créé par la loi de 1910, la proportion était encore plus faible : 14 millions sur 82. Le paysan français ne s'habituaît qu'au crédit à court et moyen terme de la loi de 99 ; la dotation de 84 millions était utilisée pour 69 millions et menaçait de devenir insuffisante.

Mais les crédits individuels, qui ne devaient pas dépasser 8.000 fr. à 2 o/o avec remboursement en 15 ans, peuvent maintenant s'élever, depuis le 9 avril 1918 et en ce qui concerne les pensionnés militaires et les victimes civiles de la guerre, à 10.000 fr. à 1 o/o, remboursables en 25 ans. Des coopératives se créent dans le Gers et dans les Charentes et commencent à faire un large appel au crédit collectif. M. Tournan avait donc quelque raison de prévoir l'épuisement prochain des disponibilités du Crédit Agricole et la nécessité de maintenir, pour y remédier, une dotation intacte...

Or l'article 3 du projet de loi portait que « le produit de la redevance « supplémentaire institué par l'art. 4 de la convention du 26 octobre 1917 « serait réservé et porté à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce que « des dispositions législatives aient déterminé les conditions dans lesquelles ce produit serait affecté à des œuvres de crédit ».

C'était indiquer implicitement que seul le produit de la redevance principale irait au crédit agricole. Or nous avons vu que son taux était nettement inférieur à celui de la redevance prévue par les lois de 1897 et de 1911. Monsieur Fernand David estimait cette moins-value à 8 millions par an et M. Boret, Ministre de l'Agriculture, l'évaluait de son côté, par rapport à une circulation productive de 3 milliards, à 6 millions 750 mille francs lorsque le taux de l'escompte serait à 3 o/o, à 8 millions pour un taux de 4 o/o, à 6 millions pour un taux de 5 o/o.

Devant pareille situation, M. Barthe proposa tout simplement d'élever le taux de la redevance nouvelle ; dans l'amendement qu'il déposa à ce sujet et qui fut discuté le 23 juillet, le prélèvement de l'État s'élevait jusqu'à un tiers du produit de l'escompte par le chiffre de la circulation productive lorsque le taux serait de 4 1/2 o/o, jusqu'à 1/5 pour un taux

de 4 o/o. Naturellement la redevance supplémentaire serait demeurée intacte. C'était là des dispositions beaucoup trop lourdes pour la Banque et, voyant l'impossibilité de les faire aboutir, le député de la Seine finit par les retirer sans affronter le scrutin.

Dans la même séance du reste, le Ministre fit bien remarquer aux députés des campagnes que le produit de la redevance supplémentaire serait réservé jusqu'à ce que des « dispositions législatives » aient déterminé les conditions dans lesquelles il serait affecté à des œuvres de crédit.

Le 25 juillet il ne s'opposa pas à la prise en considération de l'amendement Tournan ainsi conçu : « le produit de la redevance supplémentaire institué par l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917 « sera affecté au crédit agricole jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour parfaire la dotation établie par les lois des 17 novembre 1897 « et 29 décembre 1911 et le surplus sera réservé et porté à un compte « spécial du Trésor jusqu'à ce que des dispositions législatives aient « déterminé les conditions dans lesquelles ce produit sera affecté à d'autres œuvres de crédit ».

Ce texte assurait en droit au crédit agricole des sommes au moins égales à celles que lui aurait données, pour une circulation productive et un taux d'escompte déterminés, l'ancien privilège ; en fait aussi, ses ressources étaient sauvegardées, puisque nous venons de voir que le produit des deux redevances nouvelles réunies ne peut s'abaisser au-dessous de celui de l'ancienne que dans des cas assez improbables.

Mais cet amendement fut remanié et M. Landry lui-même proposa d'ajouter à la redevance supplémentaire le produit du partage du superdividende prévu par la convention additionnelle du 26 juillet 1918, de façon à ce que le minimum garanti au crédit agricole fût encore mieux assuré. Enfin lorsque le texte ainsi allongé revint devant la Chambre, le 30 juillet, M. Tournan s'avisait que les mots « autres œuvres de crédit » limitaient le montant maximum des sommes à allouer au crédit agricole à ce que lui auraient donné les lois de 1897 et de 1911. Aussi il proposa de supprimer ce mot « autres », si limitatif, de façon à parfaire encore, s'il était nécessaire dans l'avenir, la redevance due au crédit agricole.

Finalement, l'amendement Tournan, ainsi mis au point et adopté par la Chambre, est devenu l'article 3 du projet de loi. Non seulement le crédit agricole a, jusqu'à un certain chiffre, une créance privilégiée sur le montant des redevances et du partage du superdividende, mais encore il pourra concourir au-delà de ce maximum avec d'autres œuvres de crédit, si le législateur en décide ainsi dans l'avenir.

A ces avantages il faut ajouter la disposition de la loi de 1897, qui réserve dans chaque succursale une place d'administrateur aux représentants des intérêts agricoles ; il faut leur ajouter aussi l'augmentation du nombre des places bancables, l'escompte des warrants agricoles à deux signatures, l'escompte du papier déplacé. Directement ou indirectement, la Banque a apporté une aide puissante à notre agriculture, et cette aide est encore confirmée ou agrandie par le nouveau privilège.

Nos paysans ont en mains des instruments de crédit très souples ; il est souhaitable qu'ils abandonnent toute routine et s'en servent largement.

Les impositions

Une autre question est aussi intimement liée à l'étude de l'escompte que celle des redevances ; c'est celle des impositions de droit commun que la Banque peut avoir à payer.

L'article 4 de la Convention du 26 octobre 1917 spécifie que « la redevance et la redevance supplémentaire seront perçues sans préjudice des impôts dus par la Banque tels qu'ils sont déterminés par les lois existantes. Toute majoration de ces impôts et toute création d'impôts qui atteindraient les opérations déjà frappées par les redevances seraient compensées avec le montant de ces dernières, l'excédent étant perçu en sus le cas échéant ».

M. Barthe a demandé la suppression de ce paragraphe et l'amendement qu'il avait présenté à ce sujet donna lieu, le 23 juillet, à une longue et intéressante discussion.

Il ne s'agit pas ici bien entendu des impôts nouveaux pouvant frapper individuellement les actionnaires (revenus des valeurs mobilières), mais des impositions payées par la Banque personne morale et *qui sont susceptibles d'augmenter ses charges*.

A l'heure actuelle la Banque a au moins à payer 80 millions de frais d'administration, 13 millions d'impôts divers et, si le dividende venait à s'abaisser à 150 fr. (ce qui est bien le minimum qu'on puisse prévoir comme rémunération pour les actionnaires sous peine d'arriver à leur endroit à une véritable spoliation), il comporterait tout de même 27 millions de paiements à effectuer.

Ces 120 millions de charges sont fixes ; ils correspondent à l'exploitation commerciale de la Banque et seront sensiblement les mêmes lorsque l'État aura remboursé sa dette de guerre. Or pour les couvrir il faudrait une circulation minima de 3 milliards et un taux d'escompte de 4 o/o. Et si cette opération revient bon marché à la Banque puisque ses billets ne lui coûtent pas grand chose, c'est aussi la seule produisant un bénéfice important qu'elle puisse effectuer. Lorsqu'un établissement de crédit ordinaire voit ses bénéfices baisser, il peut ou élever le taux de ses commissions où se livrer à des opérations très productives telles que les participations industrielles ou les placements de titres ; il lui est aussi possible de réduire ses frais généraux ou le nombre de ses succursales. Toutes ces facultés sont interdites à la Banque soit par ses statuts, soit par son privilège, soit tout simplement par son crédit ou son bon renom ; elle représente un peu, dans une certaine mesure, la dignité de la nation....

Or l'État a fixé la redevance en tenant compte des impôts actuels ; il a garanti ses intérêts autant qu'il a pu, puis a passé un contrat avec le Conseil de Régence. Dès lors il est libre, évidemment d'augmenter ses impôts généraux et de les appliquer à la Banque, mais il serait peu logique que cette augmentation vint s'ajouter à une redevance qui a été prévue seulement en fonction de *charges déterminées*. Si ces charges augmentent il doit y avoir compensation avec la redevance pour cet accroissement.

Au cas où l'augmentation serait supérieure à la redevance elle serait

perçue en entier bien entendu; le Droit Commun demeure toujours en vigueur. « Supposons, a dit M. Klotz aux députés, que demain vous votiez un impôt de 2 o/o sur le chiffre d'affaires. La Banque paierait de ce chef 70 millions. Les redevancees sont de 40 millions; elle ne paierait, ce qui est juste, que 70 millions. »

A notre avis du reste il y a lieu d'appliquer cette règle à tous les impôts et le Ministre a fait une distinction contraire au texte même de la loi lorsqu'il a parlé d'impôts portant sur les opérations et d'autres impositions, comme l'impôt foncier, qui ne rentreraient pas dans cette convention. Tous les impôts portent sur les opérations de la Banque et sur leur productivité puisqu'ils aggravent ses charges.

Et cependant les bénéfices actuels de la Banque dus, nous le répétons, à une situation exceptionnelle, qui ne se perpétuera pas nécessairement pendant 25 ans, ont empêché certains députés, qui ne furent pas pourtant des adversaires déterminés du renouvellement du privilège, de voter contre l'amendement de M. Barthe; il réunit 172 voix, mais fut repoussé par 338, il est vrai.

L'honorable rapporteur du renouvellement du privilège au Sénat, M. Milliès-Lacroix, a également formulé à ce sujet des réserves. Elles sont certes compréhensibles étant donné la situation si prospère de la Banque, mais elles ne tiennent pas compte de toutes les possibilités qui peuvent se produire pendant la durée de la convention et sont difficilement soutenables en droit.

Si les lois de 1897 et de 1911 ne contenaient aucune clause relative à une compensation d'impôts quelconque, c'est qu'elles laissaient à la Banque pour l'avenir une bien plus grande latitude pour développer ses bénéfices; la longueur du dernier privilège était également plus courte puisqu'elle comportait faculté de légiférer à nouveau au cours de la durée de la convention. Il ne fallait pas tout prévoir pour une longue période comme en 1918 et il ne fallait pas surtout prévoir de lourds impôts d'après-guerre.

Pour terminer remarquons qu'au cas où l'aggravation des charges fiscales réduirait en partie la redevance, l'Etat devrait, bien entendu, dédommager le crédit agricole et tenir les engagements qu'il a pris à ce sujet, tant par lois que par promesses publiques du Gouvernement à la tribune de la Chambre.

La Banque pourrait-elle, en réduisant ses escomptes, empêcher certains agissements des autres Etablissements de Crédit ?

Au moment où éclata la guerre, le portefeuille de la Société Générale contenait pour 702 millions de comptes-courants débiteurs, provenant d'engagements pris dans l'Amérique du Sud ou dans des pays dont le crédit était peu stable et fut profondément affecté par la crise de 1914. La Société Générale se trouvait dans l'impossibilité de rembourser ses déposants, et ce fut sa situation qui nécessita le moratorium des dépts en Banque.

Cet événement mettait en lumière, d'une manière saisissante, les opérations nuisibles à l'intérêt national auxquelles se livraient certains de nos établissements financiers. Au cours des débats sur le renouvellement du privilège, la question s'est posée de savoir si on ne pourrait pas faire contrôler par la Banque leur portefeuille et limiter, le cas échéant, les escomptes qui leur seraient consentis. Cette proposition suivait les violentes attaques auxquelles se sont livrés les députés socialistes contre les grands établissements de crédit ; certaines d'entre elles sont peut-être justifiées, mais, avant de porter un jugement quelconque sur leur bien-fondé, il convient d'examiner rapidement les opérations auxquelles se livraient ces établissements avant la guerre.

Tout d'abord, remarquons que l'intégration et la concentration en matière bancaire ne donnent pas toujours des résultats aussi merveilleux que ceux qu'elles fournissent dans l'industrie. Le petit banquier de province connaît admirablement sa clientèle, sait les délais de remboursement sur lesquels il peut compter de la part de ses déposants et la valeur des crédits qu'il accorde lui-même. Ses connaissances lui permettent de distinguer les entreprises industrielles locales intéressantes et de leur accorder son appui. Il suit les opérations qui peuvent lui être profitables dans son pays natal et ne pense pas souvent à se créer des relations à l'étranger.

Et cependant, au cours du siècle dernier, on a assisté un peu partout en Europe à une large intégration des banques. En Angleterre, de 1891 à 1908, le nombre des banques privées est tombé de 37 à 6 et celui des « joint-stock banks » de 106 à 34. En Italie la Banca Commerciale avait accaparé une bonne partie des dépôts et était littéralement au service de l'Allemagne ; Pieriosi a pu l'appeler « le Cheval de Troie ». Chez nous, si le phénomène était moins criant, il existait et dès 1911 M. Caillaux devait reconnaître que depuis 50 ans « l'organisation bancaire de la France » n'avait cessé d'évoluer vers la concentration ».

En offrant à leurs clients un intérêt pour leurs dépôts, en leur facilitant des placements qu'ils croyaient avantageux, les grandes sociétés anonymes étaient arrivées à tuer dans beaucoup de provinces les banques locales. Et cependant, là où ces banques purent persister, elles surent rendre d'inestimables services à l'industrie ; on peut particulièrement reconnaître leur activité en Lorraine et en Dauphiné où elles trouvèrent du reste elles-mêmes un large appui près des succursales de la Banque de France, comme M. A. Thomas a dû le reconnaître.

Pourtant nos grandes sociétés de crédit ne se proposaient elles aussi à leur origine que d'aider l'activité nationale : leurs noms et leurs statuts eux-mêmes le montrent. La plus importante d'entre elles, le Crédit Lyonnais, naquit en 1863 et n'aspira à son origine qu'à être une banque régionale. La Société Générale, fondée en 1864, était d'abord une banque de crédit mobilier. Le Comptoir d'Escompte de Paris qui, après une faillite retentissante en 1889, donna naissance au Comptoir National d'Escompte actuel, avait eu à son origine l'appui du gouvernement provisoire de 1848 ; il s'efforça de favoriser le commerce extérieur et entretenait même des relations suivies avec les banques de province au lieu de leur faire concurrence ; c'est ainsi qu'il fut entraîné dans leur lutte contre les grands établissements parisiens et y fit de mauvaises affaires.

Les trois établissements dont il vient d'être question couvrent à

l'heure actuelle la France d'un réseau serré de succursales ; en 1915 il y en avait 416 pour le Crédit Lyonnais, 308 pour le Comptoir d'Escompte et 1.147 pour la Société Générale. Notons du reste que les banques locales n'ont pas encore complètement disparu ; certaines d'entre elles ont même pris beaucoup de développement ; elles sont devenues régionales et ont copié dans une certaine mesure les sociétés anonymes parisiennes. En 1913 les dépôts atteignaient 176 millions au Crédit du Nord et 150 à la Société Nancéenne. Toute concurrence n'a donc pas disparu pour nos grandes banques :

Cependant, dans de telles conditions, investies dans certaines régions de la France d'un véritable monopole, peut-on dire que les grandes sociétés de crédit ont systématiquement refusé leur aide à l'industrie et au commerce ? Pareille assertion ne peut pas tenir devant un examen impartial des chiffres. Pour la Société Générale, le Crédit Lyonnais, le Comptoir d'Escompte et le Crédit Industriel et Commercial, les entrées d'effets se sont élevées à 46 milliards de francs en 1907, à 56 milliards en 1910, à 64 milliards en 1913 ! Malheureusement les petits commerçants et les petits industriels ne sont pas pour cela favorablement accueillis par elles et, là surtout où les banques locales ont disparu, on sent la nécessité de plus en plus pressante de créer des syndicats et des sociétés de caution mutuelle.

D'ailleurs l'escompte était la seule opération par laquelle les grandes sociétés financières venaient en aide au commerce ; elles ne lui consentaient que rarement et à des taux élevés des crédits à long terme et des participations financières. Elles refusaient presque toujours de placer des actions ou des obligations de sociétés industrielles françaises.

Evidemment toutes ces opérations ne rentrent pas aussi bien que l'escompte et les avances sur titres dans la catégorie de celles que peuvent se permettre les banques de dépôt. Il aurait été très compréhensible que les grandes sociétés de crédit soient prudentes en la matière, mais ce qui le fut moins c'est qu'elles accordèrent à l'étranger ce qu'elles refusaient à la France. Au lieu de faire fructifier nos capitaux à l'intérieur du pays, elles les exportaient en masse.

On a fait remarquer que l'étranger nous en payait les revenus et que nous étions les créanciers du globe entier. Cela était bien, mais c'eût été mieux si nous avions été créanciers pour une exportation de marchandises. La richesse de notre portefeuille, a peut-être rendu des services, comme nous l'avons vu à propos du change, mais elle n'a jamais compensé la stagnation de notre industrie. Nous encaissions des revenus à l'étranger, mais nous lui achetions des objets que parfois nos propres capitaux lui permettaient de produire à bas prix. C'était un mauvais calcul de notre part !

Mieux dirigé, le bas de laine allemand, quoique d'abord moins abondant que le nôtre, sut faire fructifier l'industrie nationale et nous savons qu'avant la guerre la fortune de nos futurs ennemis augmentait plus vite que la notre. Depuis lors ce n'est plus hélas ! par de seules pertes d'argent, mais par de gros sacrifices de vies humaines que nous avons appris à connaître la supériorité de l'industrie allemande ; et encore est-ce dans une certaine mesure l'industrie étrangère qui nous a permis de résister, puis de remporter la Victoire.

Nos exportations de capitaux se faisaient autrefois de deux façons bien différentes : les participations financières et les placements d'emprunts étrangers.

En ce qui concerne les *participations financières* Lysis prétend, sans en donner la preuve, qu'en octobre 1906, le Crédit Lyonnais aurait prêté 300 millions à la Deutsche Bank, et qu'en 1900 déjà, les capitaux français à la disposition des banques allemandes dépassaient 1 milliard et demi. Quoiqu'un décret du 2 juillet 1917 ait prescrit la déclaration des biens que les Français possèdent en pays ennemi, il est difficile de contrôler ces chiffres. Mais ce qu'il y a de certain, c'est que la *Société Française de Banque et de Dépôts*, filiale de la *Société Générale*, avait des bureaux à Berlin dès 1910. Et cette agence devait faire travailler les capitaux de la maison-mère et de bien d'autres banques pour profiter du taux d'intérêt élevé qui se pratiquait en Allemagne. L'Assemblée générale des actionnaires de cette Banque, tenue le 2 juin 1911, se félicitait des résultats satisfaisants (!) déjà obtenus.

Et nous avons déjà vu comment était composé le portefeuille de la Société Générale en 1914 !!

Les *émissions de valeurs étrangères* étaient encore bien plus néfastes au pays parce qu'elles portaient sur des chiffres énormes. Dans les années qui ont précédé la guerre elles se sont élevées en moyenne à 800 millions par an pour le Crédit Lyonnais, à 500 pour la Société Générale, à 300 pour le Comptoir d'Escompte. Quelques trimestres avant la guerre, la première de ces sociétés infestait notre marché d'obligations de la Caisse d'épargne de Budapesth qu'elle avait achetées en bloc et qu'elle revendait à notre petite épargne avec de gros profits. Il serait inutile de citer ici tous les emprunts turcs, bulgares ou autrichiens émis sur notre marché. Le seul fait d'ailleurs d'envoyer tant de milliards à l'étranger, ou qu'ils fussent expédiés, constituait un affaiblissement pour le pays, dont le tableau suivant peut donner une idée :

Émission et introduction de titres en France

Années	Émissions de valeurs françaises	Émission de valeurs étrangères
1900	1.269 millions	1.249 millions
1902	288 —	1.428 —
1904	441 —	2.885 —
1906	870 —	4.206 —
1910	779 —	4.726 —
1911	814 —	3.882 —
1912	1.960 —	3.081 —
1913	2.169 —	2.758 —

On voit quel degré le mal avait atteint !

Lorsque les chiffres ci-dessus accusent une petite progression en faveur des émissions nationales cela provient souvent des emprunts des villes françaises. Ce n'est qu'en 1912 que M. Klotz combattit énergiquement le péril et arriva, comme on peut le voir, à quelques résultats.

A la veille de la guerre notre portefeuille contenait pour 110 milliards de valeurs mobilières, dont plus de 40 milliards de titres étrangers. Et si

on défalque de ce total nos rentes, le montant des valeurs étrangères dépassait celui des valeurs nationales.

L'Allemagne aussi plaçait des capitaux : plus de 3.800 millions en 1908 dont 2.030 en Allemagne, 3.900 millions en 1909 dont 3.400 restaient chez elle. Et ce qu'elle prêtait elle le retrouvait en commandes de fournitures militaires. Elle préparait ses armes et nous exportions les nôtres..., parfois chez elle...!!

Pendant ce temps aucun directeur d'agence du Lyonnais n'aurait pu consentir la moindre participation industrielle, même intéressante, qu'il aurait découverte, parce qu'elle ne lui serait pas venue du Siège Central.

Pour les émissions nos grandes Sociétés de Crédit connaissaient l'art de multiplier commissions et opérations secondaires de façon à rendre leurs bénéfices plus gros.

Les commissions s'élevaient couramment à 8 et 10 o/o. Lysis prétend même que pour l'Emprunt 5 o/o du Maroc de 1904 elles dépassèrent 14 o/o ; le Trésor Marocain n'aurait reçu que 400 fr. alors que le plus bas cours coté aurait été de 473 ! Et en outre l'établissement financier ou le syndicat qui se chargeaient de l'affaire gardaient pour eux un certain nombre de titres de façon à profiter de la prime qui pourrait se produire en bourse au bout d'un certain temps. M. Rouvier, alors qu'il était Ministre des Finances, a dû avouer que sur un emprunt de 1290 millions de la Russie, 800 millions seulement étaient arrivés à destination. Cette fois la commission s'élevait à 33 o/o !

Les gains réalisés sur les emprunts nationaux étaient aussi très importants. L'émission était souscrite presque en entier par les banques qui revendaient ensuite en bourse ; elles couvraient le plus possible l'emprunt de façon à obtenir une grosse répartition. Lors de l'emprunt de 1891 le premier versement était de 15 fr. par titre de 91 fr. Il suffisait donc de 137 millions pour couvrir les 869 millions de l'emprunt. Le Crédit Lyonnais versa 297 millions et le couvrit donc à lui seul près de deux fois.

L'emprunt du 7 juillet 1914, 3 1/2 o/o, émis à 91 fr. pour 1300 millions, fut souscrit 40 fois. Mais la presque totalité des souscriptions fut fournie par le département de la Seine, c'est-à-dire par les Sièges Centraux des grandes sociétés : la Société Générale seule avait souscrit 8 fois le montant de l'emprunt.

Si cette émission fit 1,80 de prime le 8 juillet, elle tombait le 31 juillet à 85,90 alors que le portefeuille des sociétés de crédit s'en trouvait encore chargé. Ce fut une des raisons qui nécessita l'ajournement de la liquidation en Bourse le 31 juillet.

Il est évident que pour couvrir de pareilles opérations les établissements financiers produisaient des bilans qui manquaient de clarté. Le Crédit Lyonnais en particulier ne fournissait, en fait de « Comptes de Profits et Pertes », qu'un chiffre qui était celui des bénéfices de l'exercice ce qui permet des dissimulations.

* Si ces grandes sociétés financières ont été au-dessous de leur tâche pourront-elles la remplir après la guerre. Il faut reconnaître qu'au cours des hostilités elles ont rendu des services à l'Etat pour l'émission des Emprunts et qu'elles n'ont pas tenté de faire leurs opérations habituelles. Il n'est du reste plus question à l'heure actuelle, pour notre pays de placements à l'étranger. La guerre nous a lourdement obérés ; si nous ne som-

niés pas des pauvres, nous devons être tout au moins des besogneux, au sens propre du mot ; seul un travail intense et des exportations très poussées pourront nous libérer de nos dettes. Les sociétés de crédit devront se pénétrer « des conditions transformées de notre économie nationale et « mettre un profond dévouement aux intérêts de la Patrie ».

Il est à croire du reste que cette nouvelle règle de conduite, étant donné le changement de mentalité du public, et les mesures prises par l'Etat, sera seule susceptible de leur procurer des bénéfices, en leur offrant l'occasion de soutenir un commerce et une industrie très actifs. Du reste, depuis le 31 mai 1916, la loi interdit l'émission en France de titres étrangers, jusqu'à une date fixée par décret après la cessation des hostilités et sauf dérogation accordée par arrêté du Ministre des Finances.

En dehors de la discussion sur le renouvellement du privilège, M. Durand avait proposé de contrôler d'une manière si étroite l'emploi des dépôts des Sociétés de Crédit que cela leur eût interdit vraiment toute activité, puisqu'elles auraient dû les employer pour les 3/4 en placements de titres admis aux avances de la Banque de France.

C'est M. Bedouce qui a particulièrement insisté pour faire de la Banque de France un instrument de contrôle des établissements de crédit. Il intervint à plusieurs reprises dans la discussion générale pour montrer les errements des sociétés financières que nous avons vus et proposa un amendement ainsi conçu : « Tous les trois mois la Banque de France s'assurera du chiffre d'effets existant dans le portefeuille des banques « recevant des dépôts remboursables à vue ou à 3 mois, qu'elle pourrait, « en cas de crise, escompter. Elle le fera connaître au Ministre qui s'assurera que l'encaisse et les dépôts couvrent bien les engagements de « ces sociétés ».

L'orateur montra que c'était grâce aux réescomptes de la Banque que les établissements de crédit avaient pu se procurer des disponibilités à diverses reprises ; il parla notamment du moratorium des effets de commerce et de la Société Générale.

Mais, comme l'a fait remarquer M. Landry, un tel contrôle devrait s'exercer sur plusieurs centaines d'établissements dont on s'engagerait par la même à réescompter le portefeuille. Il nécessiterait un personnel énorme et peut-être une réorganisation complète de la Banque de France. Il faudrait également donner à la Banque des pouvoirs d'investigation égaux à ceux du fisc. Actuellement elle est peu capable d'exercer ce contrôle ; en juin 1914, chargée par le Ministre des Finances d'une enquête sur le portefeuille de la Société Générale, elle n'apprécia pas d'une manière très exacte les éléments douteux qui y étaient contenus. Il est probable que les inspecteurs de la Banque de France n'avaient pas été mis à même d'effectuer les recherches nécessaires. Les Inspecteurs des Finances auraient eu sans doute des droits plus étendus...

Avec le système de M. Bedouce on serait donc amené à déléguer à la Banque des droits draconiens et, lorsqu'elle aurait fait des investigations sérieuses, elle n'aurait que la ressource insuffisante de refuser son escompte (ou de menacer de le refuser à l'avenir car elle ne saurait provoquer une crise sans avertissement) et de se plaindre au gouvernement...

Or il semble bien que ce soit à l'Etat que doivent incomber ce contrôle dans l'avenir, puisqu'il possède non seulement le pouvoir de recherche, mais aussi celui de sanction. Au reste n'a-t-il pas été lui-

même un peu responsable des errements d'avant-guerre ? Les commissions de la Chambre et du Sénat, le Ministre des finances n'ont-ils pas favorisé outre mesure, à certaines époques, l'admission à la cote de beaucoup de valeurs étrangères ? N'y a-t-il pas, là aussi, à rechercher beaucoup de facteurs sur lesquels plane cependant au cours des débats parlementaires un certain silence, rompu par une seule et très discrète allusion de M. Klotz... ? Les partisans de cette politique n'appartenaient-ils pas un peu à tous les partis et le gouvernement lui-même n'a-t-il pas trop souvent partagé l'erreur qu'une exportation de capitaux nous assurerait plus de richesses pour l'avenir qu'une exportation de marchandises... ?

La Banque elle est demeurée la Banque des Banquiers : elle ne pouvait pas refuser son escompte ; c'est l'Etat et non elle qui est responsable des errements financiers d'avant-guerre

Aussi l'amendement Bedouce fut repoussé par 321 voix contre 167. L'attitude de la Chambre n'en avait pas moins marqué le désir de voir établir en France après la guerre une politique bancaire vraiment productive et nationale.

Nous avons vu que le seul mouvement des affaires obligerait les grandes sociétés de crédit à adopter cette politique. Le Gouvernement pourra être plus sévère pour autoriser l'inscription à la cote des valeurs étrangères et il faut espérer, qu'il interdira à tout consortium financier des contrats de prise ferme, l'émission sur le marché public pouvant seule donner un prix voisin de la valeur réelle.

Il faudrait d'autre part développer les conditions de publicité des établissements financiers. Depuis le 30 janvier 1917 toute émission de titres doit être précédée au *Bulletin Annexe* du *Journal Officiel* d'une notice contenant un certain nombre d'indications. Il faut faire mieux, exiger des renseignements plus étendus et des insertions dans la grande presse sous le contrôle du gouvernement.

Il faut donner au fisc le pouvoir de contrôler les écritures des Banques et, d'une manière générale, adopter un ensemble de mesures législatives, élaborées autant que possible par une commission extra-parlementaire où entreraient des industriels et des commerçants à côté de députés, de sénateurs et de fonctionnaires du Ministère des Finances.

Lorsque les mesures nécessaires auront été prises, la Banque ne refusera pas le concours qu'on lui demandera, dans la mesure où cela lui est possible. Lorsque les suggestions du Gouvernement avaient un but patriotique, elle leur a toujours obéi, et le renouvellement de son privilège n'interdit pas dans l'avenir toute amélioration de son activité.

La Banque peut-elle, en dehors de l'escompte, aider certaines Sociétés Commerciales ?

Nous venons de voir que la Banque ne pouvait pas être universelle, supprimer l'activité des autres établissements de crédit et s'occuper elle-même de toutes les affaires commerciales du pays. Mais peut-elle du moins s'occuper de certaines de ces affaires particulièrement intéressantes et leur fournir des capitaux ?

Le système des redevances et celui des avances permanentes a déjà

permis de procurer de nombreuses ressources au Crédit Agricole et à certaines œuvres de Crédit Populaire et on a proposé de l'étendre à d'autres buts :

Les *Monts-de-Piété* se trouvent en fin de guerre dans une situation difficile, tant du fait de l'augmentation de leurs frais généraux pour le traitement de leur personnel que de celui de la suspension de leurs ventes et par conséquent de la prorogation de leurs avances. Trois amendements, retirés par la suite, prévoyaient en leur faveur une augmentation de l'avance permanente de la Banque de France de 80 ou de 100 millions. Or nous avons vu que cette avance correspondait au solde créditeur du compte du Trésor et que depuis quelques années elle le dépassait même largement. Il y aurait un profond danger, dans des conditions pareilles, à l'augmenter ; les monts de piété ne sont pas les seules œuvres intéressantes et on ne peut pas commencer à généraliser en leur faveur les avances permanentes de la Banque qui représentent une créance déterminée du Trésor. Il y a là un principe à respecter sous peine d'entrer dans une voie qui pourrait mener le pays à une situation financière regrettable, surtout tant que les avances extraordinaires à l'État, qui lui ont été consenties à cause de la guerre, demeurent à un chiffre aussi élevé. Elles sont une cause suffisante d'inflation monétaire et ont du moins l'avantage de n'avoir qu'un caractère provisoire. Il faut remarquer toutefois qu'un reliquat de la redevance supplémentaire prévue par la Convention du 26 octobre 1917 pourra être attribué aux Monts de Piété lorsque les besoins du Crédit Agricole seront satisfaits. D'ailleurs le Gouvernement envisage des mesures propres à les secourir.

Pour les mêmes raisons le Parlement aurait sans doute refusé une extension de 50 millions de l'avance permanente, sollicitée le 24 juillet par M. Barthe en faveur du *Crédit à l'Exportation*. Cette somme, complétée par une souscription du public, aurait permis dans l'esprit de l'honorable député, la création d'une banque d'exportation. Le Ministre du Commerce, M. Clémentel, amena M. Barthe à retirer son texte en l'assurant que le gouvernement envisageait précisément la création de cette banque de Crédit National. Seulement son capital sera entièrement fourni par le public et elle pourra trouver une aide financière, lorsque le besoin s'en fera sentir, dans le produit de la superredevance sur les opérations productives de la Banque de France prévue par le nouveau privilège. Il est vraisemblable du reste que le Crédit National n'aura pas à recourir à cet appui car par l'escompte notre institut d'émission lui fournira d'autre part une aide très puissante. A la demande du Gouvernement le Gouverneur a indiqué que la Banque serait disposée à admettre à l'Escompte les acceptations du Crédit National, à 90 jours de vue, il est vrai, au maximum. Mais ces acceptations seraient données comme délégations de créances à long terme et seraient renouvelables jusqu'à la libération des débiteurs étrangers. La Banque de France renouvellerait aussi ses escomptes tant que la situation du Crédit National lui paraîtrait saine, ce à quoi veillerait bien entendu le Gouvernement par l'action qu'il se réserverait sur cet établissement.

Un pareil procédé offrirait l'avantage de faciliter l'action de la Banque de France qui ne possède pas d'agence de renseignements à l'étranger ; elle n'aurait qu'à connaître de la solvabilité du tireur et de celle du crédit national sans se rendre compte directement de celle du tiré et de la

nature des opérations ayant donné lieu à la traite. De plus il n'est pas nécessaire d'apporter dans cette éventualité une modification quelconque aux statuts de la Banque de France, ce qui eut été regrettable en raison de l'importance déjà vue de la règle tutélaire des 90 jours. Aussi M. Bokanewski, qui avait déposé un amendement dans ce sens, le retira sans difficultés devant les assurances fournies par le Ministre du Commerce.

Au reste il est à souhaiter que cette banque d'exportation fonctionne le plus tôt possible. Dès avant la guerre nos ventes à l'extérieur étaient manifestement insuffisantes ; elles ne s'élevaient en 1913 qu'à 6.800 millions contre 8 milliards d'importation. Notre propre part dans les exportations globales de l'Angleterre, des États-Unis et de l'Allemagne ne s'élevait qu'à 14 o/o contre 19 o/o en 1880. En 1913 le Français exportait pour 148 francs, l'Allemand pour 175, l'Anglais pour 329 et le Belge pour 508.

Le recouvrement des traites sur l'étranger est souvent fort long et exige un crédit à long terme ou tout au moins un crédit renouvelable. En Angleterre il existait avant la guerre 20 banques d'exportation possédant 1882 agences. Chez nous au contraire des commerçants, en relations avec l'Amérique du Sud et l'Asie, étaient parfois réduits, pour rentrer dans leur argent, à s'adresser à des banques allemandes. Ces banques, grâce à une organisation particulière, fournissaient ensuite des renseignements à leurs nationaux sur les affaires françaises et leur permettaient de nous faire, en beaucoup d'endroits, une concurrence désastreuse.

Aujourd'hui, après la guerre, non seulement notre portefeuille de titres étrangers a subi des pertes ou des dépréciations considérables, mais notre dette extérieure s'élève à près de 30 milliards et le change nous est presque partout nettement défavorable.

Pour remédier à cette situation il nous faut donc produire et exporter en masse et une banque de commerce extérieur puissante, possédant des succursales outre-mer, est une nécessité vitale pour le pays. La Banque de France doit garder un rôle limité, tout au moins tant qu'elle n'aura pas liquidé sa situation de guerre : elle ne peut pas se charger directement d'une pareille besogne. Mais elle ne s'est jamais refusée aux progrès et même aux sacrifices lorsque l'intérêt national était en jeu ; elle a su adapter jusqu'ici ses statuts à toutes les nécessités. Nul doute qu'elle accorde tout son appui financier au nouvel organisme patroné par l'Etat.

CHAPITRE SIXIÈME

Les Opérations sur Titres

Les Ordres de Bourse

La Banque se charge pour le compte de ses clients des achats et des ventes de titres. Elle opère par l'intermédiaire de 4 agents de change attitrés et elle transmet à chacun d'entre eux les ordres provenant d'un certain nombre de succursales déterminé d'avance. Naturellement la Banque ne se livre à aucune des opérations sur titres étrangers qui constituent le principal bénéfice des autres établissements de crédit. Ses agents n'ayant, tout comme le siège central, aucun intérêt dans les placements de valeurs se sont toujours abstenus de donner de mauvaises directives à l'Épargne. Lorsque les petits clients de la Banque lui demandent à tout prix un « conseil » ils les engagent à acheter des valeurs françaises de tout repos et les détournent dans la mesure du possible des achats de titres étrangers.

La Banque opère assez bon marché et elle fournissait toujours le bordereau de l'agent, même avant que la loi ne l'y oblige, alors que certaines banques tentaient de réaliser un bénéfice sur les différences que pouvait présenter la cote au cours d'une même journée. La masse de ses ordres de bourse qui ne dépassait guère 200 millions en 1897 s'élevait en 1913 à plus de 500 millions et en 1917 atteignait aussi le même chiffre.

La Banque et la Bourse

Il convient de signaler toute la part que la Banque a prise à la liquidation du marché de la Bourse au cours de la guerre. La liquidation du 31 juillet 1914 fut reportée au 31 août, puis renvoyée « sine die ». Les fonds employés en reports dans le pays entier étaient ainsi indisponibles et cela portait un grave préjudice à l'industrie et au commerce.

Les engagements des agents étaient de 500 millions au 31 juillet. Dès le 4 novembre la Banque consentit à la Chambre syndicale une avance de 200 millions, ce qui permettait de rembourser les 2/5 des reports en suspens. On offrait donc le remboursement jusqu'à 40 o/o et les titres devaient être déposés à la Banque avec l'approbation du reporteur et avec la signature des deux agents responsables de l'opération, appuyée de la signature de la Chambre syndicale. On ne demanda à la Banque que 16 millions, la majeure partie des créanciers ayant repris confiance ; cette somme lui a depuis lors été remboursée.

La liquidation réelle n'eut lieu que le 30 septembre 1915. Le Trésor donna sa garantie pour 75 millions avec des bons sans intérêts renouvelables tous les trois mois pendant deux ans, la Compagnie des Agents émit pour 75 millions de bons 6 o/o, la Caisse des Dépôts et Consignations reprit ferme la rente flottante et enfin la Banque de France porta de 200 à 250 millions le chiffre de ses avances, auxquelles la Bourse n'eut pas pratiquement recours. Les agents payèrent ainsi toutes les différences dues à leurs clients d'après les cours du 30 septembre et remboursèrent les reporteurs qui le voulurent. Leur Chambre avança sur ces disponibilités 35 millions à la coulisse pour faire ses liquidations. Ainsi les capitaux employés en reports redevinrent disponibles, la confiance renaquit, le marché se trouva dégagé et le gouvernement put émettre son premier emprunt de guerre

L'action de la Banque sur le marché de nos rentes. —

La Banque fait son possible pour échelonner en ce qui la concerne, à certaines époques, les réalisations portant sur nos rentes, de façon à atténuer la baisse qui pourrait en résulter si les ventes venaient par trop gros paquets. Cette tâche lui est facilitée depuis la création, lors de l'emprunt 4 o/o 1917, d'une

caisse d'amortissement, dotée de 60 millions par mois et destinée au rachat en bourse des emprunts de la Défense Nationale.

Liquidation de l'Emprunt du 7 juillet 1914

La Banque a également rendu un service très important à notre marché financier en permettant de liquider l'emprunt du 7 juillet 1914 qui, comme il est vu par ailleurs, était en grosse partie entre les mains des grandes Sociétés de Crédit et contribua à nécessiter les mesures d'exception prises en leur faveur. Cet emprunt, émis à 91 fr., était tombé à 85 fr. 90 fin juillet. Or une grande partie des souscriptions, la moitié environ, n'avait été faite que pour revendre aussitôt ; les ventes à terme portaient sur la moitié de l'emprunt et ni les vendeurs, ni les acheteurs ne voulaient effectuer les versements de libération.

D'un autre côté les titres n'étaient qu'en partie libérés, le premier versement à la souscription n'étant que de 10 fr. ; 21 fr. devaient être versés à la répartition, 30 fr. le 16 septembre et 30 fr. le 16 novembre. Beaucoup de souscripteurs avaient leur argent placé en reports et, ces reports étant précisément immobilisés, ils ne pouvaient se libérer.

L'ajournement de la liquidation du 31 juillet empêcha déjà une partie des versements de la répartition de s'opérer. Le 2 août le Ministre des Finances prit un arrêté autorisant les souscripteurs à se libérer d'avance des termes de septembre et de novembre, avec une bonification variant de 1 fr. 90 à 1 fr. 40 selon l'époque de la libération. Il n'obtint que 113 millions de versements anticipés et la majorité des versements de septembre ne s'opéra pas. A cette date le Trésor aurait dû recevoir 805 millions et il n'en avait touché que 387 en tout. On promit alors d'admettre les titres, au cours de 91 fr., au règlement des emprunts à venir jusqu'au 1^{er} janvier 1917 ; le cours monta à 87 fr. et les versements totaux s'élevaient au 30 novembre à 515 millions, ce qui était insuffisant encore.

Le Gouvernement se décida enfin à demander à la Banque d'aider les souscripteurs désireux de se libérer en opérant elle-même les versements demeurant à effectuer, contre remise des certificats provisoires en nantissement. D'autre part les titres ainsi libérés avant le 1^{er} février 1915 seraient admis au prix de 91 fr. à la souscription ultérieure des emprunts français.

Dans l'ensemble l'opération réussit. Cependant certains souscripteurs qui avaient revendu à la liquidation de fin juillet, comptaient qu'ils ne payaient que 4 o/o d'intérêts moratoires, qu'ils en recevaient 5 o/o de leurs acheteurs et qu'emprunter à la Banque à 6 o/o pour se libérer était une mauvaise opération. Mais la plupart d'entre eux furent plus patriotes et ils pouvaient, du reste, être tentés par les facilités accordées et par l'appât des souscriptions futures.

Au cours de cette opération, la Banque consentait des avances sur de simples certificats provisoires négociables à un taux très incertain. Rien qu'en 1914 elle avança ainsi pour plus de 141 millions et cette somme s'augmenta encore en janvier 1915. 22 millions seulement de l'emprunt 3 1/2 o/o sont restés en souffrance, dont la plus grosse partie représentait les souscriptions des régions envahies. Cette valeur a presque entièrement disparu du marché pour servir aux souscriptions des nouveaux emprunts. La Banque de France avait à la fois rendu service à l'État en assainissant les transactions sur nos rentes, et aux souscripteurs, en leur permettant de se libérer.

L'Émission des Emprunts de la Défense Nationale

Ces diverses améliorations du marché financier allaient permettre au Gouvernement français d'effectuer fin 1915 l'émission du premier des grands emprunts de la Défense Nationale et on doit regretter, du reste, qu'une politique fiscale vraiment avisée n'ait pas permis de recourir encore plus tôt à cette mesure.

Au cours de l'émission de nos quatre emprunts de guerre, la Banque rendit de gros services au Trésor et remplit, et au-delà, les obligations que lui imposait l'article 9 de la loi de 1897 d'après lequel elle doit « ouvrir gratuitement ses guichets à l'émission « des Rentes françaises et des valeurs du Trésor français ».

Le premier emprunt (5 o/o perpétuel à 88 fr. ou 87 fr. 25 pour les libérations immédiates) eut lieu du 25 novembre au 15 décembre 1915. Il produisit 13 milliards 243 millions, dont 8.600 millions en argent frais (numéraire et Bons de la Défense Nationale). La Banque recueillit plus de 300.000 souscriptions et près du cinquième du total des sommes encaissées par l'État. A cette occasion le maximum des avances sur titres consenties à un seul emprunteur avait été élevé ; de telles avances ne devaient porter intérêt qu'à partir de la clôture de l'emprunt le 15 décembre et

pouvaient constituer la provision des souscriptions pour 75 o/o.

En ce qui concerne le deuxième emprunt (5 o/o à 88 fr. 75), émis du 5 au 29 octobre 1916, la Banque ajouta à ces facilités celle de se libérer au moyen des coupons afférents aux valeurs admises au bénéfice des avances et venant à échéance jusqu'au 31 janvier 1917. Elle consentait ainsi à perdre l'intérêt de ces sommes pendant trois mois pour certains coupons. Elle recueillit plus du tiers du produit total de l'emprunt, qui s'élevait en entier à près de 10 milliards, en 828.000 souscriptions. Les Bons de la Défense Nationale et le numéraire représentaient cette fois à eux seuls 9 milliards, le 3 o/o n'étant plus admis à la souscription.

Le troisième emprunt fut émis du 26 novembre au 16 décembre 1917. Le taux était de 4 o/o et le prix de 68 fr. 60. La Banque recueillit plus du tiers du capital effectif qui montait à 10.276 millions, dont 92 o/o d'argent frais. Là encore la Banque avait offert les mêmes avantages que précédemment aux souscripteurs ; elle acceptait notamment en paiement les coupons des valeurs admises aux avances jusqu'à l'échéance du 15 février 1918 incluse.

Ces trois emprunts réunis avaient donné à l'État un capital effectif de 33 milliards et demi de francs, dont plus de 9 milliards et demi furent réunis par la Banque de France. Il est vrai qu'en décembre 1917, le total des dépenses exceptionnelles et militaires atteignait déjà 86 milliards et demi !!

Chaque emprunt eut pour résultat non seulement, comme nous le verrons ailleurs, d'amener un remboursement d'une partie des avances de la Banque à l'État, mais aussi de provoquer une augmentation de son encaisse or : 193 millions pour le premier, 82 pour le deuxième et 20 pour le troisième.

L'emprunt de 1918 émis en novembre (4 o/o à 70 fr. 80), atteignit un capital nominal de 30 milliards et un capital effectif de plus de 21 milliards. La Banque de France recueillit à elle seule 1.520.000 souscriptions pour un capital effectif de 9.478 millions représentant à lui seul 45 o/o des sommes versées au Trésor qui remboursa d'ailleurs 2.500 millions d'avances. La Banque accordait toujours les mêmes avantages aux souscripteurs.

La Banque dut organiser des services spéciaux pour ces emprunts ; elle répandit à profusion et à ses frais annonces et prospectus. Sa propagande fut comme sa participation absolument gratuite et aucune obligation ne lui imposait cela.

En Allemagne au contraire, la Reichsbank touchait les commissions allouées aux autres établissements de crédit et cependant elle obtint des résultats bien moins satisfaisants que la Banque de France par rapport au montant total des émissions que firent nos ennemis.

La Banque de France a aussi prêté son concours pour le placement des bons de la Défense Nationale ; elle en a fourni ou renouvelé au public pour 273 millions en 1914, 1628 en 1915, 3575 en 1916, 8810 en 1917, 18.183 en 1918. Naturellement son concours là aussi a été gratuit et de plus elle a admis ces bons à l'escompte lorsqu'ils n'ont pas plus de trois mois à courir ; si leur échéance est supérieure ils peuvent bénéficier des avances sur titres pour 80 o/o de leur valeur et les souscripteurs n'ont plus ainsi la crainte de leur indisponibilité.

Notre institut d'émission a également aidé à la réception des titres neutres possédés par des capitalistes français et rapatriés dans leur pays d'origine. Elle a organisé à cet effet des services de réception et de propagande et il est montré à propos du change combien cette opération a été utile au pays.

Ajoutons aussi que, depuis la loi de 1897 (art. 8) elle paie gratuitement dans toutes ses agences les coupons des rentes françaises.

On peut donc dire qu'en matière de Bourse et d'émission, l'intervention de la Banque de France a eu les plus heureux résultats sur notre situation financière et sur le marché de nos rentes au cours de la guerre.

En cette matière, du reste, l'activité de la Banque a été si normale, si parfaite, qu'elle n'a donné lieu à aucune critique sérieuse au cours des débats sur le renouvellement du privilège, ses adversaires eux-mêmes ayant dû reconnaître quels services de telles opérations avaient rendu au pays.

Les Avances sur Titres

Cette opération est, avec l'escompte, la plus productive à laquelle se livre la Banque. D'après ses statuts fondamentaux, les avances ne devaient être consenties que sur les effets de l'État français à échéance déterminée. Mais l'ordonnance du 15 juin 1834 étendait le bénéfice de cette opération à tous les effets publics français sans conditions d'échéance et la limitait à 80 o/o de leur valeur d'après leur cours en Bourse la veille du jour où elle serait faite.

Depuis lors, des lois et décrets successifs ont augmenté le nombre des valeurs sur lesquelles la Banque peut opérer : en 1852, on autorisa les avances sur les actions et obligations des chemins de fer français, en 1857 sur les obligations du Crédit Foncier, en 1880 sur celles des Villes et Départements Français, en 1899 sur celles de l'Indo-Chine, en 1902 sur celles de l'Algérie et de la Tunisie et en 1909 sur celles de toutes nos colonies et pays de protectorat.

Avant la guerre, le montant des titres sur lesquels la Banque pouvait accorder des avances dépassait 50 milliards.

Toutefois c'est le Conseil Général qui détermine la quantité des avances qui pourront être consenties et la couverture qui devra être exigée en cas de baisse des titres. Les conditions qu'il accorde sont variables selon les valeurs ; le montant du crédit accordé s'élève généralement à 75 o/o du prix des titres en bourse et à 80 o/o pour la rente.

Les avances ont toujours été consenties à un taux légèrement supérieur à celui de l'escompte parce que l'Administration de la banque considère avec juste raison qu'elles ne doivent pas se développer aux dépens des escomptes commerciaux. En 1918 par exemple leur taux a été de 6 o/o contre 5 o/o pour l'escompte. Leur montant représentait en 1898 33 o/o des opérations de crédit et en 1913 31 o/o seulement.

Le portefeuille des avances aux particuliers s'élevait en 1897 à 358 millions, en 1907 à 578 millions et en 1913 à 729 millions. Le 22 décembre 1917 il dépassait 1200 millions mais comprenait, il est vrai, pour moitié, des opérations moratoriées ; une partie d'entre elles se liquida au cours de l'année suivante et c'est ce qui explique qu'en octobre 1918 le chiffre des avances était retombé à 833 millions. Le 25 décembre 1918 il était de 1.202 millions et au 27 mars 1919 de 1.215 millions.

Le chiffre des avances sur monnaies et lingots est très faible : 12 millions fin 1918 ; le taux n'est que de 1 o/o.

Années	Montant des avances sur titres	Années	Montant des avances sur titres
1912	5.540 millions	1917	5.273 millions
1913	6.382 —	1918	9.243 —
1916	4.213 —		

La guerre amena comme on le sait une hausse du taux de l'intérêt et une baisse générale de toutes les valeurs. La Banque à cause du moratorium, se trouvait dans l'impossibilité d'exiger un supplément de couverture de ses clients ou le remboursement

de ses avances. Elle devait donc prévoir une perte éventuelle de ce chef. Par exemple pendant le premier semestre de 1914 la rente 3 o/o valait 84 fr. et la Banque avançait dessus 80 o/o soit 67 fr. 30. Or au 31 décembre 1916 le 3 o/o valait 61 fr. et 11 o/o des avances sur cette rente n'étaient plus garanties. La Banque avait alors pour 700 millions d'avances moratoriées et, si l'on applique à leur montant la dépréciation de la rente qui, en fait, était parfois inférieure, il fallait prévoir un amortissement de 77 millions.

Dépréciation des principales valeurs de 1914 à 1917

Valeurs	Juin 1914	D. 1914	D. 1915	D. 1916	D. 1917	D. 1918
3 o/o.....	83 60	72	63 50	60 50	59	61 50
Ob. Chemin État.	495	455	408	387	376	393
Ob. Algérie 1902..	431	»	»	361	352	364
Ville Paris 1912...	256	220	207	230	222	240
Foncier 1909.....	247	220	»	200	196 50	210
P. L. M. 4 o/o....	492	456	415	400	404	401
Nord 4 o/o.....	506	»	»	414	400	394

Si certaines de ces valeurs ont beaucoup plus baissé que la rente, il faut remarquer du reste que les avances qui furent consenties sur elles ne s'élevaient qu'à 75 o/o de leur cours d'avant-guerre.

Au 31 décembre 1917, le 3 o/o est à 58 fr. 50 et, en prenant les mêmes bases qu'en 1916, on prévoit la nécessité d'un nouvel amortissement de 14 millions. De tels chiffres seraient entrés en ligne de compte, et se seraient ajoutés à ceux fournis pour l'escompte, par le fisc, dans des conditions analogues, si on avait voulu appliquer à la Banque la loi sur les bénéfices de guerre. Or fin 1917 elle avait accumulé 281 millions de réserves pour risques divers. Le forfait de 200 millions, la décharge de ceux d'entre eux relatifs au portefeuille moratorié et, comme nous allons le voir, de ceux relatifs à ses avances à la Banque de Russie. En revanche il laisse à sa charge les pertes éventuelles des opérations de change, des opérations ordinaires d'escompte et surtout celles des avances moratoriées qui en décembre 1917, pouvaient être évaluées à elles seules à 91 millions (77 en 1916 et 14 en 1917), comme il vient d'être montré. En outre le montant des intérêts va en s'accumulant sans cesse.

Il est certain qu'en fin de compte la Banque ne perdra pas une somme aussi considérable sur le montant de ses avances moratoriées qui, depuis ces évaluations a du reste considérablement diminué. Elle n'a pas, comme pour les effets prorogés, la

garantie d'autres maisons de banque ; mais beaucoup de ses clients voudront faire honneur à leurs affaires et y auront d'autant moins de peine que les titres remontent sensiblement à l'heure actuelle. Le 3 o/o était déjà revenu à 64 fr. au début de mars 1919 et si une mauvaise politique financière et une situation diplomatique incertaine ont amené ensuite un léger fféchissement de nos rentes, il n'est sans doute que passager.

D'ailleurs, autant pour ménager ses clients que pour ne pas influencer défavorablement le marché, il est vraisemblable que la Banque ne procédera à la liquidation des avances que le plus tard possible et par échelles successives.

Avances à la Banque de Russie

On ne peut pas terminer l'étude des avances aux particuliers sans y faire rentrer l'aide que la Banque a apportée à notre commerce extérieur en consentant une avance de 500 millions à la Banque de Russie.

Pour bien comprendre le caractère de cette opération il faut se rendre compte que, dès le début de la guerre, la Russie se trouva dans une paralysie commerciale complète ; les alliés ne pouvaient traverser ni la Baltique, ni la Mer Noire et les communications par la Suède, l'Océan Glacial, le Pacifique ou la Serbie étaient précaires et peu propices aux échanges commerciaux. L'exportation russe était tarie et notre marché financier était dans une situation telle qu'il ne permettait même pas l'émission d'emprunts nationaux ; à plus forte raison la Russie ne pouvait plus rien lui emprunter pour régler ses dettes. Aussi le change russe à Paris fut-il tout de suite défavorable à nos alliés. Le pair étant à 266,67, il tombait à 261 dès le 24 juillet 1914, à 253 dès le 29. Fin octobre de la même année il était à 209.

D'un autre côté la guerre s'annonçait comme devant être longue. Nos nationaux revenant de Russie et beaucoup de commerçants français désiraient recouvrer des crédits que notre alliée était incapable de solder. Aussi, dès le 13 novembre 1914, l'ambassadeur de Russie faisait ressortir à M. Delcassé l'impossibilité où se trouvaient les commerçants russes de se procurer le change nécessaire sur la France et tout l'intérêt qu'il y avait « à ne pas liquider complètement les relations anciennes qui « existent entre les banques et entreprises industrielles des pays « alliés combattant un ennemi commun et intéressés à ne point

« apporter de perturbation dans les rapports économiques et les relations d'affaires ».

Le Gouvernement russe avait bien des dépôts dans les banques françaises ; mais ils étaient affectés aux services des emprunts, aux achats de l'État et n'auraient pas pu être employés à la liquidation des engagements privés. L'Ambassadeur proposait donc que la Banque de l'État Russe prit en charge toutes les dettes de ses nationaux en France qui lui en serviraient la contre-partie en billets russes. La Banque de France avancerait alors à la Banque de Russie les sommes en francs qui seraient nécessaires pour payer en France ces dettes et les commerçants russes s'engageraient à les rembourser en subissant la perte au change après la guerre et dans des délais à déterminer.

Dès le 20 novembre 1914 notre Ministre des Finances engageait des négociations avec le Gouverneur et le 20 janvier 1915 la Banque de France consentait une avance de 500 millions à la Banque de Russie, garantie par des obligations du Trésor Russe et non productive d'intérêts, ce qui était d'ailleurs un avantage exagéré. Elle s'engageait à rembourser les créanciers français sur les ordres qui lui seraient donnés et chaque opération de paiement faite en France donnait lieu pour elle à l'inscription d'une égale somme à son crédit sur un compte qui lui était ouvert à la Banque de Russie.

Ces opérations s'échelonnèrent du 18 février au 20 avril 1915. Elles s'élevèrent à plus de 499 millions de francs et eurent naturellement un effet favorable sur le change russe qui remonta à 225 en juin et à 248 en octobre 1915. C'était aussi, il est vrai, l'époque de succès militaires russes.

Les bénéficiaires furent 75 maisons françaises, qui purent ainsi rentrer en possession de ce qui leur était dû. Les députés socialistes se sont vivement élevés contre cette mesure. A leur avis, ce n'est pas seulement ces 75 créanciers privilégiés de la Russie qui auraient dû être dédommagés de leurs pertes, mais bien tous les porteurs français de titres russes qui, à l'heure actuelle, perdent presque tout leur avoir.

On ne saurait cependant assimiler des créances commerciales, qui correspondent à des ventes de marchandises, à des valeurs d'emprunt. Certes les pertes subies par nos rentiers sont d'autant plus regrettables qu'elles se chiffrent non plus par millions mais par milliards ; seulement les capitaux qu'elles représentent ne sauraient être assimilés à des créances commerciales qui, elles, sont des valeurs circulantes dont l'immobilisation ou la mise en

souffrance aurait pu avoir les plus fâcheuses conséquences pour beaucoup de nos industriels. Du reste, en 1915, personne ne pouvait prévoir la débâcle russe.

Ces 500 millions correspondaient, en fait, à des opérations purement commerciales et n'étaient nullement destinés à couvrir des spéculations des gros établissements de crédit. Certains députés ont cependant insisté pour avoir les noms des 75 bénéficiaires ; ils leur furent refusés, non pas parce que la Banque de France aurait eu la moindre gêne à les donner, mais uniquement parce qu'il était impossible de violer ainsi les règles de la discrétion commerciale.

D'ailleurs qu'aurait-on vu si cette liste avait été fournie ? Certes beaucoup de banquiers et un chiffre de remboursements particulièrement important pour nos grandes sociétés de crédit. Mais le nom des présentateurs ne signifiait rien. C'est seulement l'examen du papier qui comptait. Il aurait fallu alors chercher dans les livres des banques les noms des tireurs, effectuer des investigations souvent compliquées pour arriver comme l'a fait constater l'honorable M. Celier, commissaire du gouvernement et Directeur du Mouvement Général des Fonds, à voir qu'un commerçant de Paris avait fait des exportations de jouets, qu'un de ses collègues de Lyon avait vendu des soies en Russie et un autre de Bordeaux des vins.

M. Celier a indiqué que toutes ces dettes correspondaient uniquement à des effets de commerce tirés sur la Russie, à des avances sur titres ou effets de commerce consenties à des établissements russes ou à des crédits de change ouverts en compte à des commerçants russes. Ces trois opérations correspondaient parfaitement à l'activité commerciale habituelle qui régnait entre les deux nations.

On sait hélas la situation lamentable où la Russie est tombée à l'heure actuelle ; cette valeur de 500 millions se trouve singulièrement compromise comme toutes nos créances qui sont reniées par les bolcheviks. Dans tous les cas son recouvrement est retardé jusqu'au jour où, l'ordre étant revenu dans ce grand pays, il sera en mesure de faire face à ses engagements.

Il est faux de dire que l'État a pris à sa charge la perte éventuelle de cette grosse somme. Qu'est-elle pour la Banque, sinon un risque de guerre, devant être couvert bien entendu par ses bénéfices de guerre ? Or ces bénéfices elle les a versés presque en entier à la caisse d'amortissement et pour l'avenir elle en a consenti l'abandon à cette même caisse qui doit donc prendre en

charge les 500 millions prêtés à la Russie. C'est ce que stipulé nettement et justement l'art. 3 (§ 2) de la convention du 26 octobre 1917 :

« Le compte spécial d'amortissement sera débité de même, « au fur et à mesure de leur entrée en souffrance, du montant en « principal des créances résultant des versements effectués chez « les correspondants alliés ou neutres en contre-partie du règlement en France, par l'intermédiaire de la Banque, d'effets ou « d'opérations antérieurs au 4 août 1914 ».

Et, comme l'a fait remarquer M. Klotz, le mot de Russie n'a pas été écrit par convenance diplomatique... ..

Les députés socialistes demandèrent la suppression de ce paragraphe. La Banque aurait dû verser tous ses bénéfices de guerre à l'État et néanmoins supporter la perte de ces 500 millions. Elle aurait sans doute déposé son bilan à brève échéance... L'amendement fut repoussé par 340 voix contre 164 et il semble bien que les choses ont été très justement réglées par la convention du 26 octobre 1917. Il faut espérer que l'avenir affranchira notre pays de cette perte comme de toutes celles qu'il éprouve actuellement en Russie.

CHAPITRE SEPTIÈME

Les Services de Caisse

La Banque caissier des titres

La Banque se charge de la vente des titres et ses opérations là aussi vont croissant d'année en année. Le nombre des titres conservés en dépôt est monté de 8 millions 1/2 en 1897 à 13 millions 1/2 en 1913. L'art. 6 de la Convention du 11 novembre 1911 fait bénéficier d'une réduction de 1/4 du droit de garde les titres nominatifs.

La Banque capitalise les arrérages des rentes françaises si les déposants le demandent. Elle a organisé un service d'abonnement pour la vérification des tirages et un service de coffres-forts dans 146 succursales ou bureaux auxiliaires.

Les dépôts d'argent

Le moratorium des dépôts en Banque a mis le grand public en défiance contre les sociétés financières et le montant de leurs dépôts en argent a diminué tandis que celui de la Banque de France augmentait dans des proportions énormes. En 1913 les dépôts ne s'élevaient chez elle qu'à 700 millions, le 30 juillet 1914 ils atteignaient 940 millions et le 13 août 1330 millions. Ce chiffre s'éleva à 2177 millions au 1^{er} octobre de la même année et à 2.700 millions à fin novembre. Au cours de la guerre il a toujours oscillé de 2 à 3 milliards. En juin 1918 il a même atteint

3 milliards 800 millions lors de l'avance allemande sur Paris ; il était encore à 2. 850 millions en octobre de la même année. En 1911 le chiffre des dépôts était remonté, au 27 mars, à 3.012 millions.

La Banque n'accorde aucun intérêt pour ces dépôts et il est évident que, si elle le faisait, elle absorberait presque toute la clientèle des établissements de crédit. Ce n'est pas son rôle car elle ne doit pas accaparer à elle seule toute l'activité bancaire du pays. « Il faut, dit M. Landry, que la Banque privée vive pour « pouvoir remplir des offices qui sont incompatibles avec l'émission des billets ». La Banque de France ne saurait être une Banque d'affaires,

Notons du reste que la Banque acquitte sur le montant de ces dépôts la redevance et l'impôt du timbre de 0,50 o/oo. En effet le calcul de la circulation productive est assis sur le montant de l'escompte et des avances, sans distinguer si ces opérations sont faites avec des dépôts ou avec des émissions de billets.

M. Magniaudé voulait l'astreindre à verser un intérêt allant de 2 o/o pour les dépôts à vue à 6 o/o pour les dépôts à un an.

Mais il le retira « devant l'opposition persistante de la majorité de la Chambre qui repousse systématiquement tout ce qui « n'agréa pas à Monsieur le Ministre des Finances »...!

Le nouveau privilège ne modifie en rien l'activité de la Banque en ce qui concerne les dépôts de titres et les dépôts d'argent. Aucun gros débat n'a eu lieu à ce sujet.

Les opérations de caisse. — Chèques et virements

A. — **La Banque caissier du Trésor.** — Depuis longtemps la Banque de France a été amenée à remplir cette fonction et, antérieurement à 1897, le Trésor avait déjà chez elle un compte-courant central. Dans toutes ses succursales les comptables publics pouvaient effectuer des versements ou prélever des sommes avec l'autorisation du Ministre. Ainsi tous les excédents de caisse des trésoriers se trouvaient centralisés à Paris, puis distribués par écritures sur le territoire. Bien entendu si des mouvements de billets ou d'espèces à travers la France étaient rendus nécessaires par les demandes du Trésor ils s'effectuaient entièrement aux frais et risques de la Banque.

L'article 10 de la loi de 1897 spécifiait que ces prélèvements ou versements pouvaient aussi s'opérer dans les bureaux auxiliaires. En outre dans les villes rattachées la Banque devait dorénavant

opérer le recouvrement des traites des comptables du Trésor soit sur d'autres comptables du Trésor, soit sur des contribuables. La majorité de ces mandats était tirée par les Trésoriers-Payeurs Généraux sur les comptables subordonnés pour le montant de leurs excédents de caisse.

Les régies, les postes et télégraphes, les chemins de fer de l'Etat et même les receveurs municipaux de la Seine ont profité depuis des mêmes avantages.

Il faut admettre du reste, avec M. Barthe, que tous les virements ne constituent pas à proprement parler des opérations compensatoires. Ainsi lorsque, sur l'ordre du mouvement des fonds une succursale de la Banque ouvre un crédit à un trésorier-payeur général, elle verse bien à ce fonctionnaire le montant de cette somme. Mais il y a, tout au moins pour l'Etat, économie de transport, de risque et aussi de longue immobilisation du numéraire.

Les opérations gratuites effectuées pour le compte du Trésor n'étaient que de 6 milliards et demi en 1897 ; elles ont atteint 16 milliards en 1912 et 13 milliards 700 millions en 1913, dépassant ainsi de beaucoup la croissance des budgets eux-mêmes. Mais la guerre allait les développer naturellement dans des proportions bien plus considérables encore ; elles se chiffrent par 31 milliards en 1914, 85 milliards en 1915, 124 en 1916, 180 en 1917, 268 en 1918.

Les encaissements d'effets ou de mandats du Trésor qui n'étaient que de 252 millions en 1914 ont atteint 462 millions en 1916. En 1917 les paiements déplacés au profit des créanciers de l'Etat furent à eux seuls de 3.650 millions.

De telles opérations nécessitent l'emploi d'un personnel considérable, la création de nouveaux services et l'extension d'anciens services. Elles se traduisent pour la Banque par des charges sensibles et néanmoins elle les remplit avec la plus grande ponctualité.

L'art. 7 de la Convention du 26 octobre 1917 les précise encore et les étend en ces termes.

« La Banque de France continuera d'effectuer gratuitement
« le paiement des chèques et virements tirés par les comptables
« du Trésor sur le compte du Trésor et de prêter à l'Etat son
« concours gratuit, dans les conditions fixées par les décrets en
« vigueur, pour faciliter le règlement par virement des mandats
« ordonnancés et visés bons à payer, établis au profit de ceux
« des créanciers de l'Etat et des départements qui ont des comp-

« les ouverts soit à la Banque de France, soit dans une maison de banque titulaire d'un compte à la Banque de France.

« Elle prêtera son concours au Trésor gratuitement, dans les mêmes conditions, pour faciliter les règlements par virements au débit du compte-courant du Trésor, des mandats qui lui seront transmis par les comptables du Trésor, après avoir été établis par les communes et établissements publics au profit de leurs créanciers ayant des comptes ouverts, soit à la Banque de France, soit dans une maison de banque titulaire d'un compte à la Banque de France.

« Elle procédera sans frais à l'encaissement des chèques tirés ou passés à l'ordre des comptables du Trésor et des régies financières ».

On consacre ainsi officiellement un régime créé depuis la guerre par le décret du 26 juin 1916 avec la collaboration spontanée de la Banque. Ce régime permet de réaliser une économie considérable de circulation. Il suffit qu'un créancier de l'Etat quelconque possède un compte dans une grande banque, elle-même en compte-courant avec la Banque de France, pour que le paiement s'opère par simple jeu d'écritures. La Banque de France reçoit du comptable du Trésor un mandat visé bon à payer avec le nom du bénéficiaire et celui de l'établissement dont il est le client; elle n'a plus qu'à créditer elle-même cette maison, qui crédite à son tour son client, et lui rend le mandat émargé que la Banque retourne elle-même au comptable du Trésor. Ces règlements ont été en progression constante; ils ne s'élevaient qu'à 500 millions par mois fin 1916. En 1918 ils dépassaient généralement, pendant la même période, 900 millions et notre gouvernement pouvait ainsi payer sans frais les plus gros fournisseurs de l'Etat.

L'article 7 étend ce régime aux créanciers des départements et même à ceux des communes et des établissements publics pourvu que les mandats soient transmis par des comptables du Trésor.

En sens inverse, la Banque de France assure l'encaissement de tout chèque tiré ou passé à l'ordre des comptables du Trésor; le règlement des contributions ou des sommes destinées à entrer dans les caisses de l'Etat ou des établissements publics peut s'opérer ainsi avec de grosses facilités pour les débiteurs.

M. Magniaudé, dans un des amendements qu'il retira ensuite, aurait voulu aller plus loin et confier à la Banque de France tout notre service de Trésorerie. Cela eût nécessité un remaniement

complet de l'administration de la Banque, une autorité étendue de l'Etat sur ses agents qui seraient devenus comptables des deniers publics. Notre grand institut d'émission y aurait perdu beaucoup de son indépendance et peut-être un peu de son crédit propre ; il aurait été détourné de sa fonction primitive et essentielle. Quant à l'économie réalisée, elle n'eût pas été très forte ; d'une part on aurait dû dédommager la Banque de ses nouvelles dépenses et, d'autre part, maintenir à la charge de l'Etat un nombre considérable de fonctionnaires pour la vérifier.

Ce système aurait présenté des inconvénients économiques et demandé une modification étendue de notre administration financière au moment où elle va avoir à demander aux contribuables un effort considérable et a besoin d'être parfaitement assise. Toutefois il faut reconnaître que cette administration devra sortir parfois de sa routine et ne plus mettre aucun obstacle à l'emploi des chèques et virements dans le paiement des contributions, comme elle l'a fait parfois jusqu'ici. La Banque a non seulement rempli à cet égard ses obligations vis-à-vis de l'Etat, mais elle s'est ingéniée à développer de telles pratiques dans les opérations entre particuliers, comme nous le verrons ensuite.

Au contraire le fonctionnaire français a conservé, selon l'expression de M. Landry, « une mentalité de payeur en espèces ». « Il vit, dit-il, dans l'idée du paiement définitif alors qu'avec les « paiements en chèques il n'y a rien de définitif ; c'est toujours « un règlement en écritures qui peut être contrepassé s'il y a « erreur. C'est le mode de paiement le plus sûr ». — On ne peut qu'applaudir à cette appréciation car la sécurité offerte par le chèque est supérieure à toutes les formalités administratives, la caution du banquier encaisseur préférable à toutes les pièces d'identité. Si les fonctionnaires, qui parfois paient leurs erreurs d'une partie de leur traitement ou même de leur fortune personnelle, comprenaient la valeur de telles garanties, ils seraient les premiers à s'intéresser au développement des paiements par compensation.

Ils n'en sont pas encore là ... !! Ici c'est un percepteur qui refuse de recevoir en paiement de contributions directes un chèque délivré à l'ordre du contribuable par son banquier et endossé par le contribuable à l'ordre du percepteur ; le Trésor ne court aucun risque pourtant puisque l'endos émanait du débiteur et que l'effet pouvait lui être rendu en cas de difficulté... Là c'est l'Intendance qui refuse à la Confédération Générale

viticole d'effectuer par chèques le paiement de réquisitions militaires. Chaque jour à Paris il est délivré un nombre important de mandats sur la Caisse Centrale du Trésor qui nécessitent des stationnements longs et incommodes. Si ces mandats étaient remplacés par des chèques barrés sur la Banque de France, les bénéficiaires n'auraient qu'à se faire créditer par leurs banquiers qui présenteraient en grosse quantité les effets à la Banque de France et les feraient porter au crédit de leur compte. Cela éviterait une perte de temps à un certain nombre de citoyens et un gros déplacement de fonds.

Il faut reconnaître du reste que les résistances administratives se basent souvent sur des règlements désuets qui ne correspondent plus aux nécessités fiscales modernes. Dans la discussion sur le renouvellement du privilège de la Banque de France, M. Klotz a promis de les faire disparaître le plus rapidement possible.

D'ailleurs les dispositions du nouveau privilège offrent de tels avantages au Trésor, aux fournisseurs de l'État et aux contribuables que les opérations auxquelles elles donnent lieu ne diminueront pas avec le retour à l'état de paix dans la même proportion que la masse des paiements à effectuer par l'État ; les facilités offertes sont si grandes que les administrations et le public finiront sans doute par en prendre entièrement le pli.

En revanche de telles obligations constituent de lourdes charges pour la Banque de France. Au commencement de 1918 M. Landry pensait que les opérations effectuées pour le compte du Trésor absorbaient à elles seules plus de la moitié des frais généraux. Ce désavantage ne saurait être compensé par le fait que la Banque profite à certaines périodes d'un solde créditeur important de l'État, solde qui donne d'ailleurs lieu à des avances permanentes. En cette matière encore la Banque de France rend à la nation des services incalculables et désintéressés.

B. — Les services de caisse aux particuliers. — Les paiements par compensation. — La base de tous les paiements par écritures est le *compte en banque*. Il est autorisé par l'art. 9 (§ 4) des statuts fondamentaux de la Banque de France et n'a pas cessé de se développer depuis la fondation de cet établissement. Ce ne sont plus seulement les banquiers, mais aussi le grand public qui sont détenteurs de comptes. En 1897 leur nombre n'était que de 27.304 et en 1914 il s'élevait à 147.800, en 1918 à 235.500. Le mouvement général des entrées et des sorties de

caisse est passé de 124 milliards en 1897 à 381 milliards en 1913 et 445 en 1917. Certes ce développement est dû en grande partie à celui de l'activité commerciale du pays et à la multiplication du nombre des succursales de la Banque de France. Mais une bonne partie d'un tel résultat revient aussi aux gros services que les comptes en banque peuvent rendre. Ils jouent de plusieurs façons qui vont être successivement examinées :

Virements. — Les virements permettent d'opérer des versements d'un compte à un autre par simple passation d'écritures. Leur instrument ordinaire est le « mandat rose ». A Paris toutes les grandes banques, tous les agents de change ont un compte à la Banque de France et opèrent par son intermédiaire beaucoup de compensations. En province ces opérations tendent aussi à se développer dans beaucoup de places. Leur montant est passé de 87 milliards en 1897 à 310 milliards en 1913, à 333 en 1914. Pendant la guerre ce chiffre s'est abaissé à 142 milliards en 1915 pour reprendre à 280 milliards en 1916 et atteindre en 1917 366 milliards, c'est-à-dire dépasser celui du temps de paix. En 1918 les virements ont atteint 463 milliards. Ces chiffres comprennent du reste les opérations déplacées.

Les virements dans une même place ont toujours été gratuits. Quant aux virements déplacés ils étaient frappés avant 1897 d'une commission de 0,50 o/o, sauf pour ceux qui étaient motivés par une opération d'escompte ou d'avances ne remontant pas à plus de 5 jours ; ils étaient alors gratuits.

Le 31 octobre 1896, la Banque, par une lettre de son Gouverneur au Ministre, s'engagea à porter ce dernier délai à 10 jours et réduire dans les autres cas sa retenue à 0,25 o/o. Enfin l'art. 5 de la loi de 1911 supprime entièrement cette commission. Cette mesure a été très efficace comme le montre le tableau suivant, qui accuse une progression particulièrement remarquable des virements déplacés au cours de la guerre.

Années	Virements déplacés (millions)	Années	Virements déplacés (millions)
1898	2.830	1916	17.530
1911	6.480	1917	25.730
1913	10.340	1918	36.000

Le dernier paragraphe de l'art 8. de la Convention du 26 octobre 1917 stipule également que la Banque s'engage à maintenir pour tous ses comptes « la faculté d'échanger sans frais des virements entre comptes résidant sur une place différente ».

Domiciliation des effets de commerce. — C'est là encore un moyen très puissant d'économiser des transports de numéraire et d'éviter tous les risques d'encaissement courus par les garçons de recette et qui ont été plusieurs fois signalés au cours de la discussion sur le renouvellement du privilège. La Banque permet à tous ses clients possédant un compte de domicilier chez elle leurs paiements et cela sans aucune commission.

Malgré l'absence de bénéfices à réaliser par la Banque de France, la circulaire du Gouverneur aux Directeurs, du 20 juin 1916 les engage à faire comprendre au public l'intérêt et les avantages qu'il a à développer ces opérations. A l'heure actuelle les formalités de domiciliation sont réduites à l'envoi d'une simple lettre accompagnée d'un relevé des effets à payer.

L'art. 8 de la Convention du 26 octobre 1917 (paragraphe 2) enregistre cette facilité donnée par la Banque à ses clients et la transforme en obligation dans les termes suivants :

« La Banque s'engage à maintenir pour tous ses comptes la faculté de domicilier sans frais à ses guichets le paiement de leurs effets. . . ».

Emission de chèques. — Elle a toujours été permise aux titulaires des comptes et ils pouvaient même utiliser le chèque barré avant que son existence ait été légalement consacrée. On sait l'avantage du chèque barré ; il n'est payable qu'à un banquier et échappe ainsi aux risques de vol et détournement, le banquier connaissant l'identité de ses clients. Si le bénéficiaire n'exerce pas cette profession il ne peut pas en opérer le recouvrement direct, mais c'est là un bien petit inconvénient dans un pays modernisé ou presque tous les industriels et commerçants ont un compte en banque :

L'émission des chèques sur place fut toujours gratuite, le client n'ayant à payer que le droit de timbre fixe de 0 fr. 10. Les chèques déplacés étaient soumis par la Banque à un visa donnant lieu à la perception d'un droit de 0,25 o/o fixé par la lettre du Gouverneur au Ministre en date du 31 octobre 1896. En 1915 la Banque supprima elle-même cette commission. Au cours de ces dernières années elle a même, comme il est vu à propos du change, délivré des chèques payables sur un grand nombre de places étrangères ; elle a aussi délivré des chèques circulaires, payables dans tous ses comptoirs sans avis préalable, à condition qu'ils soient barrés.

Encaissements de chèques et d'effets de commerce. — Tout titulaire de compte peut remettre à l'encaissement des effets de com-

merce créés par lui ou des chèques dont il est bénéficiaire.

Autrefois cette facilité n'était donnée aux clients de la banque que pour le papier payable sur place ; depuis 1909 elle a été étendue aux chèques et effets déplacés et le crédit est porté aux comptes bénéficiaires dans des délais qui tendent à devenir de plus en plus courts. Cette faculté a du reste été transformée en obligation par l'art. 5 de la convention du 11 novembre 1911.

La Banque prélève sur ces opérations des commissions très minimes qui sont loin de couvrir tous ses frais d'encaissement. Rien qu'à Paris elle a plus de 1.000 garçons de recette qui à certaines fins de mois, en décembre notamment, recouvrent plus de 400 000 effets dans plus de 100.000 domiciles différents. En 1913 plus de 8 millions d'effets ont été recouvrés à Paris et plus de 21 millions dans les succursales. Il est bien exact, comme l'a dit M. Barthe, que beaucoup de commerçants se ruent à la Banque de France pour présenter des effets à l'encaissement la veille des échéances. Il est aussi exact qu'ils se ruent un peu avant la même époque chez les banquiers qui rescomptent chez elle pour y présenter des effets à très court terme, et que, dans ces opérations, on fait en quelque sorte bien plus appel aux facultés d'encaissement de la Banque de France qu'à son escompte proprement dit.

Mais on ne voit pas, comme le prétend M. Barthe, que la Banque mette quelque intérêt à développer de pareilles opérations et à s'opposer ainsi aux règlements par compensation. Si les escomptes et les avances lui rapportent, les services d'encaissement se traduisent pour elle par une perte. Il n'est pas prouvé qu'un changement radical dans nos modes de paiement diminuerait le montant des opérations réellement productives pour la Banque qui reposent elles sur un besoin de crédit réel et à assez long terme, entraînant toujours à la base une circulation ou un montant de dépôts minimum. Et la Banque est toujours sûre de conserver ce minimum puisque le fait que les billets de banque lui coûtent peu lui permet d'escompter meilleur marché que tout autre établissement. Ce n'est pas la circulation fiduciaire nécessitée par les escomptes à court terme qui procure de gros bénéfices à notre institut d'émission ; elle augmente surtout la moyenne de sa circulation productive sur laquelle elle paie le montant de la redevance ; elle n'est même pas pour elle la contre-partie de ses frais d'encaissement, étant donné le peu de durée des effets.

Au reste le raisonnement de M. Barthe serait-il exact qu'il serait cependant facile de montrer que la Banque, soucieuse

avant tout de l'intérêt général, a fait son possible pour éviter l'encaissement à domicile. Nous allons voir qu'elle a favorisé la Chambre de compensation de Paris et qu'elle a amené la création de chambres analogues en province. Or la convention additionnelle du 28 novembre 1911 stipule que « la Banque exonérera de « toute commission l'encaissement, pour compte de ses comptes- « courants, de chèques barrés tirés sur les banques afférentes à « la Chambre de compensation de Paris ou leurs correspon- « dants ». C'était la seule chambre existant à l'époque ; mais le même avantage a été étendu ensuite à celles créées en province et l'art. 8 (paragraphe 1) de la convention du 26 octobre 1917 sanctionne cet état de fait en ces termes :

« La Banque de France s'engage à exonérer de toute com- « mission, pour tous ses comptes, l'encaissement des chèques « barrés tirés sur les places bancables ou des chèques barrés « tirés sur les banques adhérentes à une chambre de compensa- « tion ou sur leurs correspondants ».

Ainsi dans la France entière l'encaissement de chèques tirés sur les banquiers est opéré gratuitement non seulement lorsque ces commerçants sont établis dans une place bancable, mais même lorsqu'ils sont simplement affiliés par correspondance à une chambre de compensation.

On ne pouvait pas faire de progrès plus larges vers le développement des paiements par compensation. Le rôle propre de la Banque de France ne peut guère être poussé plus loin et si l'usage du chèque n'est pas encore aussi étendu chez nous que dans les pays anglo-saxons cela tient à un défaut d'organisation générale et à un manque d'habitude du public contre lesquels plusieurs ordres de mesures différentes ont été prises ou vont être prises, la Banque prêtant pour sa part un puissant concours à ces réformes, d'ailleurs insuffisantes encore.

Comme l'a fait remarquer M. Landry, l'usage du chèque et des effets de commerce serait sans utilité s'il aboutissait à des paiements en espèces. Pour parvenir aux paiements par écritures il faut généraliser l'affiliation des banques à une chambre de compensation, les chèques barrés, la domiciliation à présentation et les chèques postaux.

Développement des chambres de compensation. — Remarquons tout de suite que la Banque ne peut pas jouer à elle seule et entièrement le rôle de chambre de compensation nationale grâce à ses virements. Dans beaucoup de cas ils sont destinés,

non pas à éviter un transfert de monnaie, mais seulement le transport de la monnaie à longue distance et sa longue immobilisation. Nous avons vu les services que la Banque rendait ainsi au Trésor. Elle opère exactement de la même façon lorsqu'elle effectue un virement déplacé pour le compte d'un particulier, la Banque de Mulhouse, par exemple, se libérant, grâce à son intermédiaire, d'une dette vis-à-vis d'un établissement de Bordeaux, en compte avec la succursale de la Banque de France en cette ville. L'usage de numéraire n'est pas toujours évité par une telle opération ; il peut y avoir versement de la Banque de Mulhouse à Paris pour couvrir le virement et versement de la Banque de France en province si son client de Bordeaux a un besoin immédiat de disponibilités. D'ailleurs des transports de numéraire sont faits par l'institut d'émission lui-même à l'intérieur du pays, soit pour verser à son siège central les excédents de certains comptoirs, soit pour alimenter certains autres comptoirs sur le point de se trouver en déficit. La proportion dans laquelle un virement entraîne compensation est impossible à déterminer. Quant aux opérations sur place, à Paris notamment, elles évitent de gros paiements entre les banques elles-mêmes ou les agents de change, ou entre les différents agents de change ; mais elles n'évitent pas des opérations d'encaissement étendues et ne développent pas toujours l'usage du chèque chez les particuliers. Là encore la mesure dans laquelle la Banque de France joue le rôle d'une chambre de compensation étrangère ne peut pas être appréciée car, en Amérique et en Angleterre aussi, il s'opère des virements en banque pour les crédits et débits d'établissement à établissement.

Des opérations de virement rendent certes des services très appréciables, mais assez indéterminés et incomplets à côté des opérations du Clearing-House de Londres par exemple, fondé en 1802. Tous les banquiers du Royaume y sont affiliés directement ou indirectement et ainsi les créances et les dettes de chacun des membres du Clearing-House arrivent presque toujours à se compenser. Les opérations ont passé de 370 milliards de francs en 1912 à 400 milliards en 1913. En 1915 elles se sont abaissées il est vrai à 340 milliards pour rebondir à 480 milliards en 1917. Et encore est-ce sensiblement au pair qu'en 1916 et 1917 la L. S. a été convertie en francs dans ces calculs. Pendant cette dernière année les opérations des 10 autres chambres du royaume ont atteint 40 milliards de francs.

Ces chiffres formidables ont été de beaucoup dépassés par

ceux relevés aux Etats-Unis où opèrent plusieurs Clearing-Houses, dont celui de New-York est le plus laborieux, mais revêt néanmoins, par rapport à l'ensemble du pays, une importance moindre que le Clearing de Londres... Le montant des effets compensés a dépassé 600 milliards de francs en 1902, 800 milliards en 1906, 870 en 1912, 950 en 1915, 1300 en 1916, 1540 en 1917. En cette dernière année les compensations du Clearing-House de New-York se sont élevées à elles seules à 900 milliards de francs. Naturellement tous ces chiffres sont évalués approximativement au prix du franc par rapport au dollar, sans tenir compte de la perte au change pendant la guerre.

En regard de pareils totaux qu'avons-nous en France ? Si on est large et qu'on compte comme compensations tout le montant des virements de la Banque (en le divisant par deux bien entendu), si on lui ajoute celui des opérations de la Chambre de compensation de Paris, on obtient 139 milliards en 1910, 180 en 1914, 142 en 1916, 191 en 1917.

On voit quels progrès nous avons à faire même au prorata de nos affaires et de notre richesse.

La Chambre de compensation des banquiers de Paris a été cependant fondée en 1872 ; mais jusqu'en 1893 elle n'arrivait pas à compenser par an plus de deux milliards d'effets en laissant d'autre part près d'un demi-milliard en souffrance. Cependant en 1913 elle avait reçu à la présentation plus de 18 milliards de francs d'effets dont plus de 14 milliards furent compensés, le solde étant réglé par mandats. La guerre interrompit ses opérations qui ne reprirent que le 3 juin 1916. Au début de 1917 elle ne comprenait que 11 membres ; mais au cours de cette année il se constitua une autre association de banquiers sous le nom de Caisse de Compensation. Ces deux éléments ne tardèrent pas à fusionner et à l'heure actuelle la Chambre de Compensation comprend 34 membres dont toutes nos grandes sociétés de crédit, d'importantes maisons telles que la Banque d'Alsace et de Lorraine, celle de Mulhouse, celle de Paris et des Pays-Bas, la Banque Privée, le Crédit Foncier, Lehideux, Claude-Lafontaine et C^{ie} et en outre des maisons étrangères, parmi lesquelles on peut citer l'American Express Compagny et la London County and Westminster Bank. En 1917 elle a compensé près de 10 milliards de francs d'effets.

En outre la Banque de France s'est attachée, dès avant la guerre, à organiser des règlements par compensation dans un certain nombre de grandes villes : Nancy, Grenoble, Bordeaux,

le Havre, St-Etienne, Toulouse, Angers. D'ores et déjà elle s'est remise à cette œuvre et, si les résultats obtenus ne sont pas encore très importants, on ne doit pas cependant désespérer de l'avenir.

L'organisation bancaire en France paraît déjà assez puissante pour vaincre les résistances du public et arriver à de larges paiements par compensation, si notre législation commerciale parvient à s'adapter complètement aux besoins du pays.

Réformes au code de commerce. — A ce point de vue là l'État n'a pas fait, comme la Banque en ce qui pouvait la concerner, tout ce qu'il aurait pu accomplir pour développer les paiements par écritures ; au cours de la discussion sur le renouvellement du privilège, il a été montré que les réformes apportées jusqu'ici à notre Code de Commerce étaient insuffisantes. Elles tendent cependant vers un développement de plus en plus complet.

Ce n'est que depuis la loi du 30 décembre 1911 que nous possédons légalement en France le chèque barré. Mais en Angleterre ce chèque n'est jamais payé en argent ; il est simplement présenté au tiré qui le domicilie chez un banquier. Or d'après la loi du 13 Brumaire an VII cette formule de domiciliation constituait en France un nouvel acte qui ne pouvait pas être fait sur la même feuille de papier timbré et qui d'ailleurs aurait donné lieu à la perception non plus du droit fixe de faveur de 0 fr. 10, mais du droit proportionnel de 0 fr. 50 o/oo pour le timbre. Le chèque barré ne pouvait donc être tiré que sur un banquier alors qu'en Angleterre il devait simplement être encaissé par un banquier. La loi du 2 août 1917 a remédié à cette lacune et maintenant la domiciliation d'un chèque pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte chez elle, ne donne lieu à la perception d'aucun droit supplémentaire.

Trois autres mesures législatives ont encore renforcé les possibilités de compensation en France. La loi du 30 décembre 1911, dont nous avons déjà parlé ci-dessus, supprime l'obligation de l'acquit sur tout effet compensé ; il peut être remplacé par une simple griffe « compensé ». Ainsi l'opération est sujette à contre-passation d'écritures au cas où le tiré ne règle pas l'effet et l'intermédiaire n'a aucun risque.

La loi du 2 août 1917 édicte des pénalités pour l'absence de provision ce qui donne au grand public confiance dans les chèques.

Chèques postaux. — Enfin la loi du 7 janvier 1918 institue un service de comptes-courants et de chèques postaux dans un certain nombre de bureaux régionaux. Cette loi est ingénieuse ; elle frappe les dépôts et les retraits de fonds d'une taxe assez élevée, celle des mandats-poste, et, en revanche, elle ne soumet les virements qu'à un taux fixe de 10 centimes. Si les banquiers prennent l'habitude de se faire ouvrir des comptes postaux, il y aura là une chaîne qui permettra d'effectuer à peu de frais des règlements dans la France entière et d'économiser de gros mouvements de numéraire. La poste pourrait tendre à être cet organisme national dont ont rêvé certains économistes, ou chacun devrait avoir un compte et qui devrait arriver à supprimer entièrement les paiements en espèces. La Banque de France qui, nous l'avons vu, opère la majorité des virements et compensations en France, doit être un des principaux chaînons de cette chaîne et c'est l'engagement qu'elle a pris par une lettre du Gouverneur au Ministre en date du 26 février 1918 et d'après laquelle elle sollicitera « l'ouverture en son nom de « comptes-courants de chèques postaux dans tous les bureaux « régionaux qui seront ouverts en exécution de la loi du 7 janvier 1918 ».

Cette lettre prélude à un nouveau service qui à l'heure actuelle est rendu gratuitement au public par notre institut d'émission. On peut attendre les plus heureux résultats de cette réforme déjà pratiquée dans plusieurs pays étrangers.

Le mouvement total des comptes-courants de chèques postaux ouverts à la Banque de France s'est élevé depuis le 1^{er} janvier 1918, époque de la création de ces comptes, jusqu'à la fin de la même année à 525 millions.

M. Barthe avait proposé dans un amendement que « la Banque de France renonce au système des encaissements à domicile et prescrive à ses clients de régler leurs effets par chèque postal ». Cet amendement vint en discussion le 25 juillet et son auteur le retira lorsqu'on lui eut expliqué les difficultés qu'il y aurait à réaliser actuellement pareille réforme.

Nouvelles réformes à opérer. — En effet l'article 103 du Code de Commerce stipule que la lettre de change doit être payée dans la monnaie qu'elle indique et le bénéficiaire peut donc exiger en principe le paiement en espèces. Mais c'est surtout le court délai de un jour, imparti en France pour les protêts, qui est un obstacle aux règlements par écritures des lettres de

change, car il ne laisse pas le temps matériel suffisant pour permettre à l'établissement recouvreur de vérifier la provision.

Depuis le vote du moratorium ce délai a bien été élevé à dix jours, mais il y aurait lieu précisément de rendre définitif et normal, pour les paiements par chèques tout au moins, ce qui ne correspond actuellement qu'à une situation exceptionnelle d'état de guerre.

Enfin un autre gros obstacle aux paiements par compensation est la graduation du timbre-quittance pour les versements en compte-courant ; il met dans une certaine mesure un obstacle à leur développement.

L'intérêt qui s'attache à l'heure actuelle au développement des paiements par compensation. La propagation de la Banque.

Si on ajoute à toutes les lacunes de la loi la routine administrative (dont nous avons donné des exemples en parlant des services de Trésorerie que la Banque rend à l'Etat), la gêne apportée dans les règlements effectués par le Trésor ou au profit du Trésor par de vieilles prescriptions hors d'usage, on voit qu'en matière de développement de chèques et de paiements par compensation il reste beaucoup plus à faire à l'Etat qu'à la Banque dont l'activité est toujours allée au devant des obligations qui lui étaient imposées.

Le 21 janvier, le 25 avril, le 20 juin 1916 le Gouverneur adresse des circulaires aux directeurs de succursales leur prescrivant d'engager leurs clients à se faire ouvrir des comptes en banque et à se servir de chèques au lieu de conserver par devers eux des sommes importantes. Dans une brochure intitulée « Servez-vous des chèques, des virements, des lettres de crédits », édictée en 1916 également, la Banque expose toutes les facilités qu'elle offre pour réduire l'emploi des billets.

On doit penser qu'à cette époque elle avait déjà prévu leur émission exagérée et la hausse des prix qui en résulterait. En effet par un curieux phénomène l'inflation de la circulation provoque la hausse des prix, mais demande en retour un numéraire de plus en plus abondant pour effectuer les paiements puisque toutes choses coûtent plus cher. Elle contient un germe de tentation constante pour le Trésor qui voit les facultés d'absorption du public augmenter sans cesse. Et l'Etat qui s'engagerait dans cette voie sans aucune limite risquerait de n'y trouver aucun frein, si ce n'est qu'il patirait lui-même de la hausse des prix. Aussi on comprend les préoccupations du gouvernement français qui d'une part s'efforce de réduire les paiements en numéraire et d'autre part émet de nouveaux billets. Il y a là cependant, en apparence, une antithèse difficile à analyser dans les conjectures actuelles :

Lorsque l'État favorise les compensations il tend plutôt à augmenter la hausse des prix puisqu'une même quantité de billets reste en circulation pour des échanges moindres ; mais d'un autre côté il diminue les facultés d'absorption du public, s'impose par conséquent un obstacle dans ses émissions et enraye la hausse des prix pour l'avenir. On fait la part du feu immédiatement, mais on tente ensuite de diminuer le mal. C'est dans cet esprit sans doute qu'ont été prises les différentes mesures législatives dont il vient d'être parlé et nous avons vu du reste à propos de l'émission des billets que la hausse des prix n'est pas due uniquement à l'inflation monétaire et que d'ailleurs le meilleur remède pour guérir le mal est de le couper dans sa racine : les avances à l'État.

Mais à un point de vue plus général toute circulation monétaire entraîne du travail et des risques qui constituent une déperdition de force humaine. La circulation métallique surtout est très onéreuse pour l'humanité puisqu'elle nécessite l'assistance de nombreux mineurs qui sont distraits ainsi d'autres travaux plus utiles à leurs semblables. Cette circulation s'élève à 178 fr. par tête d'habitant en France et à 125 aux États-Unis tandis qu'en Allemagne et en Angleterre elle ne dépasse pas respectivement 80 et 75 fr. Nous pourrions donc, si nous adoptions les méthodes de paiement anglaises, économiser 4 à 5 milliards de numéraire qui constitueraient un enrichissement net pour le pays ; notre fortune nationale se trouverait accrue du fait de la récupération d'un tel capital, actuellement en circulation et improductif.

Les billets eux aussi, s'ils coûtent moins à produire ou à acquérir par la Nation, immobilisent des capitaux dans une certaine mesure. Le développement des paiements par compensation permettrait d'en retirer une grosse partie de la circulation, sans provoquer, comme nous le voyons ailleurs, une raréfaction monétaire et une baisse des prix trop rapide, qui seraient nuisibles à l'intérêt général.

A un autre point de vue du reste il faut remarquer que les paiements par écritures permettent au fisc d'effectuer des investigations précises dans les banques ; s'ils avaient été généralisés et surtout rendus obligatoires ils auraient rendu bien plus difficiles les règlements qui ne laissent aucune trace et n'auraient pas aussi bien permis à certains contribuables de dissimuler leurs bénéfices de guerre ou leurs spéculations illicites.

En définitive il y a lieu de penser que si le Gouvernement Français n'adopte encore que des demi-mesures dans cet ordre

d'idées tant que la situation financière exige de nouvelles avances de la Banque de France, il développera par des moyens très énergiques les paiements par compensation lorsqu'il sera en mesure de ne plus faire appel à notre institut d'émission pour équilibrer le budget.

CHAPITRE HUITIÈME

L'ensemble des Opérations de la Banque et ses bénéfices de guerre

Les Bénéfices au cours des Hostilités. — Au cours des hostilités, les bénéfices de la Banque ont augmenté dans des proportions considérables comme l'indique le tableau suivant :

Années	Bénéfices bruts	Bénéfices nets
1900	50 millions	34 millions
1910	53 millions	33 millions
1913	105 millions	78 millions
1915	174 millions	102 millions
1916	268 millions	179 millions
(1) 1917	351 millions	324 millions

Il faut remarquer du reste qu'on ajoute aux bénéfices nets de chaque année le réescompte du portefeuille du 2^e semestre de l'année précédente et le report à nouveau des bénéfices non partagés pendant la même période ; on est amené ensuite bien entendu à y prélever certaines sommes pour reporter à l'année suivante les mêmes postes relatifs à l'année en cours.

Cet accroissement de profits ne vient pas des opérations productives normales de la Banque dont la masse s'est abaissée de 38 milliards 214 millions en 1913 à 14 milliards en 1916, pour n'attein-

(1) Le bénéfice net est obtenu en déduisant du produit brut les dépenses d'administration proprement dites, sans tenir compte des amortissements, redevances, impôts, allocations spéciales au personnel, etc.

dre encore que 19 milliards en 1917. Au cours de ces mêmes années les produits bruts de ces opérations ont été respectivement de 105, 85 et 87 millions et les produits nets de 78, 54 et 59 millions ; encore si ces chiffres demeurent assez importants cela est dû au taux élevé de l'escompte et des avances.

La majorité des profits de la Banque depuis août 1914 vient donc des opérations auxquelles elle s'est livrée pour venir en aide à l'Etat ; ils sont des produits exceptionnels de guerre et se chiffrent par des sommes très importantes. Les avances à l'Etat à elles seules lui ont rapporté 8 millions et demi en 1914, 57 en 1915, 72 en 1916, 104 en 1917. En 41 mois, d'août 1914 à décembre 1917 la Banque a réalisé pour 903 millions de bénéfices bruts et 604 millions de bénéfices nets, alors que si l'on ramène à 41 mois les mêmes produits du temps de paix, des années 1911 à 1914, on obtient les chiffres de 318 et 181 millions. Dans ces totaux les impôts sont déduits des bénéfices nets.

Des profits aussi importants devaient nécessairement appeler l'attention du législateur et les art. 2 et 3 de la Convention du 26 octobre 1917, qui en réglent la répartition, ont été adoptés sans modifications par la Chambre et par le Sénat. Le seul avantage supplémentaire obtenu par le Parlement, ou plutôt par les commissions de la Chambre, a été, outre le partage du superdividende, l'avenant du 11 mars 1918 qui s'ajoute à la Convention. Ce texte, comme nous l'avons vu à propos des avances à l'Etat, stipule que la Banque bonifiera le solde du compte d'amortissement d'un intérêt calculé au taux net des avances à l'Etat, déduction faite de l'impôt du timbre et du prélèvement de $1/2$ ou $2\ 1/2$ o/o. Cet intérêt ressort donc à 0,48 o/o. Il sera porté à un compte annexe qui sera liquidé lui-même en même temps que le compte d'amortissement. La Banque versera alors sur son montant une part proportionnelle au total des sommes attribuées à l'Etat, se réservant pour elle-même une part également proportionnelle aux sommes attribuées à l'amortissement de ses propres risques. Nous avons déjà vu les débats auxquels avait donné lieu ce texte. Il correspond à un strict esprit de justice que la Chambre a respecté en le maintenant intégralement.

Les bénéfices de guerre si importants de la Banque n'ont pas manqué de donner lieu à de nombreuses controverses dans la presse et surtout à de très longs débats à la Chambre des Députés. Nulle question n'a été étudiée avec plus de soins par nos représentants et par leurs commissions et si le texte voté a semblé juste à la majorité d'entre eux, il a donné lieu néanmoins à

de multiples critiques de la minorité. Comme nous l'avons déjà vu à propos du fonctionnement de la caisse d'amortissement, l'article 2 de la Convention règle le montant des sommes qui seront attribuées au compte spécial de réserve et d'amortissement, tandis que l'article 3 en détermine l'emploi.

Nous examinerons successivement les deux principales stipulations de l'art. 2. Pour la période août 1914-fin décembre 1917, ce texte établit au profit de la caisse d'amortissement un prélèvement de 200 millions sur les bénéfices de guerre de la Banque. A partir du 1^{er} janvier 1918 il ordonne des prélèvements directs sur ses bénéfices exceptionnels. Il est à remarquer que nous avons déjà été amenés, à propos des diverses opérations de la Banque, à nous rendre compte des charges qui lui incombent pour l'avenir du fait de la guerre et des risques qu'elles entraînent pour elle. En regard de ses bénéfices il doit être nécessairement envisagé de pareils éléments.

Forfait de 200 millions. — Il n'est en réalité que de 180 millions et demi car il comprend une partie des redevances du 2^e semestre de 1917, soit 12 millions 300.000 francs pour l'escompte des bons du Trésor au Gouvernement Russe et 7.250.000 francs pour les intérêts des billets correspondant aux avances à l'État, opérations qui cessent à l'avenir d'être comprises dans les redevances.

Ce forfait est-il suffisant pour tenir lieu vis-à-vis de la Banque de l'application des lois du 1^{er} juillet 1916, 30 décembre 1916 et 31 décembre 1917 sur les bénéfices de guerre ? Il faut dire du reste que le Conseil Général de la Banque a toujours considéré que ces lois ne pouvaient pas s'appliquer à notre institut d'émission dont les rapports avec l'État étaient déjà régis par des contrats. Une lettre du Gouverneur au Ministre, écrite en 1916, avant le délai imparti pour la déclaration des bénéfices de guerre, l'indique en termes très nets. On peut faire remarquer que tous les fournisseurs militaires, tous les usiniers de guerre avaient également des contrats avec l'État et que cependant les lois sur les bénéfices de guerre ont été en grande partie faites pour eux. Mais c'était là, il est vrai, de simples marchés non sanctionnés par la loi. D'ailleurs cette question d'ordre juridique n'avait pas une importance pratique très grande car la Banque s'en remettait en fin de compte à l'avis du Ministre des Finances et de ses services qui décidèrent avec bon sens de réserver la question jusqu'à ce qu'intervint la loi renouvelant le privilège lui-même. Il n'y avait dans cette décision aucune illégalité, comme l'a prétendu M. Auriol, puisque le droit commun et la jurisprudence de la

commission supérieure des bénéfices de guerre, appliqués à la Banque, n'auraient pas donné un sou à l'État, en raison des risques qu'elle avait à courir. Cependant, à la demande des commissions, le Ministère des Finances se livra à une étude approfondie des sommes qu'une modification de cette jurisprudence, pour les affaires relatives à la Banque, aurait pu faire rentrer dans les coffres du Trésor.

Le système est exposé dans une longue lettre du 28 janvier 1918, adressée par le Ministre au Président de la Sous-Commission qui avait à examiner le renouvellement du privilège. Sans entrer dans trop de détails, indiquons qu'on y défalque d'abord le bénéfice normal de la Banque calculé d'après le bénéfice des années 1911, 1912 et 1913 et ressortant à une moyenne de près de 38 millions par an d'après les chiffres des comptes de gestion. (On n'élimina parmi les charges que la provision de 16 millions, constituée en 1913 pour réfection de l'hôtel du Siège Central elle entre donc en jeu dans cette moyenne).

Or nous avons vu que d'août 1914 à décembre 1917, il aurait dû être prévu un amortissement de 237 millions pour les effets prorogés et de 91 millions pour les avances sur titres moratoriés, qu'il faut aussi tenir compte d'une perte de 7 millions sur le change. En 1914-15 et en 1916 aucune imposition n'aurait pu être établie par suite d'un amortissement à prévoir de 90 millions pendant les dix-sept premiers mois et de 121 pendant la deuxième année. En 1917 seulement l'État aurait pu percevoir 72 millions. D'autre part la loi du 16 juillet 1916 prévoit une liquidation finale de la contribution sur les bénéfices de guerre au plus tard à l'expiration du douzième mois suivant la cessation des hostilités. Or, comme l'a fait remarquer M. Landry, imagine-t-on la Banque obligée de liquider avant ce terme ses effets et ses avances moratoriés ? Il s'en suivrait des conséquences économiques et sociales regrettables. En outre l'application de cette loi à la Banque n'aurait pas permis bien entendu d'établir, pour l'avenir et dès 1918, des prélèvements comme ceux qu'on lui imposa puisque, les pertes sur effets moratoriés demeurant à sa charge et non à celle de la caisse d'amortissement, elle aurait dû prévoir de nouvelles réserves de ce chef.

Sur les 604 millions de bénéfices réalisés pendant les 41 premiers mois de guerre, la Banque n'a distribué que 138 millions aux actionnaires ; elle a constitué de nombreuses réserves dont toutes sont justifiées et dont on peut donner l'énumération suivante :

— 24 millions (12 en 1914 et 12 en 1916) pour un agrandisse-

ment de la Banque Centrale depuis longtemps projeté, remaniant le quartier du Palais Royal et demandant 200 millions au moins. Notre Institut d'émission est en effet obligé à l'heure actuelle, par suite de l'extension de ses services, d'installer un certain nombre d'entre eux dans des maisons particulières avoisinant ses propres bâtiments. C'est une situation fâcheuse à laquelle il faut remédier au plus tôt.

— 32 millions pour la réfection des succursales des régions envahies. Il est vraisemblable que les dommages de guerre ne suffiront pas à compenser les pertes que la Banque a subies de ce chef et d'ailleurs elle rebâtira sans doute des immeubles plus beaux que ceux qui ont été détruits. Là aussi elle a un rang à tenir en face du luxe étalé par les autres établissements de crédit.

— 17 millions pour de nombreux travaux dans les succursales qui sont justifiés par l'extension sans cesse croissante de l'activité des agences et de leur nombre.

— 35 millions aux Caisses de retraites d'un personnel dont les traitements et le nombre vont sans cesse en augmentant par suite de nécessités nouvelles bien connues.

A ces quatre postes s'ajoutent des gratifications et allocations exceptionnelles aux agents, nécessitées par la cherté de la vie et par les deuils de la guerre; elles atteignaient fin 1917 12 millions depuis août 1914.

La Banque a aussi prévu 59 millions d'amortissement pour la baisse de son portefeuille-titres. Pour plus de commodité nous les avons ajoutés aux bénéfices nets, mais en réalité elle a prélevé cette somme en 1915 et en 1916 sur ses frais d'administration et c'est ce qui explique qu'ils se soient élevés au cours de ces deux années à 78 et 88 millions pour retomber à 53 millions en 1917. Maintenir son capital et ses réserves intactes est le premier des devoirs à remplir par notre institut d'émission dans l'intérêt même de son crédit. On ne peut nullement lui faire grief de pareille opération qui lui a coûté 59 millions, principalement par suite de la baisse des rentes françaises. Il est vrai qu'il a ainsi augmenté ses revenus propres; ils sont passés de 12 millions en 1914, à 20 millions en 1913 et 24 millions en 1918.

Mais d'autres grosses provisions constituées par la Banque antérieurement à 1918 avaient trait à ses risques commerciaux et se répartissaient ainsi :

45 millions pour les effets en souffrance (12 en 1914, 14 en 1915, 20 en 1917).

130 millions pour risques en cours (40 en 1916 et 90 en 1917).

Ces deux provisions formaient un total de 176 millions, bien supérieur au montant des intérêts sur les effets prorogés qui n'avaient donné à la Banque fin 1917 que 113 millions. On ne peut donc pas accuser notre institut d'émission d'avoir encaissé ces intérêts et de n'avoir rien prévu pour l'amortissement des effets ; ce reproche repose sur une pure question de forme, sur les noms donnés aux réserves. Il est évident par exemple que la Banque a une valeur de 2 millions d'effets de commerce qui tombent en souffrance chaque année et qu'elle ne peut pas prévoir pour cela 45 millions d'amortissement. Du reste M. Landry a déclaré que la Banque avait mis aussi ces 45 millions de côté pour faire au lendemain de la guerre une politique de crédit plus large.

Enfin en 1917 la Banque créa un compte d'attente de 105 millions en vue de sa contribution éventuelle à l'impôt sur les bénéfices de guerre.

Puisque nous avons vu que les autres provisions créées par la Banque correspondaient à des charges réelles, il lui restait donc, fin 1917, 105 millions de disponibles et 176 millions affectés à des risques divers. Pour fournir le forfait de 200 millions, elle a trouvé d'un côté 20 millions provenant des redevances du 2^e semestre 1917 et 105 millions du compte d'attente. 76 autres millions ont dû être pris sur les 176 millions affectés à des risques divers, qui se sont ainsi abaissés à 100 millions.

Or, l'article 3 de la Convention du 26 octobre 1917 décharge la Banque de deux risques, qu'elle passe au compte d'amortissement, ceux des pertes en principal sur les effets prorogés et ceux des pertes, en principal également sur les avances à la Banque de Russie. Elle lui en laisse de nombreux, à savoir :

Les pertes en intérêts sur les effets prorogés (il est vrai que les intérêts perçus sur ces effets entrent dans le total de la circulation productive et augmentent les bénéfices laissés à la Banque) ;

Les pertes en intérêts sur les avances à la Banque de Russie ;

Les risques sur les avances sur titres qui, à elles seules, nous l'avons vu, demandaient un amortissement de 91 millions ;

Les pertes sur les opérations de change ;

Les risques courus sur les dépôts d'or libres à l'étranger.

On peut donc affirmer que les 100 millions laissés à la Banque pour couvrir de pareilles éventualités ne constituent pas à

son égard une faveur exagérée. Il est même juste que la Banque trouve une garantie supplémentaire contre ces risques à courir dans le fait que les bénéfices exceptionnels qui lui sont laissés par la nouvelle convention, à dater du 1^{er} janvier 1918, sont peut-être légèrement supérieurs, comme nous allons le voir, aux frais d'administration et à ceux d'émission des billets, qui sont pour elle la conséquence de l'état de guerre.

Bénéfices laissés à l'avenir à la Banque. — En effet, outre le forfait de 200 millions, la caisse d'amortissement recevra à l'avenir 85 o/o du produit de l'escompte des bons du Trésor à la Russie et 0,50 o/o des intérêts perçus sur les avances à l'État (et un an après la cessation des hostilités les 2 o/o d'intérêts supplémentaires). Mais bien entendu la Banque cesse de payer la redevance sur les éléments susvisés et ces stipulations lui laissent donc comme bénéfices ;

a) 15 o/o sur le produit de l'escompte des Bons du Trésor, soit au taux de 5 o/o, 0,75 o/o de ces bons. Encore est-il permis de remarquer que si la Russie est défaillante le taux de cette opération sera ramené à celui des avances à l'État, c'est-à-dire 1 o/o, sur lequel 0,50 o/o seulement ira à la Banque. Certains députés ont exprimé le regret que l'État n'ait pas prêté directement à la Russie et au taux même des avances qui lui auraient été consenties par la Banque, comme il l'a fait pour la Serbie et la Belgique. Ce sont sans doute des considérations d'ordre diplomatique et aussi d'ordre pécuniaire qui l'ont guidé dans ce sens. Ce n'est pas en effet la Banque, mais bien lui-même, qui aurait perdu la majeure partie de la différence de 4 o/o car il est facile de comprendre qu'en enlevant ces bénéfices à notre institut d'émission on n'aurait pu lui imposer ni le forfait de 200 millions, ni la redevance de 0,85 o/o ;

b) 0,48 o/o sur le produit des avances à l'État si l'on déduit comme de juste l'impôt du timbre.

Les bénéfices exceptionnels laissés de ce chef à la Banque ont été évalués par M. Barthe à 112 millions par an pour un chiffre d'avance de 18 milliards. En réalité ils n'ont pas atteint 100 millions en 1918, les avances s'étant fortement abaissées pendant la dernière partie de l'année, comme nous l'avons vu, et n'ayant pas atteint la moyenne générale de 18 milliards ; il se peut au contraire que l'exercice 1919 laisse à la Banque une marge de bénéfices plus grande, l'État venant de faire au cours

de ces derniers mois un très gros appel aux ressources de l'émission.

Ces 112 millions de bénéfices exceptionnels correspondent-ils pour la Banque à des charges équivalentes ?

Il est exact que ses émissions de billets deviennent de plus en plus onéreuses pour elle par suite de l'augmentation des frais généraux de son usine de Biercy, de toutes les matières premières et de tous les salaires que nécessite sa mise en œuvre, par suite aussi de tout le personnel que demande le maniement de ces billets revenant sans cesse aux guichets. De plus la Banque a dû se servir, pour l'émission de coupures inférieures à 100 fr., de nouvelles usines très onéreuses, placées temporairement sous son contrôle.

M. Landry a calculé que pour un milliard de valeurs il y avait 23 millions de billets en circulation et que chacun d'entre eux n'avait qu'une durée moyenne de deux ans, ce qui ferait ressortir à 14 centimes, 34 les frais afférents chaque année à chaque billet et à 0,33 o/o les frais afférents à l'ensemble de la circulation pendant la même période. L'honorable rapporteur évalue finalement à 40 millions par an les charges résultant pour la Banque des émissions qui lui sont imposées par l'État. En réalité ce chiffre est impossible à vérifier d'une manière exacte car on ne peut connaître ni la durée précise des billets, ni la mesure dans laquelle l'inflation fiduciaire amène la Banque à augmenter son personnel.

En évaluant à 80 millions les frais d'administration de la Banque, M. Landry approche en revanche de la vérité car pour l'exercice 1918 ils atteignent 32 millions et demi, en augmentation de 10 millions sur 1917. Il faut y ajouter une somme de près de 14 millions pour allocations de fin d'année et de cherté de vie au personnel et les 80 millions ainsi approchés seront sûrement dépassés en 1919 la Banque devant songer, comme toutes les administrations, à augmenter les traitements de son personnel, en face des circonstances actuelles connues de tous.

Or, à propos des mouvements de caisse, des emprunts, des titres, nous avons vu les services incessants que la Banque rend au Trésor, en plus de celui constitué par les avances proprement dites. Les charges qu'elle accuse de ce fait, si elles sont impossibles à séparer nettement de celles résultant de son commerce proprement dit, vont sans cesse en augmentant et ne lui rapportent rien. Il est juste de lui donner une certaine compensation.

Aussi la Chambre a-t-elle écarté tous les amendements qui

avaient pour but de modifier les dispositions du nouveau privilège sur les bénéfices de guerre de la Banque.

MM. Auriol et Magniaudé auraient désiré assujettir purement et simplement notre Institut d'émission aux lois sur les bénéfices de guerre avec une double extension de délais, l'une pour le règlement du compte d'amortissement, de façon à permettre à la Banque de ne pas exécuter ses clients, l'autre pour la perception des droits qui aurait eu lieu jusqu'à la fin même des bénéfices exceptionnels. Ce n'eût pas été en réalité soumettre la Banque au droit commun, mais bien à des mesures d'exception susceptibles de porter atteinte à son crédit lui-même. Au reste il est douteux que l'adoption de ces amendements eût procuré à l'État un bénéfice supplémentaire de 150 millions pour les seuls mois de guerre août 1914-fin décembre 1917.

Un amendement de M. Barthé était beaucoup plus court. La Banque aurait dû consentir à une émission gratuite des avances. Il eût été douteux qu'elle eût pu ensuite vivre dignement sur ses produits commerciaux et sur ses réserves; mais en outre, si ce texte avait été adopté, tout le mécanisme de notre circulation fiduciaire aurait été faussé. M. Klotz a justement fait remarquer que l'Institut d'émission ne doit pas être un intermédiaire désintéressé, comme une Banque d'État, si l'on veut trouver en lui un certain obstacle à la « planche à billets ». On doit même regretter que le taux des nouvelles avances consenties par la loi du 5 mars 1919 ait été abaissé à 0,75 o/o.

En fin de compte la nouvelle convention semble cependant laisser à la Banque des avantages assez considérables. L'exercice 1918 accuse 455 millions de produits bruts et 374 millions de produits nets, (cette fois les versements aux caisses de retraites et les allocations au personnel ont été compris dans les chiffres à défalquer des produits bruts). Sur ces produits nets l'État perçoit à titre d'impôt ou de redevance 33 millions et le compte d'amortissement 237 millions. Outre 10 millions nécessaires pour le réescompte du portefeuille du 2^e semestre 1918 et pour le report à nouveau, la Banque verse 10 millions aux risques en cours et effets en souffrance, 25 millions à la provision pour agrandissement de la Banque Centrale, 20 millions à celle pour travaux dans les succursales. Etant donné les agrandissements et les charges qu'elle aura à prévoir ces sommes n'ont rien d'exagéré.

Certes les quelques réserves, d'ailleurs très modérées, faites au Sénat par l'honorable M. Milliès-Lacroix sur les futurs bénéfices de la Banque, semblent bien un peu justifiées car la nouvelle

convention lui laisse une assez grosse marge de profits. Mais la Banque ne doit-elle pas rester dans la mesure nécessaire un établissement privé ayant intérêt à développer ses opérations ? Les beaux bénéfices de 1918 reviennent en grosse partie à l'escompte et aux avances sur titres qui ont donné un produit brut de 113 millions, supérieur à celui de 1913, grâce, il est vrai, à un taux plus élevé des opérations. Ce sont là des produits qu'on ne peut pas reprocher aux actionnaires. D'ailleurs les bénéfices exceptionnels iront en s'atténuant avec le remboursement des avances et d'autre part les intérêts de l'Etat sont sauvegardés par le fait qu'il a droit au partage du superdividende et qu'en fin de privilège il pourra régler l'emploi des réserves.

Les bénéfices de la Banque sont très appréciables comme ceux de tout établissement en pleine prospérité. Mais il faut avoir les yeux fixés sur les services qu'elle a rendus au pays et sur ceux qu'elle lui rendra, et ne pas se laisser uniquement hypnotiser par les dividendes alloués à ses actionnaires.

CONCLUSION

La durée du privilège. — L'étendue de l'aide que la Banque a apportée au Gouvernement au cours de la guerre et que nous venons de voir, la nécessité d'assurer son crédit et de lui permettre de contribuer à liquider dans les meilleures conditions possibles une situation financière délicate, ont conduit le Parlement à renouveler son privilège pour 25 années à partir du 1^{er} janvier 1921 (art. 1^{er} de la loi du 20 décembre 1918).

Cette disposition elle-même a soulevé des critiques d'autant plus acerbes que les pouvoirs de la Banque n'avaient pas toujours été consentis pour une aussi longue durée. La loi du 22 avril 1806 les étendait, il est vrai, jusqu'au 24 septembre 1843 et celle du 9 juin 1857 jusqu'au 31 décembre 1897.

Les lois du 30 juin 1840 et 17 novembre 1897 prorogeaient également le privilège pour une longue durée, la première pour 24 ans, la deuxième pour 23. Mais toutes les deux comportaient faculté de résiliation ou de modification. Le paragraphe 2 de l'art. 1^{er} de la loi de 1840, qui comportait pareille disposition, fut il est vrai abrogé par un décret-loi de 1852 ; mais en revanche la faculté laissée à l'État par la loi de 1897 joua en 1911 et, au cours de cette année là, le privilège fut profondément remanié par une loi datée du 29 décembre ; il y eut au Parlement des discussions étendues.

Il est donc vraisemblable que si une disposition additionnelle de MM. A. Thomas et Barthe, d'après laquelle « une loi votée avant la fin de 1929 aurait pu faire cesser ou modifier le privilège de la Banque », avait été adoptée par la Chambre, le texte du 20 décembre 1918 n'aurait pas tardé à être remis en question.

La Chambre repoussa le 11 juillet cet article comme elle

avait repoussé deux jours auparavant un amendement de M. Augagneur qui ne prorogeait le privilège que pour une durée égale à celle des hostilités à partir du 1^{er} janvier 1921 et un autre, cependant plus large, de M. Magniaudé qui lui conférait une nouvelle durée de 15 ans.

Aucune comparaison n'est possible entre notre pays et l'Angleterre ou le « Peel Act » permet de dénoncer le privilège de la Banque d'Angleterre avec préavis d'une année. Si une telle disposition existait en France, le privilège de la Banque de France, étant donné notre tempérament national, serait remis en question tous les ans. D'ailleurs la situation financière de nos voisins et leur circulation fiduciaire n'ont rien de commun avec les nôtres. Comme l'a fait remarquer M. Landry, la Banque d'Angleterre n'a que neuf succursales et ne fait que du réescompte ; elle est aristocratique, la Banque de France est démocratique.

Il est indispensable actuellement de laisser un long délai à la Banque, non seulement pour lui permettre une amélioration de ses services à Paris qui demandera des sommes considérables, mais surtout pour lui assurer un important délai en vue de la liquidation nécessaire de l'état de guerre. Peut-on comparer les conditions financières actuelles avec celles de 1897 ? Il y avait alors 3 milliards 770 millions de billets en circulation ; il y en a aujourd'hui plus de 30 milliards. Après la guerre de 1870 et les 1.500 millions d'avances à l'Etat qu'elle entraîna, il a fallu 8 ans pour sortir du cours forcé, avec une émission qui ne dépassa pas trois milliards. On doit prévoir aujourd'hui des délais bien plus considérables pour le retour à une situation normale. Il faut que le Conseil Général ne soit pas sans cesse sous la menace d'une résiliation prochaine du privilège, qu'il puisse défendre la caisse d'amortissement et en sauvegarder toutes les ressources. Le crédit de la Banque est certes pour beaucoup le crédit de la France ; mais il est aussi, comme nous l'avons déjà constaté, un crédit propre qui est distinct dans la pensée du public et même de l'étranger du crédit de l'Etat ; il offre une garantie supplémentaire. Notre billet n'est pas un billet d'Etat et dans les conditions actuelles, renouveler le privilège pour une trop courte durée aurait été lui donner ce caractère. C'est ce que le Parlement a compris.

L'Avenir. — Beaucoup de députés ont cependant craint qu'en enfermant la Banque de France dans les limites d'une convention précise et longue on lui interdise pour l'avenir de nombreuses opérations utiles au pays. Certains tentèrent d'abord de

lier le renouvellement du privilège à un débat préalable sur l'organisation financière du pays, proposition repoussée le 16 mai par 395 voix contre 122. D'autres voulurent faire adopter une série d'amendements qui auraient assigné à la Banque de nouveaux rôles dans l'avenir, sortant du cadre de ses attributions actuelles et difficiles à déterminer d'une manière précise avant que la situation financière et internationale ne soit éclaircie. Nous avons vu à propos de l'Administration de la Banque, de ses succursales et de ses escomptes qu'aucun de ces amendements n'avait été accepté.

Est-ce à dire que notre institut d'émission ne doive faire aucun progrès, ne doive se plier à aucune extension dans les années à venir ? Il pourrait le faire avec ses nombreuses ressources non seulement en billets, mais aussi en capital et en dépôts, même si le remboursement des avances de guerre ne semblait pas pouvoir permettre ensuite un accroissement de l'avance permanente.

La Banque ne s'est jamais refusée, comme nous l'avons vu, à se plier aux nécessités nationales et aux progrès. Lorsque le crédit de son billet sera de nouveau hors de tout danger, hors de toute atteinte, nul doute que par des conventions nouvelles elle ne porte son activité dans tous les domaines où le Gouvernement de ce pays la jugera nécessaire. Ce sera son propre intérêt en même temps que celui de la nation.

Pendant la guerre la Banque a accordé à la France tout son concours, elle a voulu participer, en dehors des obligations déjà consenties, aux dangers courus par elle. A plus forte raison ne se refusera-t-elle pas à une œuvre pacifique qui n'offrira pas les mêmes inconvénients. Elle deviendra certainement, comme l'a réclamé M. Bedouce, la plus grande Banque de la plus grande France dans la plus grande alliance.

Vu

Le Président de Thèse,

HITIER.

Vu

Le Doyen :

LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION. — Cadre de l'Etude. Aperçu des Débats. Texte de la loi du 20 décembre 1918	7
CHAPITRE PREMIER. — L'ADMINISTRATION DE LA BANQUE ET SES SUCCURSALES.....	17
a) <i>Les Actionnaires et l'Assemblée Générale.</i> — Le dividende et le droit de l'Etat sur les réserves ; la composition de l'Assemblée Générale.....	17
b) <i>Le Conseil Général.</i> — Son rôle, son mode de nomination, le choix des régents, les comités.....	24
c) <i>Le Gouverneur.</i> — Son rôle, les sous-gouverneurs, les actions demandées.....	28
d) <i>La publication des bilans.</i>	29
e) <i>Le personnel de la Banque de France, les concours et les statuts du personnel.</i>	30
f) <i>Les succursales de la Banque de France.</i> — Leur organisation, leurs bénéfices. Nombre fixé	38
CHAPITRE DEUXIÈME. — LES BILLETS ET LES AVANCES A L'ÉTAT.	38
a) <i>L'historique du billet de banque.</i>	38
b) <i>Les avances en 1870, les avances permanentes.</i>	39
c) <i>Les avances au cours de la guerre 1914-1918.</i> — La Convention du 21 septembre 1914, Élévation des charges de l'État et accroissement de avances. Les dépenses de guerre. L'escompte des bons du Trésor à des Gouvernements étrangers.....	40
d) <i>La hausse des prix, ses causes, sa généralisation au monde entier.</i>	44
e) <i>Le crédit du billet et la situation financière actuelle.</i> — Excellence du Crédit de la Banque. Mauvaise politique financière du Gouvernement. La situation en 1919.....	46
f) <i>Monnaie internationale.</i> — Le droit souverain de l'État est réservé.....	50
g) <i>Le Remboursement des avances.</i> — Les ressources de la caisse, la baisse des prix devra être progressive.....	52

h) <i>Autres questions relatives aux billets.</i> — Vieux billets, billets des chambres de commerce, impôt du timbre.....	57
CHAPITRE TROISIÈME. — L'ENCAISSE.....	60
Son histoire avant la guerre et pendant la première période de la guerre. La Campagne de l'or. La valeur de l'Or.	
CHAPITRE QUATRIÈME. — LE CHANGE.....	68
a) <i>Son histoire pendant les premiers mois de la guerre.</i> — Situation satisfaisante et mauvaise politique financière.....	68
b) <i>Les premières ventes d'or.</i> — L'achat des devises.....	71
c) <i>Convention d'avril 1915.</i> — L'intermédiaire de l'Angleterre....	72
d) <i>Accord du 11 février 1916.</i> — Achats de titres étrangers. L'activité de la Banque. Situation Générale en 1916.....	75
e) <i>L'entrée en guerre des Etats-Unis.</i> — Amélioration du change ..	77
f) <i>Les pertes au change de la Banque.</i>	78
g) <i>La situation d'après-guerre.</i> — Nécessité d'exporter.....	79
CHAPITRE CINQUIÈME. — L'ESCOMPTE ET LES RAPPORTS DE LA BANQUE AVEC LE COMMERCE.....	83
a) <i>L'escompte commercial.</i> Rôle de la Banque avant la guerre. Sociétés de caution mutuelle. Papier déplacé.....	83
b) <i>Le Moratorium des effets en banque.</i> — Le portefeuille moratoire, l'amortissement à prévoir. Son mécanisme	87
c) <i>L'Escompte pendant la guerre.</i> — La reprise des affaires.....	92
d) <i>Les redevances.</i> — Le système du nouveau privilège, comparaison avec celui de 1897.....	93
e) <i>Le Crédit Agricole et la Banque de France.</i> — Les interventions de M. Tournan au cours des débats à la Chambre. Leurs résultats	98
f) <i>Les impositions de la Banque.</i> — Les impôts nouveaux viendront en diminution des redevances.....	100
g) <i>La Banque peut-elle, en réduisant ses escomptes, empêcher certains agissements des autres établissements de crédit.</i> — Activité peu louable des établissements de crédit avant la guerre. Les exportations de capitaux et les participations financières. Le rôle de l'Etat et le rôle de la Banque en cette matière.....	101
h) <i>La Banque peut-elle, en dehors de l'Escompte, aider certaines sociétés commerciales.</i> — Les Monts de Piété et la Banque d'exportation.....	107
CHAPITRE SIXIÈME. — LES OPÉRATIONS SUR TITRES.....	110
1° Les Ordres de Bourse	
<i>Rapports de la Banque avec la Bourse.</i> La liquidation du 30 septembre 1915.....	111
2° L'Action de la Banque sur le Marché de nos rentes	
a) <i>Liquidation de l'emprunt du 7 juillet 1914.</i>	112
b) <i>L'émission des emprunts de la Défense nationale ; la réception des titres neutres.</i>	113
3° Les Avances sur titres	
<i>Avances moratoriées. Dépréciation des valeurs. Amortissement à prévoir.</i>	115

f) Les avances à la Banque de Russie

Leur nécessité, opérations auxquelles elles correspondaient.	
Leur liquidation.....	118

CHAPITRE SEPTIÈME. — LES SERVICES DE CAISSE 122

1° La Banque Caissier des titres

2° Les Dépôts d'argent

3° Les Opérations de Caisse, Chèques et Virements

a). <i>La Banque Caissier du Trésor.</i> — Encaissements et virements. Les dispositions du nouveau privilège ; leurs limites.....	123
b) <i>Des Services de Caisse aux particuliers. Des paiements par compensation.....</i>	127
A. — <i>L'activité propre de la Banque.</i> — Les comptes en Banque, les virements, la domiciliation des effets de commerce, les émissions de chèques, les encaissement et les désavantages qu'ils procurent à la Banque.	
B. — <i>Les mesures générales tendant à développer les paiements par compensation,</i> la part qu'y a prise la Banque. Les Chambres de compensation. Les réformes au Code de Commerce, les chèques postaux. Les nouvelles réformes à opérer.	
C. — <i>L'intérêt présenté des paiements par compensation.</i> — Leurs rapports avec la circulation fiduciaire, la propagande de la Banque de France.	

CHAPITRE HUITIÈME — L'ENSEMBLE DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE ET SES BÉNÉFICES DE GUERRE 139

- a) *Les bénéfices au cours des hostilités,* diminution des bénéfices normaux, bénéfices extraordinaires.
- b) *Le forfait de 200 millions :* les risques qu'il enlève à la Banque et ceux qu'il laisse à sa charge. Les réserves.
- c) *Bénéfices laissés pour l'avenir à la Banque.* Ses frais de fabrication des billets et d'administration. Les amendements Auriol, Magniaudé et Barthe.

CONCLUSION. — La durée du Privilège et l'avenir qui s'ouvre devant la Banque de France. 149

